

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 19 mars 2026, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 19 maart 2026, om 18:30.

Uccle, le 11 mars 2026
Ukkel, 11 maart 2026

**CONSEIL COMMUNAL DU 19 MARS 2026 GEMEENTERAAD
VAN 19 MAART 2026**

**NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA**

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

1 Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 12 février 2026.

Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 12 februari 2026.

2 Démission d'un membre du Conseil de l'action sociale - Remplacement - Prise pour information.

Le Conseil,

Attendu que Mme Amélie Hosdey-Radoux démission de son mandat de membre effectif du Conseil de l'Action sociale;

Considérant qu'il faut dès lors la remplacer;

Considérant que Mme Hosdey-Radoux a deux suppléants : Mme Dhoha Smida et M. Pierre Debusschere;

Considérant que la première suppléante, Mme Dhoha Smida, accepte le mandat ;

Prend connaissance de la démission de Mme Hosdey-Radoux et de son remplacement par Mme Smida.

Ontslag van werkend lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn- Vervanging Kennisneming

De Raad,

Overwegende dat mevr. Amélie Hosdey-Radoux ontslag heeft genomen uit haar functie als effectief lid van de aad voor maatschappelijk welzijn;
Overwegende dat zij derhalve moet worden vervangen; Overwegende dat mevr. Hosdey-Radoux twee plaatsvervangers heeft: mevr. Dhoha Smida en de h. Pierre Debusshe;
Overwegende dat de eerste plaatsvervanger, mevr. Dhoha Smida, het mandaat aanvaardt;

Neemt kennis van het ontslag van mevr. Hosdey-Radoux en haar vervanging door mevr. Smida.

3 Projet We Pulse: documents contractuels du programme We Pulse - Cadre particulier relatif au domaine Hard RH ainsi que ses annexes.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Considérant qu'en 2020, les pouvoirs locaux ont pris l'initiative de solliciter les instances régionales afin de piloter des marchés publics en vue de disposer d'outils informatiques métier modernes et adaptés à leurs besoins;

Considérant qu'en réponse à cette demande :

- la Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB)) élaborent depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux dénommé WePulse ;
- Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB)) a été mandaté pour mettre le programme à exécution ;
- Paradigm s'appuie sur l'asbl IRISteam pour la fourniture des services et de la solution de chaque

domaine du programme WePulse et donc pour la gestion contractuelle de WePulse ;

- le programme a été formellement lancé le 9 mars 2021 ;
- une gouvernance a été mise en place pour impliquer dans les travaux et les décisions communales toutes les Communes et tous les CPAS qui ont marqué leur intention de rejoindre le programme. Considérant que le programme vise à remplacer les logiciels en fin de vie ou ne répondant pas à certaines exigences fondamentales. Il s'inscrit dans une logique d'harmonisation des plateformes logicielles et de réalisation d'économies d'échelle, notamment par l'automatisation des processus et le partage des données entre domaines.

Considérant qu'il s'agit d'une d'implémentation des plateformes logicielles par la production d'une suite applicative unifiée, suivie d'un contrat de maintenance sur une durée de 10 ans.

Considérant que la Région prend en charge l'investissement relatif au développement des solutions informatiques applicatives, notamment via un appel à projet du FRBRTC et que les Communes gardent à leur charge le coût des licences des logiciels et des maintenances (budget ordinaire) au plus tôt à partir de 2026 ;

Considérant qu'il s'agit, outre le domaine de la RH et du Social (spécifique au CPAS), du domaine des Finances (comptabilité, recettes, taxes) ;

Vu la délibération prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 26 septembre 2023, décidant de marquer son accord pour le dépôt de candidature de la commune d'Uccle dans le cadre de l'octroi d'une subvention du FRBRTC en vue de financer le développement de solutions applicatives en matière de gestion financière et de la gestion des ressources humaines dans le cadre du projet We Pulse:

- 1) la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion financière de la commune (FIN) ;
- 2) la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion des ressources humaines de la commune (GHR-Soft HR) ;

3) la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion du personnel et de la paie (GHR-Hard HR) de la commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du en sa séance du 28 mars 2023 relative à la Convention entre la commune et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse et celle entre le CPAS et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse ;

Vu la structure contractuelle devant permettre de correspondre à la délivrance de services liée à une obligation de résultat :

une convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse (Contrat faïtier) et ses annexes ;

les dispositions dans un cadre particulier liées aux services par domaine, applicables à la commune d'Uccle ;

les dispositions spécifiques reprises dans les « Fiches Service » décrivant les fonctionnalités dans les domaines mis à disposition de la Commune d'Uccle

Vu la délibération prise par le Conseil communal du 28 novembre 2024 décidant d'approuver la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse (Contrat faïtier) et ses annexes ;

Considérant la nécessité d'intégrer des précisions dans la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives (Contrat faïtier) par le biais d'un avenant, à savoir que l'étape du BUILD, consistant en la production des développements informatiques, est différencié de l'étape RUN, portant que sur les coûts des licences et maintenances ;

Considérant que pour finaliser la structure contractuelle, il convient aujourd'hui de conclure le contrat cadre particulier comportant deux volets:

- l'un portant les dispositions particulières concernant le « Build » (Volet 1) de la solution du Domaine Hard HR;

- l'autre portant les dispositions concernant le « Run » (Volet 2) de la solution du Domaine Hard HR;

Considérant que le contrat cadre particulier et les fiches y annexées précisent les fonctionnalités ainsi que les coûts à charge des pouvoirs locaux ;

Considérant que la proposition We Pulse en Hard HR n'intègre pas une solution secrétariat social full service ce qui constitue une régression par rapport au fonctionnement actuel;

Considérant que We Pulse ne garantit pas un contact direct avec l'intégrateur et que cette organisation du travail plus complexe constitue une entrave à la réactivité, DECIDE :

1. D'adhérer au volet 1 "BUILD" du Cadre particulier pour le domaine Hard HR du programme WePulse pour autant que les services spécifiques dans le BUILD, concrètement l'intégration des autres logiciels, dont le coût global sera compris entre minimum 400.000 € HTVA et maximum 800.000 € (à répartir entre pouvoirs locaux concernés) ne sera pas facturé à la commune d'Uccle. 2. De ne pas adhérer au volet 2 "RUN" du Cadre particulier pour le domaine Hard HR du programme WePulse;

Project We Pulse: contractuele documenten van het programma We Pulse - Particulier kader met betrekking tot het domein Hard HR alsmede de bijlagen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de lokale overheden in 2020 het initiatief hebben genomen om de gewestelijke overheden te vragen overheidsopdrachten te beheren om te kunnen beschikken over moderne zakelijke IT-tools die aan hun behoeftes zijn aangepast; Overwegende dat in antwoord op dit verzoek:

- het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Paradigm (het vroegere Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG)) sinds 2020 werken aan een programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden, WePulse genaamd;
- Paradigm (voorheen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG)) de opdracht kreeg om het programma uit te voeren;
- Paradigm op vzw IRISteam vertrouwt voor de levering van diensten en de oplossing voor elk domein van het WePulse-programma en dus voor het contractuele beheer van WePulse;
- het programma formeel werd gelanceerd op 9 maart 2021;
- er een bestuursstructuur is opgezet om alle gemeentes en OCMW's, die hebben aangegeven aan het programma te willen deelnemen, te betrekken in de werken en de gemeenschappelijke beslissingen. Overwegende dat het programma software moet vervangen die het einde van zijn levenscyclus heeft bereikt of die niet aan bepaalde fundamentele eisen voldoet. Het doel is om softwareplatforms te harmoniseren en schaalvoordelen te behalen, met name door processen te automatiseren en gegevens tussen domeinen te delen.

Overwegende dat het gaat om de implementatie van softwareplatforms door middel van de productie van een uniforme applicatiesuite, gevolgd door een onderhoudscontract van 10 jaar.

Overwegende dat het Gewest de kosten van de investeringen in de ontwikkeling van ITapplicatieoplossingen dekt, met name via een projectoproep van het BGHGT, en dat de gemeentes de kosten van de softwarelicenties en het onderhoud (gewone begroting) ten vroegste vanaf 2026 zullen blijven dekken;

Overwegende dat het, naast HR en Sociale Zaken (specifiek voor het OCMW) ook gaat om Financiën (boekhouding, ontvangsten, belastingen);

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 26 september 2023 tot goedkeuring van de indiening van een kandidatuur door de gemeente Ukkel in het kader van de toekenning van een subsidie van het BGHGT met het oog op de financiering van de ontwikkeling van applicatieoplossingen voor financieel beheer en HR-beheer in het kader van het project We Pulse:

- 1) de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten in het domein financieel beheer van de gemeente (FIN);
- 2) de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten in het domein HR (GHR-Soft HR);
- 3) de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten in het domein personeelsbeheer en bezoldigingen (GHR-Hard HR) van de gemeente;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad in zitting van 28 maart 2023 betreffende de overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse en de overeenkomst tussen het OCMW en het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse;

Gelet op de contractuele structuur, die het mogelijk moet maken om diensten te leveren die gekoppeld zijn aan een resultaatsverplichting:

een overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden WePulse (overkoepelende overeenkomst) en de bijlages ervan;

diensten per domein, van toepassing op de gemeente Ukkel;

de specifieke bepalingen die zijn opgenomen in de "Fiches Service" waarin de functionaliteiten worden beschreven in de domeinen die ter beschikking worden gesteld van de gemeente Ukkel. Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden WePulse (overkoepelende overeenkomst) en de bijlages ervan;

Gelet op de noodzaak om verduidelijkingen op te nemen in de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen (overkoepelende overeenkomst) middels een bijvoegsel, namelijk dat de BUILD-fase, bestaande uit de productie van IT-

ontwikkelingen, wordt onderscheiden van de RUN-fase, die alleen betrekking heeft op de kosten voor licenties en het onderhoud;

Overwegende dat, om de contractuele structuur te finaliseren, de specifieke raamovereenkomst nu moet worden gesloten die uit twee luiken bestaat:

- één met de specifieke bepalingen voor "Build" (Luik 1) van de oplossing van het domein Hard HR;
- de andere met de specifieke bepalingen voor "Run" (Luik 2) van de oplossing van het domein HardHR;

Overwegende dat in de specifieke raamovereenkomst en de daaraan gehechte fiches de functionaliteiten en de kosten ten laste van de lokale overheden worden gespecificeerd;

Overwegende dat het We Pulse-voorstel voor Hard HR geen full-service sociaal secretariaat omvat, wat een stap terug is ten opzichte van de huidige activiteiten;

Overwegende dat We Pulse geen direct contact met de integrator garandeert en dat deze complexere werkorganisatie een belemmering vormt voor de reactiesnelheid, BESLIST:

1. Aan te sluiten tot luik 1 "BUILD" van het specifieke kader voor het domein Hard HR van het programma WePulse, op voorwaarde dat de specifieke diensten in BUILD, met name de integratie van andere software, waarvan de totaalcost tussen min. € 400.000 excl. btw en max. € 800.000 (te verdelen tussen de betrokken lokale overheden) zullen liggen, niet aan de gemeente Ukkel wordt gefactureerd.

2. Niet aan te sluiten tot luik 2 "RUN" van het specifieke kader voor het domein Hard HR van het programma WePulse;

4 **Projet We Pulse: documents contractuel du programme We Pulse - Cadre particulier relatif au domaine Soft HR ainsi que ses annexes.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Considérant qu'en 2020, les pouvoirs locaux ont pris l'initiative de solliciter les instances régionales afin de piloter des marchés publics en vue de disposer d'outils informatiques métier modernes et adaptés à leurs besoins;

Considérant qu'en réponse à cette demande :

- la Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB)) élaborent depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux dénommé WePulse ;
- Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB)) a été mandaté pour mettre le programme à exécution ;
- Paradigm s'appuie sur l'asbl IRISteam pour la fourniture des services et de la solution de chaque domaine du programme WePulse et donc pour la gestion contractuelle de WePulse ;
- le programme a été formellement lancé le 9 mars 2021 ;
- une gouvernance a été mise en place pour impliquer dans les travaux et les décisions communales toutes les Communes et tous les CPAS qui ont marqué leur intention de rejoindre le programme Considérant que le programme vise à remplacer les logiciels en fin de vie ou ne répondant pas à certaines exigences fondamentales. Il s'inscrit dans une logique d'harmonisation des plateformes logicielles et de réalisation d'économies d'échelle, notamment par l'automatisation des processus et le partage des données entre domaines.

Considérant qu'il s'agit d'une d'implémentation des plateformes logicielles par la production d'une suite applicative unifiée, suivie d'un contrat de maintenance sur une durée de 10 ans.

Considérant que la Région prend en charge l'investissement relatif au développement des solutions informatiques applicatives, notamment via un appel à projet du FRBRTC et que les Communes gardent à leur charge le coût des licences des logiciels et des maintenances (budget ordinaire) au plus tôt à partir de 2026 ;

Considérant qu'il s'agit, outre le domaine de la gestion RH et du Social (spécifique au CPAS), du domaine des Finances (comptabilité, recettes, taxes) ;

Vu la délibération prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 26 septembre 2023, décidant de marquer son accord pour le dépôt de candidature de la commune d'Uccle dans le cadre de l'octroi d'une subvention du FRBRTC en vue de financer le développement de solutions applicatives en matière de gestion financière et de la gestion des ressources humaines dans le cadre du projet We Pulse:

- 1) la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion financière de la commune (FIN) ;
- 2) la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion des ressources humaines de la commune (GHR-Soft HR) ;
- 3) la solution informatique applicative et des services associés dans le domaine de la gestion du personnel et de la paie (GHR-Hard HR) de la commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du en sa séance du 28 mars 2023 relative à la Convention entre la commune et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse et celle entre le CPAS et le Fonds Régional de refinancement des Trésoreries Communales concernant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet We Pulse ;

Vu la structure contractuelle devant permettre de correspondre à la délivrance de services liée à une obligation de résultat :

une convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse (Contrat faïtier) et ses annexes ;

les dispositions dans un cadre particulier liées aux services par domaine, applicables à la commune d'Uccle ;

les dispositions spécifiques reprises dans les « Fiches Service » décrivant les fonctionnalités dans les domaines mis à disposition de la Commune d'Uccle

Vu la délibération prise par le Conseil communal du 28 novembre 2024 décidant d'approuver la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux WePulse (Contrat faïtier) et ses annexes ;

Considérant la nécessité d'intégrer des précisions dans la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives (Contrat faïtier) par le biais d'un avenant, à savoir que l'étape du BUILD, consistant en la production des développements informatiques, est différencié de l'étape RUN, portant que sur les coûts des licences et maintenances ;

Considérant que pour finaliser la structure contractuelle, il convient aujourd'hui de conclure le contrat cadre particulier comportant deux volets:

- l'un portant les dispositions particulières concernant le « Build » (Volet 1) de la solution du Domaine Soft HR;

- l'autre portant les dispositions concernant le « Run » (Volet 2) de la solution du Domaine Soft HR; Considérant que le contrat cadre particulier et les fiches y annexées précisent les fonctionnalités ainsi que les coûts à charge des pouvoirs locaux ;

Considérant que la proposition We Pulse en Soft HR ne constitue pas une plus-value par rapport à nos logiciels actuels en gestion du recrutement et de l'évaluation ; DECIDE :

1. D'adhérer au volet 1 "BUILD" du Cadre particulier pour le domaine Soft HR du programme WePulse pour autant que les services spécifiques dans le BUILD, concrètement l'intégration des autres logiciels, dont le coût global sera compris entre minimum 400.000 € HTVA et maximum 800.000 € (à répartir entre pouvoirs locaux concernés) ne sera pas facturé à la commune d'Uccle.

2. De ne pas adhérer au volet 2 "RUN" du Cadre particulier pour le domaine Soft HR du programme WePulse;

Project We Pulse: contractuele documenten van het programma We Pulse - Particulier kader met betrekking tot het domein Soft HR alsmede de bijlagen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de lokale overheden in 2020 het initiatief hebben genomen om de gewestelijke overheden te vragen overheidsopdrachten te beheren om te kunnen beschikken over moderne zakelijke IT-tools die aan hun behoeftes zijn aangepast; Overwegende dat in antwoord op dit verzoek:

- het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Paradigm (het vroegere Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG)) sinds 2020 werken aan een programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden, WePulse genaamd;
 - Paradigm (voorheen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG)) de opdracht kreeg om het programma uit te voeren;
 - Paradigm op vzw IRISteam vertrouwt voor de levering van diensten en de oplossing voor elk domein van het WePulse-programma en dus voor het contractuele beheer van WePulse;
 - het programma formeel werd gelanceerd op 9 maart 2021;
 - er een bestuursstructuur is opgezet om alle gemeentes en OCMW's, die hebben aangegeven aan het programma te willen deelnemen, te betrekken in de werken en de gemeenschappelijke beslissingen
- Overwegende dat het programma software moet vervangen die het einde van zijn levenscyclus heeft bereikt of die niet aan bepaalde fundamentele eisen voldoet. Het doel is om softwareplatforms te harmoniseren en schaalvoordelen te behalen, met name door processen te automatiseren en gegevens tussen domeinen te delen.

Overwegende dat het gaat om de implementatie van softwareplatforms door middel van de productie van een uniforme applicatiesuite, gevolgd door een onderhoudscontract van 10 jaar.

Overwegende dat het Gewest de kosten van de investeringen in de ontwikkeling van ITapplicatieoplossingen dekt, met name via een projectoproep van het BGHGT, en dat de gemeentes de kosten van de softwarelicenties en het onderhoud (gewone begroting) ten vroegste vanaf 2026 zullen blijven dekken;

Overwegende dat het, naast HR en Sociale Zaken (specifiek voor het OCMW) ook gaat om Financiën (boekhouding, ontvangsten, belastingen);

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 26 september 2023 tot goedkeuring van de indiening van een kandidatuur door de gemeente Ukkel in het kader van de toekenning van een subsidie van het BGHGT met het oog op de financiering van de ontwikkeling van applicatieoplossingen voor financieel beheer en HR-beheer in het kader van het project We Pulse:

- 1) de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten in het domein financieel beheer van de gemeente (FIN);
- 2) de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten in het domein HR (GHR-Soft HR);
- 3) de IT-applicatieoplossing en bijbehorende diensten in het domein personeelsbeheer en bezoldigingen (GHR-Hard HR) van de gemeente;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad in zitting van 28 maart 2023 betreffende de overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse en de overeenkomst tussen het OCMW en het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën betreffende de toekenning van een lening voor de financiering van het project We Pulse;

Gelet op de contractuele structuur, die het mogelijk moet maken om diensten te leveren die gekoppeld zijn aan een resultaatsverplichting:

een overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden WePulse (overkoepelende overeenkomst) en de bijlages ervan;

diensten per domein, van toepassing op de gemeente Ukkel;

de specifieke bepalingen die zijn opgenomen in de "Fiches Service" waarin de functionaliteiten worden beschreven in de domeinen die ter beschikking worden gesteld van de gemeente Ukkel

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de

verschillende domeinen van het programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale overheden WePulse (overkoepelende overeenkomst) en de bijlages ervan;

Gelet op de noodzaak om verduidelijkingen op te nemen in de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen (overkoepelende overeenkomst) middels een bijvoegsel, namelijk dat de BUILD-fase, bestaande uit de productie van IT-ontwikkelingen, wordt onderscheiden van de RUN-fase, die alleen betrekking heeft op de kosten voor licenties en het onderhoud;

Overwegende dat, om de contractuele structuur te finaliseren, de specifieke raamovereenkomst nu moet worden gesloten die uit twee luiken bestaat:

- één met de specifieke bepalingen voor "Build" (Luik 1) van de oplossing van het domein Soft HR;
- de andere met de specifieke bepalingen voor "Run" (Luik 2) van de oplossing van het domein SoftHR;

Overwegende dat in de specifieke raamovereenkomst en de daaraan gehechte fiches de functionaliteiten en de kosten ten laste van de lokale overheden worden gespecificeerd;

Overwegende dat het Soft HR-voorstel van We Pulse geen toegevoegde waarde heeft ten opzichte van onze huidige softwarepakketten voor aanwervings- en evaluatiebeheer; BESLIST:

1. Aan te sluiten tot luik 1 "BUILD" van het specifieke kader voor het domein Soft HR van het programma WePulse, op voorwaarde dat de specifieke diensten in BUILD, met name de integratie van andere software, waarvan de totaalcost tussen min. € 400.000 excl. btw en max. € 800.000 (te verdelen tussen de betrokken lokale overheden) zullen liggen, niet aan de gemeente Ukkel wordt gefactureerd.

2. Niet aan te sluiten tot luik 2 "RUN" van het specifieke kader voor het domein Soft HR van het programma WePulse;

5 **L'urgence est demandée - A.S.B.L. Service uclois de la jeunesse.- Remplacement d'un administrateur. (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L. communales notamment que "au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal » ;

Vu la désignation de M. Boris Dilliès comme Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 14 février 2026 ;

Vu qu'en vertu de l'article 14 bis de la Nouvelle Loi Communale, M. Boris Dilliès est dès lors considéré comme Bourgmestre empêché ;

Vu que dès lors en vertu de l'article 14 de la Nouvelle Loi Communale, Mme Valentine Delwart, en sa qualité de 1ère Echevine, est devenue de droit Bourgmestre f.f. et ce, depuis le 14 février 2026 ;

Vu la réorganisation des attributions scabinales en date du 17 février 2026 ;

Vu que la compétence d'Echevin de la Jeunesse revient dorénavant à M. Jonathan Biermann ;

Vu que l'Echevin de tutelle est membre d'office des assemblées de l'ASBL Service Uclois de la Jeunesse ;

Considérant que pour respecter les statuts de l'ASBL la Liste du Bourgmestre propose donc de remplacer Mme Valentine Delwart, administrateur au sein de l'A.S.B.L. Service uclois de la jeunesse, par M. Jonathan Biermann ; Décide :

De proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Service uclois de la jeunesse la désignation de M. Jonathan Biermann en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

De hoogdringendheid word gevraagd - V.Z.W. Service ucclois de la jeunesse.- Vervanging van een bestuurder. (Aanvullend)

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen";

Aangezien de benoeming van de h. Boris Dilliès tot minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 14 februari 2026;

Aangezien dat de h. Boris Dilliès krachtens artikel 14 bis van de Nieuwe Gemeentewet voortaan als verhinderd burgemeester wordt beschouwd;

Aangezien het feit dat mevr. Valentine Delwart, in haar hoedanigheid van eerste schepen, krachtens artikel 14 van de Nieuwe Gemeentewet bijgevolg van rechtswege waarnemend burgemeester is geworden, en dit sinds 14 februari 2026;

Aangezien de herschikking van de schepenbevoegdheden op 17 februari 2026;

Aangezien dat de bevoegdheid van schepen van Jeugd voortaan toekomt aan de h. Jonathan Biermann;

Aangezien dat de verantwoordelijke schepen ambtshalve lid is van de vergaderingen van de vzw Service Ucclois de la Jeunesse;

Overwegende dat de Lijst van de Burgemeester, om de statuten van de vzw na te leven, voorstelt om mevr. Valentine Delwart, bestuurder binnen de vzw Service ucclois de la jeunesse, te vervangen door de h. Jonathan Biermann; Besluit:

De Algemene vergadering van de vzw Service ucclois de la jeunesse voor te stellen de h. Jonathan Biermann aan te wijzen als bestuurder binnen genoemde gemeentelijke vereniging.

6 L'urgence est demandée - A.S.B.L. Le Parascolaire d'Uccle.- Démission d'un administrateur.- Remplacement. (Complémentaire)

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L.'s communales notamment que "au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal";

Vu la désignation de M. Boris Dilliès comme Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 14 février 2026 ;

Vu qu'en vertu de l'article 14 bis de la Nouvelle Loi Communale, M. Boris Dilliès est dès lors considéré comme Bourgmestre empêché ;

Vu que dès lors en vertu de l'article 14 de la Nouvelle Loi Communale, Mme Valentine Delwart, en sa qualité de 1ère Echevine, est devenue de droit Bourgmestre f.f. et ce, depuis le 14 février 2026 ;

Vu la réorganisation des compétences du Collège en date du 17 février 2026 ;

Vu que la compétence d'Echevin du Parascolaire revient à Mme Diane Culer ;

Vu que le conseil d'administration est constitué d'un administrateur délégué qui est l'Echevin de tutelle et donc Mme Diane Culer ;

Considérant que Mme Valentine Delwart administrateur au Parascolaire d'Uccle, présente sa démission ;

Considérant que pour respecter les statuts de l'ASBL, la Liste du Bourgmestre propose donc de remplacer l'intéressée par Mme Diane Culer ; Décide :

De proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Le Parascolaire d'Uccle la désignation de Mme Diane Culer en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

De hoogdringendheid word gevraagd - V.Z.W. Bijschoolse activiteiten van Ukkel.- Ontslag van een bestuurder.- Vervanging. (Aanvullend)

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen";

Aangezien de benoeming van de h. Boris Dillies tot minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk op 14 februari 2026;

Aangezien dat de h. Boris Dillies krachtens artikel 14 bis van de Nieuwe Gemeentewet voortaan als verhinderd burgemeester wordt beschouwd;

Aangezien het feit dat mevr. Valentine Delwart, in haar hoedanigheid van eerste schepen, krachtens artikel 14 van de Nieuwe Gemeentewet bijgevolg van rechtswege waarnemend burgemeester is geworden, en dit sinds 14 februari 2026;

Aangezien de herschikking van de bevoegdheden van het college op 17 februari 2026.

Aangezien dat de bevoegdheid van schepen voor Bijschoolse activiteiten toekomt aan mevr. Diane Culer.

Aangezien dat de raad van bestuur bestaat uit een gedelegeerd bestuurder, die de toezichthoudende schepen is, en dus mevr. Diane Culer;

Overwegende dat mevr. Valentine Delwart, bestuurder bij de vzw Bijschoolse activiteiten , haar ontslag indient;

Overwegende dat, om de statuten van de vzw na te leven, de Lijst van de Burgemeester voorstelt om de betrokkene te vervangen door mevr. Diane Culer; Besluit

De Algemene Vergadering van de vzw Bijschoolse activiteiten voor te stellen mevr. Diane Culer aan te stellen als bestuurder binnen genoemde gemeentelijke vereniging.

Sanctions administratives - Administratieve sancties

7 Sanctions Administratives Communales - Règlement Général de Police - Modification de l'article 88

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales intégrant les modifications initiées par la loi du 11 décembre 2023 ;

Vu le Règlement Général de Police de la commune d'Uccle entré en vigueur le 1er avril 2024;

Vu l'entrée en vigueur d'un nouveau code pénal en date du 8 avril 2026;

Considérant que l'implémentation des sanctions administratives communales a été imaginée afin de lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des

communes et avec pour objectif que la répression de celles-ci ne dépende plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour les sanctions;

Considérant que les sanctions administratives ont permis aux communes de réduire le sentiment d'impunité à l'égard de celles et ceux qui troublent l'ordre public;

Considérant que, depuis l'adoption de la loi du 24 juin 2013, les sanctions administratives communales ont gagné en importance et en visibilité comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements publics;

Considérant qu'en 2020, un règlement général de police harmonisé est entré en vigueur dans les 19 communes de la Région Bruxelles- Capitale ;

Que ce document avait notamment pour objectif de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police et d'augmenter dès lors la lisibilité et la compréhension pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional;

Que le règlement général de police commun a été une première fois modifié en avril 2024 afin de s'adapter à l'entrée en vigueur de la loi du 11 décembre 2023 car celle-ci apportait des modifications substantielles à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives;

Considérant qu'un nouveau code pénal devrait entrer en vigueur le 8 avril 2026 et que celui modifiera très sensiblement notre nouveau droit pénal ;

Que cette modification législative d'importance aura une conséquence directe en matière de SAC car la catégorie spécifique des « infractions mixtes » (dont le traitement est partagé entre le procureur du Roi et le fonctionnaire sanctionnateur communal suivant les modalités d'un protocole d'accord) en sera transformée suite à la redéfinition et nouvelle catégorisation des notions pénales;

Considérant que l'entrée en vigueur de la nouvelle mouture du code pénal entraînera dès lors à sa suite une adaptation de la loi SAC qui entraînera à son tour des modifications indispensables au sein du RGP et du protocole d'accord avec le procureur du Roi ;

Qu'à défaut le fonctionnaire sanctionnateur communal ne sera plus compétent pour traiter des infractions mixtes;

Considérant que l'adaptation de la loi SAC n'ayant pas encore été votée par le pouvoir législatif fédéral, les modifications au RGP et au protocole interviendront seulement dans les semaines ou mois à venir;

Considérant qu'il est cependant opportun et urgent de procéder dès maintenant à une modification ciblée au sein du RGP;

Qu'en effet, le nouveau code pénal entérine notamment la disparition du « tapage nocturne » comme infraction pénale (et donc par ricochet comme infraction mixte);

Que ceci est loin d'être anodin pour nos communes où les problèmes de tranquillité publique sont courants dans certains de nos quartiers, principalement le soir et la nuit;

Qu'il semble dès lors indispensable d'intégrer immédiatement la possibilité de lutter contre les nuisances sonores, de jour comme de nuit, comme infraction « simple » (et non plus mixte) dans le règlement général de police (au sein du chapitre tranquillité publique) avant le 8 avril à défaut de quoi nous ne pourrions plus verbaliser et sanctionner ces comportements dérangeant puisque le procureur du roi ne sera de facto plus compétent à partir du 8 avril, cette infraction n'étant plus pénalisée; Que le Conseil communal est dès lors sollicité afin de modifier l'article 88 du règlement général de police en ce sens afin d'éviter une situation provisoire d'impunité où aucune autorité pénale ou administrative ne serait compétente au-delà du 8 avril pour sanctionner les tapages au-delà de 22h; Que l'article 88 dans sa version actuelle traite uniquement du tapage diurne et peut être aisément adapté afin de couvrir les nuisances sonores quel que soit l'heure à laquelle elles seront commises; Qu'il est par ailleurs proposé d'abandonner les notions de « diurne » et « nocturne » afin de simplifier le texte et faciliter le travail des agents de terrain en charge de verbaliser les infractions au RGP; Considérant que cette modification de l'article 88, validée par la conférence des bourgmestres lors de sa réunion du 4 mars 2026, sera apportée simultanément dans les 19 communes afin que le contenu du règlement général de police reste identique au sein de la Région Bruxelles- Capitale; Considérant que les modifications sont les suivantes :

Version actuelle de l'article 88 :

"Sont interdites les nuisances sonores diurnes produites entre 7h00 et 22h00 (y compris les cris d'animaux) de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public.

Sont notamment visées, les nuisances sonores produites :

- dans les propriétés privées,*
- dans les établissements accessibles au public même si ce dernier n'y est admis que sous certaines conditions,*
- dans les véhicules se trouvant sur la voie publique. A défaut d'identification du conducteur du véhicule, les infractions au présent article seront présumées commises par le titulaire de l'immatriculation du véhicule. Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée".*

Nouvelle version proposée de l'article 88 :

Sont interdites les nuisances sonores de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public.

Par « nuisances sonores », on entend tout bruit, cri (y compris les cris d'animaux), son, musique, comportement ou usage abusif d'un appareil ou d'un véhicule, sur la voie publique ou dans un espace accessible au public, qui n'est ni justifié par une nécessité, ni couvert par une autorisation légale ou communale.

Sont notamment visées, les nuisances sonores produites :

- dans l'espace public*
- dans les propriétés privées,*
- dans les établissements accessibles au public (y compris sur les terrasses), même si ce dernier n'y est admis que sous certaines conditions,*
- dans les véhicules se trouvant sur la voie publique. A défaut d'identification du conducteur du véhicule, les infractions au présent article seront présumées commises par le titulaire de l'immatriculation du véhicule. Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée »;*

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

- de modifier l'article 88 du Règlement Général de Police de la commune d'Uccle dans sa nouvelle version proposée dans la présente délibération;
- le Règlement ainsi modifié entrera en vigueur en même temps que l'entrée en vigueur de la loi du 29 février 2024 introduisant le livre 1er du Code Pénal.

Gemeentelijke administratieve sancties - Algemeen politiereglement - Wijziging van artikel 88

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en met name de artikelen 119 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd bij de wet van 11 december 2023;

Gelet op het algemeen politiereglement van de gemeente Ukkel dat op 1 april 2024 in werking is getreden;

Gelet op de inwerkingtreding van het nieuwe Strafwetboek op 8 april 2026;

Overwegende dat het achterliggende idee bij de invoering van de gemeentelijke administratieve sancties was om kleine overlast op het grondgebied van de gemeenten sneller en efficiënter te bestrijden en dat de bestraffing niet langer zou afhangen van de parketten voor vervolging van overtredingen of van de strafrechters voor sancties;

Overwegende dat de gemeenten met administratieve sancties het gevoel van straffeloosheid ten opzichte van ordeverstoorders hebben kunnen terugdringen;

Overwegende dat de gemeentelijke administratieve sancties (GAS), sinds de wet van 24 juni 2013 is aangenomen, aan belang en zichtbaarheid hebben gewonnen als doeltreffend middel in de strijd tegen openbare overlast;

Overwegende dat in 2020 een geharmoniseerd algemeen politiereglement in werking is getreden in de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat dat document met name tot doel had het werk van de politieagenten van de verschillende politiezones te vergemakkelijken en te stroomlijnen en de leesbaarheid en begrijpelijkheid te vergemakkelijken voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen;

Dat het gemeenschappelijke algemeen politiereglement in maart 2024 een eerste wijziging heeft ondergaan om het aan te passen aan de inwerkingtreding van de wet van 11 december 2023, omdat bij die wet substantiële wijzigingen zijn aangebracht aan de wet van 24 juni 2013;

Overwegende dat het nieuwe Strafwetboek op 8 april 2026 in werking zou moeten treden en dat het ons strafrecht in zeer belangrijke mate zal wijzigen;

Dat deze belangrijke wetswijziging een rechtstreekse invloed zal hebben inzake GAS, aangezien de specifieke categorie van 'gemengde inbreuken' (die gedeeld worden behandeld door de procureur des Konings en de sanctionerend ambtenaar van de gemeente volgens de voorwaarden van een protocolakkoord) zal worden omgevormd als gevolg van de herdefiniëring en de nieuwe classificering van de strafrechtelijke begrippen;

Overwegende dat de inwerkingtreding van de nieuwe versie van het Strafwetboek daarna dus een aanpassing van de GAS-wet met zich mee zal brengen, wat dan weer zal leiden tot noodzakelijke wijzigingen in het APR en in het protocolakkoord met de procureur des Konings;

Indien niet zal de sanctionerend ambtenaar niet meer bevoegd zijn om gemengde inbreuken te behandelen;

Overwegende dat, aangezien de federale wetgevende macht nog niet gestemd heeft over de aanpassing van de GAS-wet, de wijzigingen aan het APR en aan het protocol pas in de komende weken of maanden zullen plaatsvinden;

Overwegende dat het evenwel opportuun is en dringend nodig is om nu reeds een gerichte wijziging aan te brengen in het APR;

Dat het nieuwe Strafwetboek immers bevestigt dat 'nachtlawaai' als strafbaar feit (en dus van de weeromstuit als gemengde inbreuk) verdwijnt;

Dat dat geen onbeduidende zaak is voor onze gemeenten, waar zich in bepaalde wijken vaak problemen voor de openbare rust voordoen, voornamelijk 's avonds en 's nachts;

Dat het daarom noodzakelijk lijkt om de mogelijkheid om geluidshinder zowel overdag als 's nachts aan te pakken, onmiddellijk vóór 8 april op te nemen in het algemeen politiereglement (het hoofdstuk 'Openbare rust') als een 'eenvoudige' inbreuk (en niet meer 'gemengde' inbreuk) want zo niet zullen we dat storende gedrag niet meer kunnen bekeuren en bestraffen aangezien de procureur des Konings vanaf 8 april feitelijk niet meer bevoegd zal zijn omdat het misdrijf niet meer wordt bestraft;

Dat bijgevolg een beroep wordt gedaan op de gemeenteraad om artikel 88 van het algemeen politiereglement in die zin te wijzigen, om te voorkomen dat een tijdelijke situatie optreedt waarin geen enkele strafrechtelijke of bestuursrechtelijke instantie na 8 april bevoegd zou zijn om lawaaihinder na 22.00 uur te bestraffen;

Dat artikel 88 van de huidige versie enkel gaat over lawaaihinder overdag en kan gemakkelijk worden aangepast om geluidshinder te bestrijken, ongeacht het uur waarop de hinder wordt veroorzaakt; Dat overigens wordt voorgesteld om de begrippen 'overdag' en 's nachts' te laten vallen om de tekst te vereenvoudigen en de taak van de medewerkers op het terrein die belast zijn met het verbaliseren van overtredingen van het APR te vergemakkelijken;

Overwegende dat deze wijziging, die is goedgekeurd door de conferentie van burgemeesters op de vergadering van 4 maart 2026, tegelijkertijd in de 19 gemeenten zal worden aangebracht zodat de inhoud van het halgemeen politiereglement inhoudelijk hetzelfde blijft in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; Overwegende dat het gaat om de volgende wijzigingen:

Huidige versie van artikel 88:

*"Het is overdag verboden om geluidshinder te veroorzaken tussen 7 uur en 22 uur (met inbegrip van het geroep van dieren) die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte overschrijdt. Worden onder meer bedoeld met de geluidshinder die wordt veroorzaakt: - in privé-eigendommen,
- in voor het publiek toegankelijke etablissementen, ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten,
- in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden. Indien de bestuurder van het voertuig niet kan worden geïdentificeerd, worden de overtredingen van dit artikel verondersteld begaan te zijn door degene die het voertuig heeft ingeschreven. Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek";*

Voorgestelde nieuwe versie van artikel 88:

"Het is verboden om geluidshinder te veroorzaken die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte overschrijdt.

Met 'geluidshinder' wordt verstaan om het even welk(e) lawaai, geschreeuw (met inbegrip van dierengeluiden), geluid, muziek, gedrag of overmatig gebruik van een apparaat of voertuig op de openbare weg of in een voor het publiek toegankelijke ruimte, dat/die niet wordt verantwoord door een noodzaak, noch gedekt wordt door een wettelijke of gemeentelijke vergunning. Hiermee wordt onder meer bedoeld, geluidshinder die wordt veroorzaakt: - in de openbare ruimte,

- in privé-eigendommen,*
- in voor het publiek toegankelijke etablissementen (inclusief op terrassen), ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten,*
- in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden. Indien de bestuurder van het voertuig niet kan worden geïdentificeerd, worden de overtredingen van dit artikel verondersteld begaan te zijn door degene die het voertuig heeft ingeschreven. Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek ";*

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

- Artikel 88 van het algemeen politiereglement van de gemeente Ukkel wordt gewijzigd naar denieuwe versie die in deze beraadslaging wordt voorgesteld;
- Het aldus gewijzigde reglement treedt in werking op hetzelfde ogenblik van de inwerkingtreding van de wet van 29 februari 2024 houdende boek 1 van het Strafwetboek.

Manifestations publiques - Openbare manifestaties

8 Manifestations publiques. - Règlement relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques. - Modification du règlement du 28 juin 2012.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 135;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine;

Vu le Règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques adopté en conseil communal du 18 décembre 2025;

Considérant qu'en vertu de l'article 8, § 1, de la loi du 25 juin 1993, l'organisation d'activités ambulantes et foraines sur les marchés et fêtes foraines publics est déterminée par un règlement communal;

Considérant qu'en vertu de l'article 9, §1er, de la loi du 25 juin 1993, l'organisation des activités ambulantes et foraines sur le domaine public, en dehors des marchés et fêtes foraines publics, est déterminée par un règlement communal;

Considérant que lors de sa séance du 28 juin 2012, le Conseil communal a adopté le Règlement relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter ce règlement afin de tenir compte des évolutions législatives et administratives intervenues depuis son adoption;

Considérant que ces adaptations portent notamment sur :

L'actualisation des définitions et l'introduction de la notion d'entreprise conformément au Code du droit économique, ainsi que la précision du champ d'application du règlement (article 1) ; la précision des compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins pour la fixation des dates, heures et modalités d'organisation des fêtes foraines ainsi que la possibilité de modifier le plan des emplacements ainsi que la la précision de la compétence du conseil pour la création de Fêtes foraines

(article 2) ;

la mise à jour des dispositions relatives au registre ou au plan des emplacements, notamment par l'introduction de références aux règles relatives à la publicité de l'administration et la possibilité d'adapter le registre pour des raisons organisationnelles ou d'intérêt général (article 3) ;

la mise à jour des modalités d'attribution des emplacements, notamment par référence à l'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises et à la production de documents attestant du respect des obligations légales (article 4) ;

l'introduction de la mention de contrats pour les abonnements (article 5) la clarification des procédures de candidature et d'attribution des emplacements lorsqu'il n'existe pas encore d'abonnement (article 6) ;

la mise à jour des dispositions relatives à la durée des abonnements ainsi qu'à leur suspension ou renonciation (articles 8, 9 et 10) ;

la précision des motifs permettant la suspension ou le retrait d'un emplacement par la commune, notamment en cas de non-respect des dispositions du règlement (article 11) ; la

précision de la procédure en cas de cessation d'activité (article 12);

la réécriture des dispositions relatives aux personnes autorisées à occuper un emplacement forain (article 13) ;

l'introduction de dispositions permettant à la commune d'annuler ou de modifier l'organisation d'une fête foraine pour des raisons d'intérêt général (article 14 et 15) ;

la clarification des règles relatives à l'occupation du domaine public en dehors des fêtes foraines publiques, la précision des conditions de refus d'occupation par le Collège et l'introduction de modalités d'annulation pour raison d'intérêt général identique au chapitre 1 (chapitre 2) ; l'actualisation des dispositions relatives aux assurances, à la responsabilité des exploitants et à la gestion des déchets (articles 23, 24 et 25) ;

Considérant que le service juridique a été associé à la modification du règlement et que le règlement se trouve en pièce jointe,

Décide :

-d'approuver le nouveau règlement relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.

Openbare manifestaties. – Reglement betreffende kermisactiviteiten en ambulante kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen. – Wijziging van het reglement van 28 juni 2012.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 117 en 135;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie;

Gelet op het retributiereglement betreffende de inname van een standplaats voor kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 18 december 2025; Overwegende dat overeenkomstig artikel 8, § 1, van de wet van 25 juni 1993 de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op openbare markten en kermissen wordt geregeld bij gemeentelijk reglement;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 9, § 1, van de wet van 25 juni 1993 de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op het openbaar domein, buiten de openbare markten en kermissen, wordt geregeld bij gemeentelijk reglement;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 28 juni 2012 het reglement betreffende de kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het aangewezen is dit reglement aan te passen om rekening te houden met de evoluties van de wetgeving en de administratieve praktijken sinds de goedkeuring ervan; Overwegende dat deze aanpassingen onder meer betrekking hebben op:

de actualisering van de definities en de invoering van het begrip onderneming overeenkomstig het Wetboek van economisch recht, evenals de verduidelijking van het toepassingsgebied van het reglement (artikel 1);

de verduidelijking van de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen voor de vaststelling van de data, uren en modaliteiten van de organisatie van de openbare kermissen, evenals de mogelijkheid om het plan van de standplaatsen te wijzigen, alsook de verduidelijking van de bevoegdheid van de gemeenteraad voor de oprichting van openbare kermissen (artikel 2); de actualisering van de bepalingen betreffende het register of het plan van de standplaatsen, met name door de invoering van verwijzingen naar de regels inzake openbaarheid van bestuur en de mogelijkheid om het register aan te passen om organisatorische redenen of om redenen van algemeen belang (artikel 3); de actualisering van de modaliteiten voor de toewijzing van standplaatsen, met name door verwijzing naar de inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen en door het voorleggen van documenten

die aantonen dat aan de wettelijke verplichtingen wordt voldaan (artikel 4); de invoering van de vermelding van contracten voor de abonnementen (artikel 5); de verduidelijking van de procedures voor kandidatuurstelling en toewijzing van standplaatsen wanneer er nog geen abonnement bestaat (artikel 6); de actualisering van de bepalingen betreffende de duur van de abonnementen evenals hun schorsing of verzaking (artikelen 8, 9 en 10); de verduidelijking van de motieven die een schorsing of intrekking van een standplaats door de gemeente kunnen rechtvaardigen, met name in geval van niet-naleving van de bepalingen van het reglement (artikel 11); de verduidelijking van de procedure in geval van stopzetting van de activiteit (artikel 12); de herwerking van de bepalingen betreffende de personen die een kermisstandplaats mogen innemen (artikel 13); de invoering van bepalingen die de gemeente toelaten de organisatie van een openbare kermis te annuleren of te wijzigen om redenen van algemeen belang (artikelen 14 en 15); de verduidelijking van de regels betreffende de bezetting van het openbaar domein buiten de openbare kermissen, de verduidelijking van de voorwaarden waaronder het College de bezetting kan weigeren en de invoering van modaliteiten voor annulering om redenen van algemeen belang, gelijkaardig aan deze van hoofdstuk 1 (hoofdstuk 2); de actualisering van de bepalingen betreffende de verzekeringen, de aansprakelijkheid van de exploitanten en het beheer van afval (artikelen 23, 24 en 25); Overwegende dat de juridische dienst werd betrokken bij de wijziging van het reglement en dat het reglement als bijlage is toegevoegd;

Beslist:

-het nieuwe reglement betreffende de kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen goed te keuren.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Propreté publique - Openbare reinheid

9 Ordonnance de police relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, et notamment ses articles 119, 119bis et 135, § 2;

Vu l'ordonnance du 04 avril 2019 modifiant l'ordonnance du 14.06.2012 relative aux déchets, qui permet aux communes depuis le 24.04.2019 d'imposer l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets organiques et résiduels sous certaines conditions ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 9 février 2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu le règlement général de police, et notamment l'article 28;

Considérant que la commune a défini dans sa politique générale l'objectif d'une ville propre et accueillante, reconnaissant que cet objectif ambitieux pour un cadre de vie plus agréable et sain constitue une responsabilité collective;

Que la réalisation de cet objectif repose sur l'engagement quotidien des habitants, du personnel du service propreté ainsi que sur la coordination avec l'Agence Régionale pour la Propreté ;

Que de nombreux habitants n'utilisent pas encore de poubelles rigides, ce qui entraîne des nuisances olfactives, des sacs éventrés par les animaux et l'encombrement de la voie publique;Que l'usage de poubelles rigides s'inscrit dans la politique générale de la commune visant à réduire les déchets sauvages, optimiser la collecte et protéger la propreté publique;

Que l'utilisation de poubelles rigides contribue à diminuer les risques de déchiquetage des sacs, les nuisances olfactives et l'encombrement de la voie publique ;

Qu'il y a dès lors nécessité d'obliger l'utilisation des poubelles rigides;

Que dans un premier temps l'obligation se limitera au quartier de l'Observatoire, quartier particulièrement touché par la problématique des sacs éventrés et dont la typologie permet aisément l'utilisation des poubelles rigides ;

Que les voiries concernées sont l'avenue de l'Observatoire, avenue Albert Lancaster, avenue de Saturne, avenue du Vert Chasseur, avenue Hamoir, avenue Juliette, avenue Latérale, avenue Ptolémée, rue Copernic, rue de l'Equateur, rue des Astronomes, rue Joseph Vanderlinden et square de la République d'Argentine ;

Que les riverains seront informés par toutes-boîtes pendant le mois d'avril 2026 et qu'une campagne de communication aura lieu sur les réseaux sociaux et dans le Wolvendael ;

Que l'obligation effective dans ce premier quartier commencera le 1^{er} mai 2026 ;

Que des avertissements seront adressés pendant une période de deux mois aux personnes n'utilisant pas de poubelle rigide ;

Que la verbalisation ne commencera qu'à partir du 1^{er} juillet 2026 ;

Qu'une évaluation aura lieu durant les mois qui suivent afin de mesurer l'impact de cette obligation dans ce quartier ;

Décide d'adopter l'ordonnance de police relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets organiques et résiduels des ménages.

Ordonnance

Article 1 : Objet et définition

§1^{er}. La présente ordonnance réglemente l'utilisation obligatoire de poubelles rigides pour la collecte des déchets organiques et résiduels des ménages.

Conformément à la présente ordonnance, il y a lieu d'entendre par :

§2. « Déchets » : toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait, à l'intention ou l'obligation de se défaire, les déchets comprenant les :

-« **déchets organiques** » : les déchets alimentaires ou de cuisine issus des ménages ;

-« **déchets résiduels** » : les déchets non recyclables provenant de l'activité normale des ménages et du secteur non-ménager.

Sont exclus : les déchets devant être collectés dans les sacs bleus, jaunes et verts.

§3 « Ménage » : toute personne physique ou groupe de personnes occupant un logement à des fins résidentielles, à titre principal ou secondaire, indépendamment de leur lien familial,

§4 « Agence régionale pour la Propreté (Bruxelles-Propreté) » : l'organisme d'intérêt public créé par l'ordonnance du 19/07/1990 chargé d'assurer les collectes périodiques en porte-à-porte des déchets ménagers et des déchets assimilés et/ou des déchets triés sélectivement.

§5 « Sac blanc » : sac réglementaire destiné aux déchets résiduels, conforme au modèle agréé et distribué par l'Agence régionale pour la Propreté (Bruxelles-Propreté), identifiable par sa couleur blanche et par les mentions officielles y figurant.

§6 « Sac orange » : sac réglementaire destiné à la collecte des déchets organiques, conforme au modèle agréé et distribué par l'Agence Régionale pour la Propreté (Bruxelles-Propreté), identifiable par sa couleur orange et par les mentions officielles y figurant.

§7 « Poubelle rigide » : le conteneur normalisé dont la matière, le volume, la couleur, les inscriptions individuelles répondent aux prescriptions de l'Agence régionale pour la Propreté (BruxellesPropreté), et ce, en fonction du type de déchets. Pour les sacs blancs, le modèle autorisé est un contenant rigide, d'une capacité de +/- 80 litres, ronds, de forme évasée et d'une hauteur de +/- 50cm. Pour les sacs oranges, le modèle autorisé est celui distribué gratuitement par l'Agence Régional pour la Propreté (Bruxelles-Propreté).

Article 2 : Utilisation de poubelles rigides

§1^{er}. L'utilisation de poubelles rigides est obligatoire pour tous les déchets organiques et résiduels, sur tout le territoire de la commune d'Uccle.

§2. Les déchets visés à l'article 1 §2 sont impérativement placés dans les sacs réglementaires à l'intérieur de poubelles rigides telles que définies à l'article 1, §7 de la présente ordonnance.

§3. Le poids des sacs réglementaires ne peut dépasser 15 kg.

§4. Les immeubles à appartements doivent également faire usage de poubelles rigides pour les déchets visés à l'article 1.

§5. Les immeubles à appartements comprenant plus de 5 appartements et un local poubelles devront faire usage de conteneurs collectifs et conclure un contrat d'enlèvement avec un prestataire externe.

Article 3 : Exemption

§1. Le Collège pourra accorder des exemptions pour certaines rues ou tronçons de rues lorsque la configuration des lieux, notamment l'exiguïté des trottoirs, ne permet pas l'installation de poubelles rigides sans entraver la circulation des piétons ou porter atteinte à la sécurité publique.

§2. Les ménages ne pouvant techniquement accueillir les poubelles rigides (absence de cave, garage, cour, jardin, local poubelle, espace polyvalent libre ou appartement d'étage sans ascenseur) ou ayant des difficultés justifiées à l'utilisation de ces dernières peuvent être autorisés à poursuivre l'utilisation des sacs réglementaires en adressant une demande de dérogation écrite et motivée auprès du Collège des bourgmestre et échevins qui statuera sur la demande.

Article 4 : Mise à disposition des poubelles

Les habitants d'Uccle peuvent se procurer des poubelles rigides noires auprès de la commune à prix coûtant.

Les habitants sont également libres de se procurer une poubelle rigide ailleurs qu'à la commune, celle-ci devant respecter les prescriptions régionales.

Les poubelles oranges sont distribuées gratuitement par l'Agence Régional pour la Propreté (Bruxelles-Propreté).

Article 5 : Collecte des déchets

§1 Les poubelles rigides/conteneurs sont déposées devant l'immeuble d'où ils proviennent, au(x) jour(s) et selon les modalités fixées par l'Agence régionale pour la Propreté (Bruxelles-Propreté). Lorsque la collecte a lieu le matin, les poubelles rigides/conteneurs sont déposés la veille de la collecte après 18 heures ou le jour même de la collecte, avant le passage du camion.

Lorsque la collecte est effectuée en soirée, les poubelles rigides/conteneurs sont déposés le jour même, après 18 heures et avant le passage du camion de collecte.

L'utilisateur prendra également toutes les précautions compte tenu des circonstances et prévisions météorologiques.

§2. Les poubelles rigides/conteneurs doivent être placés en bord de chaussée, contre la façade ou contre l'alignement, à l'entrée des voies inaccessibles aux véhicules de collecte ou des chemins privés. Ils ne peuvent en aucun cas gêner ou entraver la circulation des usagers de la voie publique et doivent être parfaitement visibles de la rue.

Le dépôt ne peut se faire ni devant la maison ou la propriété voisine, ni au pied des arbres d'alignement, ni autour du mobilier urbain.

§3 Au cas où une voirie publique, en raison de son état ou suite à une circonstance particulière, ne serait pas accessible aux véhicules de collecte à l'heure habituelle de passage, l'Agence Régionale pour la Propreté (Bruxelles-Propreté), en accord avec l'autorité communale, peut obliger les riverains à placer leurs poubelles rigides à un point de rassemblement déterminé et communiqué par toute voie de communication jugée appropriée.

§4 Les poubelles rigides doivent être rentrées :

- pour les collectes le matin: le jour même de la collecte au plus tard à 20 heures; -
- pour les collectes en soirée: le lendemain au plus tard à 10 heures.

§5 Après enlèvement des déchets, l'occupant de l'immeuble dont ils sont issus est tenu de nettoyer la voie publique s'il s'avère que celle-ci a été souillée par leur présence.

§6 Si pour quelque raison que ce soit (neige, verglas, grève...), le ramassage n'a pas été effectué, les poubelles et, d'une manière générale, les déchets non enlevés le jour de la collecte par l'Agence Régionale pour la Propreté (Bruxelles-Propreté) doivent être rentrés par les personnes les ayant déposés, et ce, dans les 24h du jour même du ramassage.

Article 6 : Sanctions

Quiconque contrevient aux dispositions de la présente ordonnance peut être puni d'une amende administrative, conformément à la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales.

Article 7 : Mesures transitoires

La présente ordonnance s'appliquera progressivement sur le territoire communal selon les modalités temporelles arrêtées par le Collège.

Article 8 : Entrée en vigueur

§1 La présente ordonnance entre en vigueur le 1/04/2026 moyennant le respect des formalités prévues aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale.

§2 Cette ordonnance s'applique sans préjudice de l'ordonnance du 14/06/2012 relative aux déchets et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 09/02/2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/07/2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ou tout autre texte qui viendrait les remplacer et/ou les modifier.

§3. Cette ordonnance sera soumise à l'Agence régionale pour la Propreté (Bruxelles-Propreté) conformément à l'article 19 de l'ordonnance du 14 juin 2012 sur les déchets.

Politieverordening betreffende het gebruik van vaste afvalcontainers voor de inzameling van huishoudelijk en organisch afval.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 119, 119bis en 135 §2;

Gelet op de ordonnantie van 4 april 2019 tot wijziging van de ordonnantie van 14/06/2012 betreffende afvalstoffen, die de gemeentes sinds 24/04/2019 toestaat het gebruik van harde vuilnisbakken voor de ophaling van organisch en restafval te verplichten op bepaalde voorwaarden; Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 februari 2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het Algemeen Politiereglement, meer bepaald artikel 28;

Overwegende dat de gemeente in haar algemene beleidsverklaring de doelstelling van een nette en gastvrije stad bepaald heeft en erkent dat deze ambitieuze doelstelling voor een aangename en gezondere leefomgeving een collectieve verantwoordelijkheid is;

Dat de verwezenlijking van deze doelstelling berust op de dagelijkse inzet van de inwoners, het personeel van de dienst Reinheid en de coördinatie met Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Dat heel wat inwoners nog geen harde vuilnisbakken gebruiken, wat leidt tot geurhinder, door dieren opengescheurde zakken en de versperring van de openbare weg;

Dat het gebruik van harde vuilnisbakken past in het algemeen beleid van de gemeente om het zwerfvuil te verminderen, de ophaling te optimaliseren en de openbare reinheid te beschermen;

Dat het gebruik van harde vuilnisbakken helpt om de risico's op verscheuring van de zakken, de geurhinder en de versperring van de openbare weg te verkleinen;

Dat er derhalve noodzaak bestaat om het gebruik van vaste afvalcontainers verplicht te stellen;

Dat in een eerste fase de verplichting zal worden beperkt tot de Observatoriumwijk, een wijk die bijzonder getroffen wordt door de problematiek van opengescheurde vuilniszakken en waarvan de typologie het gebruik van vaste afvalcontainers gemakkelijk toelaat;

Dat de betrokken straten zijn: de Observatoriumlaan, de Albert Lancasterlaan, de Saturnuslaan, de Groene Jagerlaan, de Hamoiriaan, de Juliettelaan, de Lateraallaan, de Ptolemeuslaan, de Copernicusstraat, de Evenaarstraat, de Sterrenkundigenstraat, de Joseph Vanderlindenstraat en de Argentijnse Republiekplein;

Dat de bewoners in de loop van april 2026 via een huis-aan-huisbedeling zullen worden geïnformeerd en dat er een communicatiecampagne zal plaatsvinden via de sociale media en in de Wolvendael;

Dat de effectieve verplichting in deze eerste wijk zal ingaan op 1 mei 2026;

Dat gedurende een periode van twee maanden waarschuwingen zullen worden verstuurd naar personen die geen vaste afvalcontainer gebruiken; Dat de verbalisering pas zal aanvangen vanaf 1 juli 2026;

Dat in de daaropvolgende maanden een evaluatie zal plaatsvinden om de impact van deze verplichting in deze wijk te meten;

Beslist de politieverordening met betrekking tot het gebruik van harde vuilnisbakken voor de ophaling van huishoudelijk organisch en restafval aan te nemen.

Verordening

Artikel 1: Voorwerp en definitie

§1. De onderhavige ordonnantie reglementeert het verplicht gebruik van harde vuilnisbakken voor de ophaling van huishoudelijk organisch en restafval.

Overeenkomstig de onderhavige verordening dienen de volgende termen als volgt begrepen te worden:

§2. "**Afval**": elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen, het afval omvat:

- "**organisch afval**": voedings- of keukenafval afkomstig van de huishoudens;
- "**restafval**": niet-recycleerbaar afval afkomstig van de normale activiteiten van de huishoudens en de niet-huishoudelijke sector.

Is uitgesloten: afval dat in de blauwe, gele en groene zak thuishoort.

§3. "**Huishouden**": elke natuurlijke persoon of groep personen die een woning gebruikt voor residentiële doeleinden, als hoofd- of nevenverblijf, los van hun familieband.

§4. "**Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid)**": de instelling van openbaar nut opgericht door de ordonnantie van 19/07/1990 en belast met de periodieke ophaling van deur tot deur van huishoudelijk en gelijkgesteld afval en/of gesorteerd afval.

§5 « **Witte zak** » : reglementaire zak bestemd voor restafval, conform het door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid) goedgekeurde en verdeelde model, herkenbaar aan de witte kleur en de officiële vermeldingen die erop zijn aangebracht.

§6 « **Oranje zak** » : reglementaire zak bestemd voor de inzameling van organisch afval, conform het door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid) goedgekeurde en verdeelde model, herkenbaar aan de oranje kleur en de officiële vermeldingen die erop zijn aangebracht. §7.

"Harde vuilnisbak": de genormaliseerde container waarvan het materiaal, het volume, de kleur en de individuele opschriften beantwoorden aan de voorschriften van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid), naargelang het type afval. Voor de witte zakken is het toegelaten model een vaste afvalcontainer met een inhoud van ± 80 liter, rond, met uitlopende vorm en een hoogte van ± 50 cm. Voor de oranje zakken is het toegelaten model dat gratis wordt verdeeld door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid).

Artikel 2: Gebruik van harde vuilnisbakken

§1. Het gebruik van harde vuilnisbakken is verplicht voor al het organisch en restafval, op het volledige grondgebied van de gemeente Ukkel.

§2. Het afval beoogd in artikel 1 §2 wordt verplicht geplaatst in de reglementaire zakken in harde vuilnisbakken zoals bepaald in artikel 1 §7 van de onderhavige verordening. §3. Het gewicht van de reglementaire zakken mag niet meer dan 15 kg bedragen.

§4. Appartementengebouwen moeten ook harde vuilnisbakken gebruiken voor het afval beoogd in artikel 1.

§5. Appartementengebouwen met meer dan 5 appartementen en een afvallokaal moeten gebruikmaken van collectieve containers en een ophaalcontract afsluiten met een externe dienstverlener.

Artikel 3: Vrijstelling

§1. Het college kan vrijstellingen verlenen voor bepaalde straten of straatdelen wanneer de ligging der plaatsen, meer bepaald de engte van de trottoirs, de plaatsing van harde vuilnisbakken niet mogelijk maakt zonder het voetgangersverkeer te hinderen of afbreuk te doen aan de openbare veiligheid.

§2. Huishoudens die technisch geen harde vuilnisbak kunnen zetten (geen kelder, garage, binnenplaats, tuin, afvallokaal, vrije polyvalente ruimte of appartement op een verdieping zonder lift) of die gerechtvaardigde moeilijkheden ondervinden om deze laatste te gebruiken kunnen toestemming krijgen om de reglementaire zakken te blijven gebruiken door een schriftelijke en gemotiveerde vraag tot afwijking te richten aan het college van burgemeester en schepenen, dat uitspraak doet over de vraag.

Artikel 4: Terbeschikkingstelling van de vuilnisbakken

De inwoners van Ukkel kunnen tegen betaling zwarte harde vuilnisbakken aanschaffen bij de gemeente.

De inwoners zijn ook vrij om elders dan bij de gemeente een harde vuilnisbak aan te schaffen.

Deze moet zich wel schikken naar de gewestelijke voorschriften.

De oranje vuilnisbakken worden gratis verdeeld door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid).

Artikel 5: Afvalophaling

§1. De harde vuilnisbakken/containers worden geplaatst voor het gebouw vanwaar ze afkomstig zijn, op de dag(en) en volgens de modaliteiten bepaald door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid).

Wanneer de ophaling 's morgens plaatsvindt, worden de harde vuilnisbakken/containers de dag voor de ophaling na 18 uur of de dag van de ophaling voor de passage van de vrachtwagen geplaatst.

Wanneer de ophaling 's avonds plaatsvindt, worden de harde vuilnisbakken/containers de dag zelf na 18 uur en voor de passage van de vuilniswagen geplaatst.

De gebruiker treft ook alle voorzorgsmaatregelen rekening houdend met de weersomstandigheden en -voorspellingen.

§2. De harde vuilnisbakken/containers moeten op de rand van de rijbaan, tegen de gevel of tegen de rooilijn, aan de ingang van wegen die niet toegankelijk zijn voor de vuilniswagen of privéwegen geplaatst worden. Ze mogen in geen geval het verkeer van de gebruikers van de openbare weg hinderen of belemmeren en moeten perfect zichtbaar zijn vanop straat.

Ze mogen niet voor het naburige huis of de naburige eigendom, aan de voet van de laanbomen of rond stadsmeubilair geplaatst worden.

§3. Indien een openbare weg wegens zijn staat of ingevolge bijzondere omstandigheden niet voor de vuilniswagen toegankelijk is op het gebruikelijke ophaaluur, kan het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid), in samenspraak met de gemeentelijke overheid, de buurtbewoners verplichten hun harde vuilnisbakken te plaatsen op een welbepaald verzamelpunt dat via gelijk welk geschikt geacht middel meegedeeld is.

§4. De harde vuilnisbakken moeten opnieuw binnengezet worden:

- Voor de ophalingen 's morgens: de dag van de ophaling uiterlijk om 20 uur;

- Voor de ophalingen 's avonds: 's anderendaags uiterlijk om 10 uur.

§5. Na ophaling van het afval dient de bewoner van het gebouw waaruit het afkomstig is de openbare weg schoon te maken indien blijkt dat deze vervuild is door de aanwezigheid ervan. §6. Indien de ophaling om gelijk welke reden (sneeuw, ijsel, staking, ...) niet kon plaatsvinden, moeten de vuilnisbakken en in het algemeen al het afval dat op de ophaaldag niet opgehaald werd door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid) opnieuw binnengezet worden door de personen die ze geplaatst hebben, en dit binnen de 24 uur na de ophaaldag.

Artikel 6: Sancties

Iedereen die de bepalingen van de onderhavige verordening schendt kan bestraft worden met een administratieve sanctie overeenkomstig de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

Artikel 7: Overgangsmaatregelen

De onderhavige verordening wordt geleidelijk aan van toepassing op het gemeentelijk grondgebied naargelang de tijdelijke modaliteiten die vastgelegd zijn door het college.

Artikel 8: Inwerkingtreding

§1. De onderhavige verordening treedt in werking op 01/04/2026 middels de naleving van de formaliteiten bepaald in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet.

§2. Deze verordening is van toepassing onverminderd de ordonnantie van 14/06/2012 betreffende afvalstoffen en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/02/2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18/07/2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering of elke andere tekst die ze zou vervangen en/of wijzigen.

§3. Deze verordening wordt voorgelegd aan het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (Brussel-Netheid) overeenkomstig artikel 19 van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

10 Information : Sibelga/Interfin - Rapport au Conseil communal de ses représentants dans l'exercice de leur mandat d'administrateur(trice) - Exercice 2025.

Le Conseil,

Vu l'article 96bis de la Nouvelle loi communale ;

Vu que cet article dispose que les représentants de la Commune dans les intercommunales, qui exercent une fonction d'administrateur, viennent présenter annuellement un rapport annuel relatif à la gestion de l'intercommunale ;

Vu que nos administrateurs dans les intercommunales Sibelga et Interfin sont Mme Bodson et M. Wyngaard ;
Considérant que Sibelga et Interfin ont adopté leurs rapports annuels 2025 ;

Décide,

- de prendre connaissance des rapports annuels d'activités 2025 d'Interfin et de Sibelga ci-annexés

;

- de prendre connaissance de la présentation qui est faite en séance par les administrateurs qui représentent la Commune au sein de l'Organe d'administration de Sibelga et d'Interfin.

Informatie : Sibelga/Interfin - Verslag aan de Gemeenteraad van zijn vertegenwoordigers in hun hoedanigheid van bestuurder(ster) - Dienstjaar 2025.

De raad,

Gelet op artikel 96bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Aangezien dit artikel bepaalt dat de bestuurders van de gemeente in de intercommunales, die een mandaat van bestuurder uitoefenen, een jaarverslag over het beheer van de intercommunale moeten voorleggen;

Overwegende dat onze bestuurders in de intercommunales Sibelga en Interfin mevrouw Bodson en de heer Wyngaard ;

Overwegende dat Sibelga en Interfin hun jaarverslagen 2025 heeft goedgekeurd;

Besluit

- kennis te nemen van het bijgevoegde jaarverslagen 2025 van Interfin en Sibelga;

- kennis te nemen van de presentatie die tijdens de vergadering wordt gegeven door de bestuurders diende gemeente vertegenwoordigen in de bestuursorgaan van Sibelga en Interfin.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

11 Rue du Coq 105 - construction infractionnelle d'un mur privé sur le domaine public régularisation par la rétrocession d'une bande de terrain du domaine public.

Le Conseil,

Considérant qu'en date du 06 février 2025, les agents du Service Voirie ont constaté que le troir de la rue des Poussins avait été démonté sur une vingtaine de centimètres de large tout au long de la façade latérale de la maison sise au numéro 105 de la rue du Coq dans le but d'y ériger un complexe isolant plus briques de parement sur fondation encastrée dans le sous-sol du trottoir;

Considérant que les services de la Voirie et de l'Urbanisme ont, dès le constat, ordonné au constructeur de faire cesser les travaux le temps de vérifier la conformité de ceux-ci avec le permis d'urbanisme;

Considérant que le permis d'urbanisme n° 16-46891-2023 autorisait la pose d'une isolation sur la façade côté rue des Poussins "composée au niveau du soubassement d'un isolant et d'une brique de parement (14 cm d'épaisseur) et aux étages d'un enduit teinté dans la masse sur isolant (17 cm d'épaisseur)";

Considérant que les conditions techniques générales jointes au permis stipulent en page 25 que "Il y a de toute façon lieu, afin de préserver les possibilités ultérieures d'intervention dans le trottoir dans le respect des règles de l'art en envisageant le maintien de l'isolation et de l'éventuel soubassement, de réaliser l'isolation du rez-de-chaussée comme suit : l'isolant (et le cas échéant, le soubassement réalisé dans un autre matériau) doit, au pied de la façade, être soutenu par une cornière qui l'écarte du trottoir d'une valeur de l'ordre d'un centimètre, cet espace libre devant être fermé par un joint souple et étanche";

Considérant que la mise en œuvre telle que constatée sur site le 06 février 2025 diffère sensiblement du permis octroyé en ce que l'épaisseur finale au niveau du sol varie entre 17,5 cm et 20 cm, que les matériaux légers prévus ont été remplacés par de la brique lourde et surtout que l'ensemble, au lieu d'être supporté par une cornière métallique ancrée dans la façade existante est en réalité posé sur une fondation en bonne et due forme implantée en lieu et place d'une rangée de dalles de trottoir;

Considérant que les travaux réalisés dépassent le cadre de la simple autorisation domaniale en ce qu'une emprise pérenne a été réalisée, sans autorisation, dans le domaine public;

Considérant qu'une rencontre sur place a été sollicitée par le contrevenant, tenue en présence de représentants des services Voirie et Urbanisme ainsi que de l'Echevin de l'Espace public;

Considérant que les travaux de construction du mur de parement étaient très avancés au moment du constat, atteignant alors une hauteur de plus de deux mètres;

Considérant que le trottoir présentera encore une largeur de 165 cm après les travaux, largeur toujours supérieure au minimum requis par le Règlement Régional d'Urbanisme;

Considérant cependant que la saillie autorisée par le permis n'est plus constituée d'un encorbellement relativement temporaire (isolant + habillage léger) mais bien d'une emprise pérenne (mur lourd ancré en profondeur);

Considérant que la profondeur de la saillie sur le domaine public est de la sorte augmentée de 3 à 6 cm par rapport à ce qui était autorisé;

Considérant que cette emprise contrevient au principe général de l'usage public du trottoir consacré par l'article 3.45 du Code Civil;

Considérant dès lors qu'une simple autorisation domaniale ne suffit plus et que le mur construit sur le domaine public devrait être purement et simplement démolit et remplacé par l'isolant collé et recouvert de plaquettes de briques sur 14 cm d'épaisseur;

Considérant cependant que l'ampleur de l'emprise rapportée à la largeur du trottoir laisse la possibilité d'imposer, à titre éminemment exceptionnel et sans que cela puisse être invoqué comme précédent pour d'autres faits similaires, au propriétaire contrevenant le rachat pur et simple de l'assiette de trottoir sur laquelle est fondée la surépaisseur du mur;

Considérant qu'il est indiqué que le propriétaire riverain prenne en charge à ses frais la procédure d'acquisition dont, entre autres et de manière non exhaustive, la réalisation d'un Plan Parcellier d'Alignement par le géomètre-expert de son choix, et la passation d'un acte authentique par le notaire de son choix;

Considérant que le Collège s'est prononcé favorablement sur la rétrocession de l'assiette du mur privé en séance du 23 décembre 2025;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Décide:

1. de valider la proposition du Collège d'obliger le propriétaire du numéro 105 de la rue du Coq à acquérir à titre onéreux la bande de terrain occupée par son mur privatif;

2. d'imposer au propriétaire riverain de prendre en charge la procédure et tous les frais engendrés par son infraction;
3. de répercuter auprès du riverain les frais d'évaluation de la valeur vénale que la Commune est légalement obligée de solliciter auprès du Comité d'Acquisitions Immobilières Régional de Bruxelles Fiscalité;
4. de confier la gestion de la cession au service des Propriétés Communales.

Haanstraat 105 - bouw in overtreding van een privémuur op het openbaar domein regularisatie door de wederverkoop van een strook grond van het openbaar domein.

De raad,

Overwegende dat de ambtenaars van de Wegendienst op 6 februari 2025 vastgesteld hebben dat het trottoir in de Kippekenstraat over ongeveer twintig centimeter breed opgebroken was langs de zijgevel van het huis in de Haanstraat 105 om er een geheel van isolatiemateriaal plus gevelstenen op fundering ingebouwd in de ondergrond van het trottoir op te trekken;

Overwegende dat de Wegendienst en de dienst Stedenbouw onmiddellijk na de vaststelling de bouwer bevolen hebben de werkzaamheden stop te zetten en terwijl de conformiteit ervan met de stedenbouwkundige vergunning gecontroleerd werd;

Overwegende dat stedenbouwkundige vergunning 16-46891-2023 de plaatsing van isolatie op de gevel aan de Kippekenstraat toestond, "bestaande op de sokkel uit isolatiemateriaal en geveltegeltjes (14 cm dik) en op de verdiepingen uit in de massa gekleurde bepleistering op isolatie (17 cm dik)";

Overwegende dat de algemene technische voorwaarden die bij de vergunning gevoegd zijn op pagina 25 bepalen: "Om de mogelijkheid tot latere tussenkomst op het trottoir te bewaren met inachtneming van de regels van de kunst door het behoud van de isolatie en van de eventuele sokkel te overwegen, moet de isolatie van de gelijkvloerse verdieping in ieder geval als volgt geplaatst worden: de isolatie (en desgevallend de sokkel in een ander materiaal) moet onderaan de gevel ondersteund worden door een profiel dat hem afscheidt van de gevel met een waarde van de grootheid van een centimeter. Deze vrije ruimte moet afgesloten worden met een soepele en waterdichte voeg";

Overwegende dat de uitvoering zoals ter plaatse vastgesteld op 6 februari 2025 aanzienlijk verschilt van de toegekende vergunning in die zin dat de finale dikte op het maaiveld schommelt tussen 17,5 en 20 cm, dat de geplande lichte materialen vervangen werden door zware baksteen en vooral dat het geheel, in plaats van gedragen te worden door een metalen profiel verankerd in de bestaande gevel, in werkelijkheid geplaatst is op een fundering in de vereiste vorm, ingeplant op de plaats van een rij trottoirtegels;

Overwegende dat de uitgevoerde werken het kader van de eenvoudige domeintoelating overschrijden in die zin dat er zonder vergunning een blijvende grondinneming verwezenlijkt werd in het openbaar domein;

Overwegende dat er een ontmoeting ter plaatse gevraagd werd door de overtreder, die plaatsvond in aanwezigheid van vertegenwoordigers van de Wegendienst en de dienst Stedenbouw en de schepen van Openbare Ruimte;

Overwegende dat de bouw van de gevelmuur vereenvoudigd was op het moment van de vaststelling en toen een hoogte van meer dan twee meter bereikte;

Overwegende dat het trottoir na de werken nog 165 cm breed is, een breedte die nog steeds groter is dan het minimum dat vereist is door de Gewestelijke stedenbouwkundige verordening;

Overwegende echter dat het door de vergunning toegestane uitspringend deel niet meer bestaat uit een relatief ijdelijke uitstek (isolatiemateriaal + lichte bekleding) maar wel uit een blijvende grondinneming (zware muur verankerd in de diepte);

Overwegende dat de diepte van het uitspringend deel over het openbaar domein daardoor met 3 tot 6 cm vergroot ten opzichte van wat toegestaan was;

Overwegende dat deze grondinneming indruist tegen het algemeen principe van het openbaar gebruik van het trottoir uit artikel 3.45 van het Burgerlijk Wetboek;

Overwegende bijgevolg dat een eenvoudige domeintoelating niet meer volstaat en dat de muur gebouwd op het openbaar domein gewoonweg afgebroken en vervangen zou moeten worden door de gelijmde isolatie bekleed met geveltegeltjes op 14 cm dikte;

Overwegende echter dat de omvang van de grondinneming ten opzichte van de breedte van het trottoir de mogelijkheid openlaat om, uitermate uitzonderlijk en zonder dat het ingeroepen kan worden als precedent voor andere gelijkaardige feiten, de eigenaar-overtreder de zuivere terugkoop van de trottoirbedding waarop de overdikte van de muur steunt op te leggen;

Overwegende dat aangegeven wordt dat de aangelande eigenaar de aankoopprocedure voor zijn rekening neemt, waaronder onder andere en niet-limitatief de opmaak van een bijzonder rooilijnplan door een landmeter-schaker naar keuze, en het verlijden van een authentieke akte door een notaris naar keuze;

Overwegende dat het college zich in zijn zitting van 23 december 2025 gunstig uitgesproken heeft over de wederverkoop van de bedding van de privémuur;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. Het voorstel van het college te bekrachtigen om de eigenaar van de Haanstraat 105 te verplichtende strook grond bezet door zijn privémuur onder bezwarende titel te verwerven;
2. De aangelande eigenaar te verplichten de procedure en alle kosten die veroorzaakt worden door zijn inbreuk ten laste te nemen;
3. De schakelkosten van de venale waarde die de gemeente wellicht moet aanvragen aan het gewestelijk Aankoopcomité van Brussel Fiscaliteit door te rekenen aan de aangelande;
4. Het beheer van de overdracht toe te vertrouwen aan de dienst Gemeente-eigendommen.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Rénovation urbaine - Stadsvernieuwing

- 12 **Rénovation Urbaine - Construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » dans le secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020, dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 – Approbation de la convention "Financement".**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, et en particulier son article 60 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 exécutant l'ordonnance précitée et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville, et notamment son article 23 ;

Vu la délibération du Collège (dossier n° 38038) en date du 24 novembre 2020 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 février 2021 octroyant une subvention de 577.806,81 € à la Commune d'Uccle dans le cadre du programme pluriannuel 2021-2025 « Politique de la Ville par le développement des quartiers » ;

Vu la convention du 30 mars 2021 conclue entre la Commune d'Uccle et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'octroi de ladite subvention, pour un programme comprenant l'étude et la réalisation d'un équipement culturel (« Bibliothèque du Merlo ») et d'un équipement de cohésion sociale (« Atelier-Vélo ») dans le secteur statique du Merlo, au sein de la ZRU 2020 ;

Vu la délibération du Collège du 24 novembre 2020 (dossier 38038/0047) relative à l'appel à projets dans le cadre du programme « Politique de la Ville » 2021-2025 ;

Vu le marché de services conclu par BINHÔME s.c., désignant le bureau d'étude V+ CLN Architects pour le développement du site du Merlo (propriété de BINHÔME), incluant l'étude d'implantation, ainsi que les études foncière et financière de la « Bibliothèque du Merlo » et de l'« Atelier-Vélo » ;

Vu la délibération du Conseil en date du 19 octobre 2023 (dossier 61072) portant approbation de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour l'avant-projet ;

Considérant la signature de cinq conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage entre BINHÔME et la Commune d'Uccle, respectivement en date des 29 septembre 2021 (Etude de faisabilité n°1), 24 mars 2022 (étude de faisabilité n°2), 5 décembre 2023 (avant-projet) et 1er octobre 2024 (Permis d'urbanisme), 12 décembre 2025 (Base adjudication ; à la signature chez BINHÔME) pour la construction des équipements susmentionnés ;

Vu la délivrance du permis d'urbanisme le 25 novembre 2025 par le Service public régional Bruxelles Urbanisme & Patrimoine (Réf. 16/PFD/1940908) ;

Considérant qu'une sixième convention de délégation de maîtrise d'ouvrage est à conclure entre la Commune et BINHÔME, afin de définir les modalités de financement du marché de travaux actuellement à l'étude (phase « Base adjudication » en cours (BA)) ;

Considérant que BINHÔME a transmis un projet de convention, examiné et relu par le Service de la Rénovation Urbaine ainsi que par le Service des Propriétés Communales – Régie Foncière ;

Considérant que le Conseil communal a approuvé les termes de la convention avec BINHÔME dans le cadre de la cinquième phase BA du projet « Merlo », relative au lancement et à l'attribution du marché de travaux pour la réalisation de la Bibliothèque du Merlo et de l'Atelier-Vélo ;

Considérant que ladite convention fixe les modalités d'engagement ainsi que les droits et obligations réciproques des parties ;

Considérant que la convention prévoit notamment que BINHÔME mènera, au nom et pour compte de la Commune, l'ensemble des actes nécessaires au lancement et à l'attribution du marché public, en conformité avec la législation en vigueur, tandis que la Commune s'engage à collaborer activement à l'élaboration et à la validation du dossier de base d'adjudication ;

Considérant que la convention précise que le marché sera publié sous la forme d'une procédure ouverte avec publication européenne, que l'attribution interviendra après concertation entre les parties et que, le cas échéant, une procédure concurrentielle avec négociation pourra être engagée, sans que la Commune puisse invoquer l'annulation de la première procédure comme motif de résiliation ;

Considérant que la Commune prend en charge les frais relatifs aux constructions dont elle est bénéficiaire et qu'une convention de financement distincte ultérieure détaillera les modalités de paiement des différents frais de l'opération ;

Considérant que la délégation de maîtrise d'ouvrage est effectuée à titre gracieux, les frais liés aux prestations des auteurs de projet et marché de travaux étant supportés par la Commune ;

Considérant que la convention instaure une organisation de communication et de coopération fondée sur l'échange régulier d'informations et la validation conjointe de toute communication publique ;

Considérant que la convention s'applique jusqu'à la réception définitive des travaux et à la livraison finale des bâtiments et prévoit les modalités de résiliation, de nullité et de règlement des litiges ; Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- D'approuver la convention à conclure entre la Commune d'Uccle et la Société Immobilière de Service Public BINHÔME sc., relative au financement de la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo », situés dans le secteur statuts du Merlo, au sein de la zone de revitalisation urbaine 2020, dans le cadre du programme régional « Politique de la Ville 2021-2025 », telle que jointe à la présente délibération ;
- De prendre acte que ladite convention fixe les modalités de financement et de paiement des honoraires des auteurs de projet ainsi que des factures de l'entrepreneur chargé des travaux, dans le cadre du marché public de travaux à lancer et à attribuer par BINHÔME, agissant au nom et pour compte de la Commune en vertu de la délégation de maîtrise d'ouvrage consentie ;
- De confirmer que la répartition financière entre la Commune d'Uccle et BINHÔME est établie sur la base des quotes/millièmes déterminés par le géomètre désigné, chaque partie s'engageant à honorer, dans les délais contractuels, les factures correspondant à sa quote-part, sans que les délais de paiement ne puissent compromettre la continuité ni l'achèvement des travaux ;
- De prendre acte que les imprévus et suppléments éventuels sont répartis entre les parties selon ces mêmes quotes et que, pour la Commune, tout dépassement du plafond budgétaire approuvé est soumis à une approbation préalable du Conseil communal ;
- De prendre acte des conditions et échéances impératives achevées à la liquidation de la subvention régionale « Politique de la Ville 2021-2025 », notamment l'attribution des marchés de travaux avant le

28 février 2027, l'admissibilité exclusive des factures datées avant le 31 août 2028 et l'introduction des justificatifs finaux et du décompte final au plus tard le 28 février 2029, le solde éventuel de l'opération demeurant à charge du budget communal ;

- De prendre acte que tout retard imputable à l'entrepreneur ayant pour conséquence une pertetotale ou par elle du subside régional entraînera l'obligation pour celui-ci de rembourser à la Commune le montant du subside non liquidé, sans préjudice de l'application des pénalités contractuelles et de toute indemnisation complémentaire ;
- De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de l'exécution de la présente délibération et de la signature de la convention ainsi que de tout acte nécessaire à sa mise en œuvre.

Stadsvernieuwing - Bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" in sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025 Goedkeuring van de overeenkomst "Financiering".

De raad,

Gelet op de organieke ordonnances betreffende de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, in het bijzonder artikel 60;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de voornoemde ordonnances en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2016";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 inzake het Stadsbeleid, meer bepaald artikel 23;

Gelet op de beraadslaging van het college (dossier 38038) van 24 november 2020;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 februari 2021 tot toekenning van een subsidie van € 577.806,81 aan de gemeente Ukkel in het kader van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid door wijkontwikkeling";

Gelet op de overeenkomst van 30 maart 2021 tussen de gemeente Ukkel en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot de toekenning van deze subsidie voor een programma dat de studie en de verwezenlijking van een culturele voorziening ("Bibliotheek Merlo") en van een voorziening voor sociale samenhang ("Fietswerkplaats") in stadssector Merlo in de ZSH 2020 omvat;

Gelet op de beraadslaging van het college van 24 november 2020 (dossier 38038/0047) met betrekking tot de projectoproep in het kader van het programma "Stadsbeleid" 2021-2025;

Gelet op de dienstopdracht gesloten door BINHÔME cv tot aanstelling van studiebureau V+ CLN Architects voor de ontwikkeling van site Merlo (eigendom van BINHÔME), die de inplaningsstudie en de functionele en financiële studie van "Bibliotheek Merlo" en van de "Fietswerkplaats" omvat;

Gelet op de beraadslaging van de raad van 19 oktober 2023 (dossier 61072) houdende goedkeuring van de overeenkomst van overdracht van bouwheerschap voor het voorontwerp;

Overwegende de ondertekening van vijf overeenkomsten van overdracht van bouwheerschap tussen BINHÔME en de gemeente Ukkel, respec evelijk op 29 september 2021 (haalbaarheidsstudie 1), 24 maart 2022 (haalbaarheidsstudie 2), 5 december 2023 (voorontwerp), 1 oktober 2024 (stedenbouwkundige vergunning) en 12 december 2025 (Aanbestedingsbasis; ter ondertekening bij BINHÔME), voor de bouw van de voornoemde voorzieningen;

Gelet op de afgif e van de stedenbouwkundige vergunning op 25 november 2025 door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Stedenbouw & Erfgoed (kenmerk 16/PFD/1940908);

Overwegende dat er een zesde overeenkomst van overdracht van bouwheerschap gesloten moet worden tussen de gemeente en BINHÔME om de financieringsmodaliteiten van de opdracht van werken die momenteel onderzocht wordt (fase "Aanbestedingsbasis" lopend (AB)) te definiëren;

Overwegende dat BINHÔME een ontwerp van overeenkomst bezorgd heeft, bestudeerd en nagelezen door de dienst Stadsvernieuwing en de dienst Gemeente-eigendommen/Grondregie;

Overwegende dat de gemeenteraad de bewoordingen van de overeenkomst met BINHÔME in het kader van de vijfde fase AB van project "Merlo" met betrekking tot de lancering en de gunning van de opdracht van werken voor de verwezenlijking van Bibliotheek Merlo en van de Fietswerkplaats goedgekeurd heeft;

Overwegende dat deze overeenkomst de vastleggingsmodaliteiten en de wederzijdse rechten en plichten van de partijen bepaalt;

Overwegende dat de overeenkomst onder andere bepaalt dat BINHÔME in naam en voor rekening van de gemeente alle nodige handelingen verricht voor de lancering en de gunning van de overheidsopdracht, in overeenstemming met de geldende wetgeving, terwijl de gemeente zich ertoe verbindt actief mee te werken aan de opmaak en aan de validatie van het aanbestedingsbasisdossier;

Overwegende dat de overeenkomst verduidelijkt dat de opdracht bekendgemaakt wordt in de vorm van een openbare procedure met Europese bekendmaking, dat de gunning plaatsvindt na overleg tussen de partijen en dat er desgevallend een mededingingsprocedure met onderhandeling opgestart kan worden, zonder dat de gemeente de annulatie van de eerste procedure kan invoeren als ontbindingsmotief;

Overwegende dat de gemeente de kosten met betrekking tot de bouwwerken waarvan ze de begroegde is voor haar rekening neemt en dat een latere afzonderlijke financieringsovereenkomst de betalingsmodaliteiten van de verschillende kosten van de verrichting detaillieert;

Overwegende dat de overdracht van bouwheerschap kosteloos gebeurt, de kosten die samenhangen met de prestaties van de projectontwerpers en de opdracht van werken worden gedragen door de gemeente;

Overwegende dat de overeenkomst een organisatie van communicatie en samenwerking invoert die steunt op de regelmatige uitwisseling van informatie en de gezamenlijke validatie van alle openbare communicatie;

Overwegende dat de overeenkomst van toepassing is tot de definitieve oplevering van de werken en de finale levering van de gebouwen en voorziet in de modaliteiten voor de ontbinding, de nietigheid en de regeling van geschillen;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

- De overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de openbare vastgoedmaatschappij BINHÔME cvmet betrekking tot de financiering van de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats", gelegen in de stedelijke sector Merlo, in de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020, in het kader van het gewestelijk programma "Stadsbeleid 2021-2025", zoals gevoegd bij de onderhavige beraadslaging, goed te keuren;
- Ervan akte te nemen dat deze overeenkomst de financierings- en betalingsmodaliteiten van de erelonen van de projectontwerpers en van de facturen van de aannemer van de werken vaststelt, in het kader van de overheidsopdracht van werken die uitgeschreven en gegund moet worden door BINHÔME, handelend in naam en voor rekening van de gemeente krachtens de toegestane overdracht van bouwheerschap;
- Te bevestigen dat de financiële verdeling tussen de gemeente Ukkel en BINHÔME vastgesteld is op basis van de quoten/duizendsten bepaald door de aangestelde landmeter, waarbij elke partij zich ertoe verbindt de facturen die overeenstemmen met haar aandeel binnen de contractuele termijnen te betalen, zonder dat de betalingstermijnen de concludentie of de afronding van de werken in het gedrang kunnen brengen;
- Ervan akte te nemen dat de onvoorziene uitgaven en eventuele toeslagen onder de partijen verdeeld worden volgens dezelfde quoten en dat voor de gemeente elke overschrijding van het goedgekeurde begrotingsplafond onderworpen is aan een voorafgaande goedkeuring van de gemeenteraad;
- Akte te nemen van de verplichte voorwaarden en deadlines die samenhangen met de betaling van de gewestelijke subsidie "Stadsbeleid 2021-2025", meer bepaald de gunning van de opdrachten van werken voor 28 februari 2027, de exclusieve toelaatbaarheid van de facturen van voor 31 augustus 2028 en de indiening van de finale bewijsstukken en van de eindafrekening uiterlijk op 28 februari 2029, waarbij het eventuele saldo van de verrichting ten laste van de gemeentebegroting blijft;
- Ervan akte te nemen dat elke vertraging te wijten aan de aannemer die een volledig of gedeeltelijk verlies van de gewestelijke subsidie als gevolg heeft leidt tot de verplichting voor hem om het bedrag van de niet-betalde subsidie terug te betalen aan de gemeente, onverminderd de toepassing van de contractuele straffen en alle aanvullende schadevergoedingen;
- Het college van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van de onderhavige beraadslaging, de ondertekening van de overeenkomst en alle nodige handelingen voor de uitvoering ervan.

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

13 Propriétés communales. – Avenue Wolvendael, 44 : Pavillon Louis XV, perron et terrasses arrières – Remise en concession domaniale – appel à projets – approbation du principe et fixation des conditions.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Considérant que, par décision du Collège des Bourgmestre et Échevins n° 016/04.11.2025/B/0040 du 4 novembre 2025, la concession domaniale relative à l'exploitation du Pavillon Louis XV, sis avenue de Wolvendael, 44, dans le Parc de Wolvendael, a été attribuée à la S.A. « Espace Public » ;

Considérant que, postérieurement à cette décision, des échanges ont été menés entre la Commune et la S.A. « Espace Public » en vue de finaliser la convention de concession ;

Considérant que, par courrier daté du 19 décembre 2025, la S.A. « Espace Public » a informé la Commune de sa décision de ne pas donner suite à l'attribution, estimant que, notamment en raison du manque de visibilité quant au calendrier d'ouverture du Théâtre « Le Public » à Uccle et aux modalités de collaboration envisagées, le développement d'un projet au Pavillon Louis XV présentait à ce stade un risque financier trop important ;

Considérant que la S.A. « Espace Public » a dès lors renoncé à la signature de la convention de concession domaniale ;

Considérant qu'en l'absence de signature, la concession n'est pas entrée en vigueur et qu'aucun droit d'occupation n'a été constitué ;

Considérant que l'attribution précitée est, de ce fait, demeurée sans effet ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de procéder à une nouvelle remise en concurrence du

bien par voie d'appel public à candidatures, dans le respect des principes de légalité, d'égalité et de mise en concurrence ;

Considérant que la concession a pour objet l'exploitation du Pavillon Louis XV et de sa terrasse adossée, et que le projet proposé pourra porter indifféremment sur l'exploitation d'un établissement Horeca, sur le développement d'un projet à vocation culturelle, sociale, artistique ou événementielle, ou encore sur un concept hybride combinant plusieurs de ces usages, respectueux du caractère historique et esthétique du bâtiment classé ;

Considérant que le Pavillon Louis XV est classé comme monument historique et que tout projet devra se conformer aux prescriptions applicables en matière patrimoniale et urbanistique ;

Considérant que la concession domaniale sera consentie pour une durée de neuf années ;

Considérant que la redevance domaniale est fixée à titre de minimum à 1.000 € par mois pour la première année, 1.250 € par mois pour la deuxième année et 1.500 € par mois pour les années

suivantes, ces montants cons tuant des redevances minimales garan es soumises à indexa on annuelle ;

Considérant qu'une garan e équivalente à six mois de redevance de base devra être cons tuée préalablement à toute occupation des lieux ;

Considérant que l'ensemble des frais d'installa on, d'aménagement, d'équipement et d'exploita on sera exclusivement à charge du concessionnaire, sans intervention financière de la Commune ;

Considérant que les offres seront examinées au regard de leur qualité globale, de leur viabilité économique, de leur intégra on harmonieuse dans le site classé et de leur contribu on à la vie locale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Décide

- De reme re en concession domaniale, pour une durée de neuf ans, le bâ ment sis avenue deWolvendaal, 44, dénommé « Pavillon Louis XV », ainsi que la terrasse attenante ;
- De fixer la redevance domaniale minimale conformément aux montants précités, soumis à indexation annuelle ;
- D'exiger la constitution d'une garantie équivalente à six mois de redevance de base ;
- D'organiser une procédure d'appel public à candidatures, moyennant publicité sur le site de laCommune et dans le journal communal « Le Wolvendaal » ;
- De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins d'engager la procédure, d'examiner les offres etd'attribuer la concession sur la base d'un examen comparatif des candidatures ;
- D'approuver le cahier des conditions et le modèle d'avis d'appel à candidatures.

Gemeente-eigendommen. - Wolvendaellaan 44: Paviljoen Lodewijk XV, bordes en terrassen achteraan - Nieuwe domeinconcessie - Projectoproep - Goedkeuring van het principe en vastlegging van de voorwaarden.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Overwegende dat de domeinconcessie met betrekking tot de uitba ng van Paviljoen Lodewijk XV, gelegen Wolvendaellaan 44, in het Wolvendaelpark, bij beslissing van het college van burgemeester en schepenen 016/04.11.2025/B/0040 van 4 november 2025 gegund is aan nv "Espace Public";

Overwegende dat er na deze beslissing gesprekken gevoerd werden tussen de gemeente en nv "Espace Public" om de concessieovereenkomst af te ronden;

Overwegende dat nv "Espace Public" de gemeente in een brief van 19 december 2025 geïnformeerd hee over haar beslissing om geen gevolg te geven aan de gunning, aangezien ze van mening was, meer bepaald wegens het gebrek aan zichtbaarheid wat betre de openingsplanning van theater Le Public in

Ukkel en de overwogen samenwerkingsmodaliteiten, dat de ontwikkeling van een project in Paviljoen Lodewijk XV in dit stadium een te groot financieel risico inhield;

Overwegende dat nv "Espace Public" bijgevolg afgezien heeft van de ondertekening van de domeinconcessieovereenkomst;

Overwegende dat de concessie bij gebrek aan ondertekening niet in werking getreden is en dat er geen gebruiksrecht ingesteld werd;

Overwegende dat de voornoemde gunning hierdoor zonder gevolg gebleven is;

Overwegende dat er bijgevolg overgegaan moet worden tot een nieuwe inmededingingstelling van het goed via een openbare oproep tot kandidaatstelling, in navolging van de principes van wettelijkheid, gelijkheid en inmededingingstelling;

Overwegende dat de concessie de uitbouw van Paviljoen Lodewijk XV en het aangrenzend terras als voorwerp heeft en dat het voorgestelde project betrekking kan hebben op de uitbouw van een kwaliteitshorecazaak, de ontwikkeling van een cultureel, sociaal, artistiek of evenementueel project of een hybride concept met een combinatie van deze gebruiken, met respect voor de historische en esthetische aard van het beschermd gebouw;

Overwegende dat Paviljoen Lodewijk XV beschermd is als historisch monument en dat elk project zich moet schikken naar de toepasselijke voorschriften inzake erfgoed en stedenbouw;

Overwegende dat de domeinconcessie toegekend wordt voor een duur van negen jaar ;

Overwegende dat de domeinretributie bepaald wordt op minstens € 1.000 per maand voor het eerste jaar, € 1.250 per maand voor het tweede jaar en € 1.500 per jaar voor de volgende jaren, deze bedragen zijn gegarandeerde minimumretributies die gebonden zijn aan een jaarlijkse indexering;

Overwegende dat er een waarborg gelijk aan zes maanden basisretributie samengesteld moet worden voor elke bezetting van de plaatsen;

Overwegende dat alle installatie-, inrichtings-, uitrustings- en uitbouwskosten uitsluitend voor rekening van de concessiehouder zijn, zonder financiële tegemoetkoming van de gemeente;

Overwegende dat de offertes bestudeerd worden ten aanzien van hun globale kwaliteit, hun economische leefbaarheid, hun harmonieuze integratie in het beschermd landschap en hun bijdrage aan het lokaal leven;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

- Het gebouw gelegen Wolvendaellaan 44, "Paviljoen Lodewijk XV" genaamd, en het aangrenzendterras opnieuw in domeinconcessie te geven voor een duur van negen jaar ;
- De minimale domeinretributie te bepalen overeenkomstig de voornoemde bedragen, gebondenaan een jaarlijkse indexering;

- De samenstelling van een waarborg gelijk aan zes maanden basisretributie te eisen;
- Een procedure van openbare oproep tot kandidaatstelling te organiseren middels openbaarmaking op de website van de gemeente en in het gemeenteblad "Wolvendael";
- Het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten de procedure aan te vangen, de offertes te onderzoeken en de concessie te gunnen op basis van een vergelijkend onderzoek van de kandidaturen;
- Het voorwaardenboek en het modelbericht voor de oproep tot kandidaatstelling goed te keuren.

**14 Propriétés communales : Consultation pour enfants agréée par l'O.N.E. « Grandir en Santé »
Approbation d'un bail de droit commun relatif à l'occupation de locaux.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, et plus particulièrement son article 232 ;

Vu la délibération n°016/19.01.2017/B/0021 par laquelle le Conseil communal a approuvé le principe d'une occupation de locaux au profit d'une consultation pour enfants nommée « Grandir en Santé » et parrainée par l'O.N.E. ;

Considérant que l'ASBL Grandir en Santé, anciennement dénommée Comité de la consultation pour enfants (association de fait agréée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance), occupe depuis de nombreuses années des locaux communaux sis au Centre de santé, chaussée d'Alseberg 883 à 1180 Bruxelles, sur la base d'une convention signée en 2017 ;

Considérant que cette convention arrive à échéance le 31 mars 2026 et que l'ASBL Grandir en Santé a sollicité, par courriel du 21 janvier 2026, le renouvellement de l'occupation ;

Considérant qu'il convient désormais de formaliser les relations entre les parties par un bail de droit commun, conformément aux articles 1714 à 1762bis de l'ancien Code civil ;

Considérant que le bail prévoit une durée de neuf années prenant cours le 1^{er} avril 2026 et venant à échéance le 31 mars 2035 ;

Considérant que le bail prévoit la faculté, pour la Commune, d'y mettre fin à tout moment moyennant un préavis de trois mois, sans indemnité, conformément à l'article 4 du projet de bail, et sous réserve des dispositions particulières relatives aux travaux d'aménagement réalisés avec garantie d'occupation ;

Considérant que les locaux sont partagés avec la Commune d'Uccle, laquelle les met à disposition de la consultation tous les mercredis après-midi, à l'exception du bureau de la TMS mis à disposition permanente ;

Considérant que le Service des Propriétés communales a préparé un projet de bail de droit commun ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide :

D'approuver le bail de droit commun relatif à l'occupation de locaux situés au Centre de santé, chaussée d'Alseberg 883 à 1180 Bruxelles, en faveur de l'ASBL « Grandir en Santé », anciennement dénommée Comité de la consultation pour enfants, dont le siège social est établi Boulevard Anspach 111/115 à 1000 Bruxelles, valablement représentée par Monsieur Sébastien Dandoy, Président, aux conditions suivantes :

- paiement d'une somme forfaitaire mensuelle de 332,63 € (trois cent trente-deux euros et soixante-trois centimes) couvrant le loyer ainsi que les charges d'électricité, de chauffage, d'eau et les frais de nettoyage ;
- indexation annuelle conformément aux dispositions du bail ;
- absence de garantie locative ;
- prise d'effet le 1^{er} avril 2026 pour une durée de neuf ans.
- les locaux sont partagés avec la Commune d'Uccle, qui les met à disposition de la consultation tous les mercredis après-midi.

Gemeente-eigendommen: Raadpleging voor kinderen erkend door het ONE "Grandir en Santé" - Goedkeuring van een gemeenschappelijke huurovereenkomst met betrekking tot de bezetting van lokalen.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Gelet op beraadslaging 016/19.01.2017/B/0021, waardoor de gemeenteraad het principe goedgekeurd heeft van een bezetting van lokalen ten bate van een raadpleging voor kinderen genaamd "Grandir en Santé" en ondersteund door het ONE;

Overwegende dat vzw Grandir en Santé, vroeger "Comité de la consultation pour enfants" genaamd (feitelijke vereniging erkend door het Office de la Naissance et de l'Enfance), al jarenlang gemeentelokalen in het Gezondheidscentrum, Alsebergsesteenweg 883 te 1180 Brussel bezet op basis van een overeenkomst ondertekend in 2017;

Overwegende dat deze overeenkomst afloopt op 31 maart 2026 en dat vzw Grandir en Santé in een mail van 21 januari 2026 de vernieuwing van de bezetting gevraagd heeft;

Overwegende dat de relaties tussen de partijen voortaan geformaliseerd moeten worden door een gemeenschappelijke huurovereenkomst, overeenkomstig artikel 1714 tot 1762bis van het oude Burgerlijk Wetboek;

Overwegende dat de huurovereenkomst voorziet in een duur van negen jaar die aanvangt op 1 april 2026 en afloopt op 31 maart 2035;

Overwegende dat de huurovereenkomst voorziet in de mogelijkheid voor de gemeente om ze te allen tijde te beëindigen middels een opzegtermijn van drie maanden, zonder schadevergoeding, overeenkomstig artikel 4 van het ontwerp van huurovereenkomst, en onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen met betrekking tot inrichtingswerken uitgevoerd met bezettingsgarantie;

Overwegende dat de lokalen gedeeld worden met de gemeente Ukkel, die ze elke woensdagnamiddag ter beschikking van de raadpleging stelt, met uitzondering van het kantoor van de MSW, dat permanent ter beschikking gesteld wordt;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen een ontwerp van gemeenrechtelijke huurovereenkomst voorbereid heeft;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

De gemeenrechtelijke huurovereenkomst met betrekking tot de bezetting van lokalen in het Gezondheidscentrum, Alsebergsesteenweg 883 te 1180 Brussel ten bate van vzw "Grandir en Santé", vroeger "Comité de la consulta on pour enfants" genaamd, met maatschappelijke zetel gelegen Anspachlaan 111/115 te 1000 Brussel, geldig vertegenwoordigd door de heer Sébastien Dandoy, voorzitter, goed te keuren op de volgende voorwaarden:

- betaling van een maandelijkse forfaitaire som van € 332,63 (driehonderdtweeënderzeventig euro drieënzestig cent), die de huur, de lasten voor elektriciteit, verwarming en water en de schoonmaakkosten dekt;
- jaarlijkse indexering overeenkomstig de bepalingen van de huurovereenkomst; - geen huurwaarborg;
- inwerkingtreding op 1 april 2026 voor een duur van negen jaar.
- de lokalen worden gedeeld met de gemeente Ukkel, die ze elke woensdagnamiddag ter beschikking van de raadpleging stelt.

Régie foncière - Grondregie

- 15 **Régie foncière : Rez-de-chaussée commercial – Chaussée de Neerstalle, 456 – Remise en location**
Candidature proposée – Désignation du locataire – Approbation du bail commercial – Accord de principe

Le Conseil,

Considérant que le bien communal sis chaussée de Neerstalle 456, à usage de rez-de-chaussée commercial, est inoccupé depuis le départ de Monsieur David TORBEYNS, qui occupait les lieux en qualité de locataire depuis le mois de septembre 2016 ;

Considérant que, afin d'assurer la transparence de la procédure et l'égalité de traitement des candidats potentiels, une annonce publique a été régulièrement diffusée par le biais des canaux officiels de la Commune, en vue de la remise en location dudit bien ;

Considérant l'intérêt pour la Commune d'avoir un porteur de projet présentant des garanties suffisantes et répondant aux objectifs communaux, notamment :

- une stabilité économique durable ;
- une solidité financière avérée ;
- une expérience professionnelle pertinente et reconnue ;
- une contribution positive à la vitalité commerciale, à l'attractivité du quartier et au développement de l'offre de services de proximité à destination des habitants ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de mise en publicité, une seule candidature complète a été introduite par courrier électronique en date du 14 janvier 2026, à la suite d'une visite des lieux effectuée en présence d'un représentant du service communal compétent, attestant du sérieux de la démarche et de l'intérêt concret du candidat pour l'occupation du bien ;

Considérant que le dossier transmis par le candidat comprend l'ensemble des documents requis, offre toutes les garanties administratives et financières exigées et satisfait pleinement aux critères de sélection définis par la Commune ;

Considérant que le projet concerne l'implantation d'un bureau de courtage en assurances, fondé en 2024 après cinq années d'activité en tant qu'indépendant, le demandeur exerçant seul son activité, sans personnel ;

Considérant que cette implantation favorisera un contact direct et accessible avec la population, compte tenu de la localisation du bien, et participera à la diversification qualitative du tissu commercial local ;

Considérant que la société candidate souhaite pouvoir prendre possession des lieux à l'issue de son délai de préavis de trois mois, soit au plus tôt le 1^{er} juin prochain ;

Considérant que le service communal compétent a établi un projet de bail commercial d'une durée de neuf années, garantissant une stabilité locale à long terme, pour un loyer mensuel indexé de 800,00 €, conforme aux valeurs locales du marché et assurant une recette régulière et pérenne pour la Commune ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et des Échevins,

Décide :

D'accepter la candidature du bureau de courtage GIBHOR-ASSUR BROKERS, représenté par Monsieur Jean-Claude KUASSI, en sa qualité de directeur, dont le siège social est établi rue de l'Étoile, 38, en tant

que nouveau locataire du bien communal sis chaussée de Neerstalle, 456, au regard de la qualité du dossier présenté, de la solidité financière de l'entreprise, et de l'adéquation du projet avec les objectifs poursuivis par la Commune.

D'approuver le projet de bail commercial établi par le service communal compétent relatif audit bien, aux conditions essentielles suivantes :

- un bail commercial d'une durée de neuf (9) années, garantissant une occupation stable et durable du bien communal ;
- un loyer mensuel de 800,00€, soumis à une indexation annuelle conformément aux dispositions légales en vigueur ;
- une provision mensuelle de 10,00€ couvrant la consommation d'eau et l'entretien des dévidoirs ;
- la prise en charge intégrale du précompte immobilier par le locataire.

De préciser que l'ensemble des autres clauses applicables sont celles figurant dans le projet de bail établi par le service communal, lequel est joint à la présente décision et en constitue une partie intégrante.

De charger le service communal compétent de l'exécution de la présente décision, ainsi que de l'organisation et de la signature du bail par les parties concernées.

**Grondregie: Gelijkvloerse handelsverdieping Neerstallesteenweg 456 - Neerstallesteenweg 456
Herverhuring - Voorgestelde kandidatuur - Aanduiding van de huurder - Goedkeuring van de
handelshuurovereenkomst - Principeakkoord**

De raad,

Overwegende dat het gemeentelijk goed in de Neerstallesteenweg 456, gebruikt als gelijkvloerse handelsverdieping, leegstaat sinds het vertrek van de heer David TORBEYNS, die de plaatsen als huurder bezette sinds september 2016;

Overwegende dat er, om de transparantie van de procedure en de gelijke behandeling van de potentiële kandidaten te verzekeren, regelmatig een openbare aankondiging verspreid werd op de officiële kanalen van de gemeente met het oog op de herverhuring van dit goed;

Overwegende het belang voor de gemeente om een projectdrager aan te trekken die voldoende garanties biedt en beantwoordt aan de gemeentelijke doelstellingen, meer bepaald:

- Een duurzame economische stabiliteit,
- Een bewezen financiële betrouwbaarheid;
- Een relevante en erkende beroepservaring;
- Een actieve bijdrage aan de commerciële vitaliteit, aan de aantrekkingskracht van de wijk en aan de ontwikkeling van het aanbod van lokale diensten voor de inwoners;

Overwegende dat er op 14 januari 2026, na de bekendmakingsprocedure en na een plaatsbezoek in aanwezigheid van een vertegenwoordiger van de bevoegde gemeentedienst, via mail een volledige kandidatuur ingediend werd die de ernst van het initiatief en de concrete interesse van de kandidaat voor de bezetting van het goed aantoont;

Overwegende dat het dossier dat door de kandidaat bezorgd werd alle vereiste documenten bevat, alle vereiste administratieve en financiële garanties biedt en volkomen voldoet aan de selectiecriteria die bepaald werden door de gemeente;

Overwegende dat het project betrekking heeft op de vestiging van een verzekeringsmakelaarskantoor, opgericht in 2024 na vijf jaar activiteit als zelfstandige, waarbij de aanvrager zijn activiteit alleen uitoefent, zonder personeel;

Overwegende dat deze vestiging een rechtstreeks en toegankelijk contact met de bevolking bevordert, rekening houdend met de ligging van het goed, en bijdraagt aan de kwalitatieve verscheidenheid van het lokaal handelsnetwerk;

Overwegende dat de kandidaat-vennootschap de plaatsen wil kunnen betrekken na haar opzegtermijn van drie maanden, hetzij ten vroegste op 1 juni;

Overwegende dat de bevoegde gemeentedienst een ontwerp van handelshuurovereenkomst voor een duur van negen jaar opgesteld heeft, die een huurstabiliteit op lange termijn verzekert, voor een geïndexeerde maandelijkse huur van € 800,00, overeenkomstig de huurwaarden op de markt, en die een regelmatige en blijvende inkomst voor de gemeente verzekert;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De kandidatuur van makelaarskantoor GIBHOR-ASSUR BROKERS, vertegenwoordigd door de heer Jean-Claude KUASSI in zijn hoedanigheid van directeur, met maatschappelijke zetel gelegen Sterstraat 38, te aanvaarden als nieuwe huurder van het gemeentelijk goed gelegen Neerstallesteenweg 456 ten aanzien van de kwaliteit van het voorgestelde dossier, de financiële betrouwbaarheid van de onderneming en de afstemming van het project op de doelstellingen die door de gemeente nagestreefd worden;

Het ontwerp van handelshuurovereenkomst opgesteld door de bevoegde gemeentedienst met betrekking tot dit goed goed te keuren op de volgende essentiële voorwaarden:

- Een handelshuurovereenkomst voor een duur van negen (9) jaar, die een stabiele en duurzame bezetting van het gemeentelijk goed garandeert;
- Een maandelijkse huur van € 800,00, gebonden aan een jaarlijkse indexering overeenkomstig de geldende wettelijke bepalingen;
- Een maandelijks voorschot van € 10,00 om het waterverbruik en het onderhoud van de haspels te dekken;

- De integrale tenlasteneming van de onroerende voorheffing door de huurder;

Te verduidelijken dat alle andere toepasselijke clausules in het ontwerp van huurovereenkomst staan dat opgesteld werd door de gemeentedienst, bij de onderhavige beslissing gevoegd is en er integraal deel van uitmaakt;

De bevoegde gemeentedienst te belasten met de uitvoering van de onderhavige beslissing en met de organisatie en de ondertekening van de huurovereenkomst door de betrokken partijen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

16 Sport.- Octroi d'un subside à l'organisation des "24 Heures Vélo du bois de la Cambre".- Année 2026

Le Conseil,

Considérant que les "24 Heures Vélo du Bois de la Cambre" participent à la promotion de la mobilité douce en ce que cet événement sportif et convivial "met en selle" des milliers de jeunes;
Considérant que la pratique du vélo s'avère également très positive pour la santé et pour l'environnement;

Considérant que l'événement se déroulera au Bois de la Cambre, à proximité de notre commune, que des groupements ucclois y participeront, que l'équipe organisatrice compte plusieurs Ucclois dans ses rangs;

Considérant que les organisateurs sollicitent un subside dans le cadre de la 40e édition qui se tiendra les 28 et 29 mars 2026 prochains;

Décide d'octroyer un subside de 1.000 € aux "24 Heures Vélo du Bois de la Cambre" pour l'organisation de sa 40e édition les 28 et 29 mars 2026.

Sport.- Toekenning van een subsidie aan de "24 Heures Vélo du bois de la Cambre".- Jaar 2026

De Raad,

Overwegende dat de "24 heures vélo du Bois de la Cambre" inspeelt op de aanmoediging van zachte mobiliteit aangezien dit sportevenement duizenden jongeren op de fiets krijgt;

Overwegende dat fietsen bovendien erg goed is voor de gezondheid en het milieu;

Overwegende dat het evenement plaatsvindt in het Ter Kamerenbos, vlakbij onze gemeente, dat Ukkelse groepen eraan zullen deelnemen, dat talrijke Ukkelaars meewerken aan de organisatie van dit evenement;

Overwegende dat de organisatoren een subsidie aanvragen in het kader van de 40ste editie die plaatsvindt op 28 en 29 maart 2026,

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

17 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – abrogation et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu les articles 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.026. Rue des Cottages, du côté opposé au n° 44 (1-3m);

Art.4.3. Traversées

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.050. Rue des Cottages, 102;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.03. Chaussée d'Alseberg, 476, lundi au vendredi de 10 à 17h (12m);

Art.5.7.5.04. Chaussée d'Alseberg, 414, lundi au samedi de 8 à 18h (20m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.154. Vieille rue du Moulin, 123 (6m);

Art.5.9.3. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: C.D.. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « CD ».

Art.5.9.3.01. Avenue Hamoir, 17 (6m); Art.5.9.3.010.

Avenue des Sorbiers, 12 (6m); Nouvelles

dispositions :

Article 1 : Interdictions et restrictions de circulation.

Art.1.2. Accès interdit

Art.1.2.3. Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après, dans le sens et sur le tronçon indiqués en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes et/ou les cyclomotoristes (Classe A,B,P).

La mesure est matérialisée par le signal C3 complété par le panneau de type M adéquat.

Art.1.2.3.4. Rue de Percke, du n° 163 jusqu'à l'avenue Buysdelle, excepté vélos;

Art.1.2.3.5. Avenue Buysdelle, du n° 20 jusqu'à la rue de Percke, excepté vélos; Article

4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.214. Avenue Alphonse XIII, 60 (1-3m);

Art.4.1.2.215. Rue de Nieuwenhove, 57 (1-3m);

Art.4.1.2.216. Rue des Moutons, 16 (1-3m);

Art.4.3. Traversées

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.58. Avenue Adolphe Dupuich, 24;

Art.4.3.1.59. Drève du Caporal, 5A;

Art.4.3.1.60. Avenue du Feuillage, au carrefour avec la drève du Caporal;

Art.4.3.1.61. Avenue Fond'Roy, au carrefour avec l'avenue des Cytises;

Art.4.3.1.62. Avenue des Cytises, au carrefour avec l'avenue Fond'Roy;

Art.4.3.1.63. Avenue Houzeau, 28;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.33. Chaussée d'Alseberg, 1164, lundi au vendredi de 7h à 16h et samedi de 7h à 12h (12m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.164. Rue Marianne, 31 (6m);

Art.5.9.1.165. Rue Vanderkindere, 352 (6m);

Article 6 : Arrêt et stationnement (marques routières)

Art.6.1. Stationnement interdit

Art.6.1.1. Le stationnement est interdit aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par une ligne discontinue de couleur jaune tracée sur le bord réel de la chaussée ou sur la bordure du trottoir ou d'un accotement en saillie.

Art.6.1.1.5. Rue du Doyenné, 60 (8m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du

3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière;

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

Politie op het wegverkeer - algemeen bijkomend reglement - intrekking en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekkingen :

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.026. Landhuisjesstraat, aan de overkant van het nr. 44 (1-3m);

Art.4.3. Oversteekplaatsen

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B.

Art.4.3.1.050. Landhuisjesstraat, 102;

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.03. Alsebergsesteenweg, 476, maandag tot vrijdag van 10 tot 17u (12m);

Art.5.7.5.04. Alsebergsesteenweg, 414, maandag tot vrijdag van 8 tot 18u (20m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.154. Oude Molenstraat, 123 (6m);

Art.5.9.3. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen : CD. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "CD".

Art.5.9.3.01. Hamoirlaan, 17 (6m);

Art.5.9.3.010. Lijsterbessebomenlaan, 12 (6m); Nieuwe bepalingen :

Artikel 1 : Verkeersverbod en -beperking.

Art.1.2. Verboden toegang

Art.1.2.3. Het is voor iedere bestuurder verboden te rijden op de onderstaande wegen, in de richting en weggedeelte zoals aangegeven op deze wegen, behalve voor fietsers en/of bromfietsers (klasse A, B, P). De maatregel wordt kenbaar gemaakt door het plaatsen van verkeersborden C3, aangevuld door het onderbord van het passend type M.

Art.1.2.3.4. de Perckestraat, van nr. 163 tot de Buysdellelaan, uitgezonderd fietsers;

Art.1.2.3.5. Buysdellelaan, van nr. 20 tot de de Perckestraat, uitgezonderd fietsers; Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.214. Alphonse XIII laan, 60 (1-3m);

Art.4.1.2.215. de Nieuwenhovestraat, 57 (1-3m);

Art.4.1.2.216. Schapenstraat, 16 (1-3m);

Art.4.3. Oversteekplaatsen

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B.

Art.4.3.1.58. Adolphe Dupuichlaan, 24;

Art.4.3.1.59. Korporaaldreef, 5A;

Art.4.3.1.60. Gebladertelaan, aan het kruispunt met de Korporaaldreef;

Art.4.3.1.61. Vronerodelaan, aan het kruispunt met de Goudenregenlaan;

Art.4.3.1.62. Goudenregenlaan, aan het kruispunt met de Vronerodelaan;

Art.4.3.1.63. Houzeaulaan, 28;

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.33. Alsebergsesteenweg, 1164, maandag tot vrijdag van 7u tot 16u en zaterdag van 7u tot 12u (12m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.164. Mariannestraat, 31 (6m);

Art.5.9.1.165. Vanderkinderestraat, 352 (6m);

Artikel 6 : Stilstaan en parkeren (wegmarkeringen)

Art.6.1. Parkeerverbod

Art.6.1.1. Parkeren is verboden op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een gele onderbroken streep op de werkelijke rand van de rijbaan of op de boord van het trottoir of van een verhoogde berm.

Art.6.1.1.5. Dekenijstraat, 60 (8m); Artikel

10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

18 Avenant à la convention de partenariat entre la Commune d'Uccle et Actiris - Projet thématique inter Maisons de l'Emploi "IA NAVIGATE".

Le Conseil,

Vu qu'un projet inter Maison de l'emploi « IA NAVIGATE – Explorer l'IA et les métiers du futur » a été subsidié par Actiris à raison de 140.000€ et réalisé avec succès en 2024 et 2025 (voir convention 2024-2025 et rapport d'activité en annexe);

Considérant qu'une reconduction dudit projet en 2026 a été jugée opportune par les partenaires du projet, à savoir la Centrale de l'Emploi Bruxelles 1000, la Mission Locale de Molenbeek-Saint-Jean, les Commune d'Ixelles, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que le dossier de candidature a été accepté par ACTIRIS (voir dossier de candidature, courrier et mail en annexe);

Considérant que ce projet sera mis en œuvre durant l'année 2026, avec la collaboration des partenaires susmentionnés;

Considérant que ce projet s'appuiera sur les 3 axes suivants :

- 1) Organisation et déploiement d'ateliers de formation "IA et recherche d'Emploi" : mise en place et animation d'ateliers à destination des formateurs, conseillers en insertion socioprofessionnelle et chercheurs d'emploi au sein de l'ensemble des organismes d'insertion socioprofessionnelle de la Région bruxelloise, dont ceux établis à Uccle;
 - 2) Mise en œuvre d'une dynamique d'essaimage des compétences : accompagnement des bénéficiaires des formations initiales dans le transfert des compétences acquises - organisation, suivi et soutien d'activités de "peer-learning" favorisant le partage entre chercheurs d'emploi et entre conseillers en insertion socio-professionnels;
 - 3) Monitoring continu des actions : suivi, évaluation et ajustements permanents des actions des axes 1 et 2 afin d'assurer la qualité, la pertinence et la progression du dispositif d'essaimage.
- Considérant qu'un subside de 50.000 € est octroyé par Actiris, prévoyant un montant de 15.000€ pour couvrir la prestation de Natali Martin Perez pour un 1/6ème temps en tant que porteur et coordinateur de projet; Décide :

d'approuver l'avenant à la convention de partenariat – Projet Thématique Inter Maisons de l'Emploi « IA NAVIGATE » entre la commune d'Uccle et Actiris .

Addendum bij de partnerschapsovereenkomst tussen de Gemeente Ukkel en Actiris Thematisch project tussen Jobhuizen "IA NAVIGATE" .

De raad,

Aangezien er een project tussen jobhuizen "IA NAVIGATE – Explorer l'IA et les métiers du futur" door Actiris gesubsidieerd werd ten belope van € 140.000 en met succes uitgevoerd werd in 2024 en 2025 (zie overeenkomst 2024-2025 en activiteitenverslag in de bijlage);

Overwegende dat een verlenging van dit project in 2026 wenselijk geacht werd door de partners van het project, meer bepaald de Werk Centrale de l'Emploi 1000 Brussel, de Mission Locale van Sint-Jans-Molenbeek, de gemeentes Elsene, Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het kandidatuurdossier aanvaard werd door Actiris (zie kandidatuurdossier, brief en mail in de bijlage);

Overwegende dat dit project in 2026 uitgevoerd wordt, in samenwerking met de voornoemde partners;

Overwegende dat dit project steunt op de volgende 3 pijlers:

1) Organisatie en uitrol van opleidingsworkshops "IA en zoektocht naar werk": invoering en begeleiding van workshops voor de opleiders, adviseurs socioprofessionele inschakeling en werkzoekenden in alle organismen van socioprofessionele inschakeling van het Brussels gewest, waaronder diegene in Ukkel;

2) Op touw zetten van een verspreidingsdynamiek van de competenties: begeleiding van de begunstigden van de initiële opleidingen in de overdracht van de verworven competenties organisatie, opvolging en ondersteuning van activiteiten van "peer learning", die het delen tussen werkzoekenden en tussen adviseurs socioprofessionele inschakeling bevorderen;

3) Permanente monitoring van de acties: opvolging, evaluatie en permanente aanpassingen van de acties van pijler 1 en 2 om de kwaliteit, de relevantie en de progressie van de verspreidingsvoorziening te verzekeren;

Overwegende dat er een subsidie van € 50.000 toegekend wordt door Actiris, die voorziet in een bedrag van € 15.000 om de prestaties van Natali Martin Perez voor 1/6 te dekken als drager en coördinator van het project; Beslist:

Het bijvoegsel bij de partnerschapsovereenkomst - thematisch project tussen jobhuizen "IA NAVIGATE" tussen de gemeente Ukkel en Actiris goed te keuren.

19 Partenariat entre l'asbl backstage et la Maison de quartier du Homborch pour l'accueil de groupes de cosearchers (groupe d'entraide de chercheurs et chercheuses d'emploi).

Le Conseil,

Considérant que, depuis 2019, le Service Emploi de la Commune d'Uccle encourage la participation des chercheurs d'emploi domiciliés à Uccle au dispositif de cosearching, lequel vise la formation de ces derniers aux outils de l'intelligence collective en vue de la constitution de groupes d'entraide autonomes de chercheurs d'emploi;

Considérant que, depuis cette année 2026, l'asbl Backstage, qui organise le cosearching en région bruxelloise, ne bénéficie plus d'un subside octroyé par Actiris pour l'occupation d'un local au sein du bâtiment « BeCentral », situé à la Gare Centrale, ni pour l'organisation de nouveaux groupes d'entraide de chercheurs d'emploi ;

Considérant que, dans l'attente de l'identification de nouvelles sources de financement, l'asbl Backstage est à la recherche d'une dizaine de locaux répartis sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale pour accueillir les groupes de cosearchers existants;

Considérant que le Service Emploi de la Commune d'Uccle estime pertinent l'accueil de groupes de cosearchers sur le territoire communal, en vue de contribuer à une couverture équilibrée du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la Maison de Quartier du Homborch dispose d'un local approprié permettant l'accueil d'un groupe de *cosearchers* à raison d'une matinée par semaine ;

Considérant que l'asbl Backstage met en place une application destinée à la réservation des espaces et des créneaux horaires par les cosearchers, et que deux agents du Service Emploi seront formés à l'utilisation de cet outil ;

Considérant que le Service Emploi entend saisir cette opportunité afin d'organiser, aux mêmes horaires que l'occupation du local par les cosearchers, une permanence à destination des habitants du quartier, visant à proposer un accompagnement individuel et/ou des ateliers thématiques (notamment relatifs à la rédaction de CV, à la simulation d'entretiens d'embauche, etc.) ;

Considérant qu'en collaboration avec l'asbl Backstage, le groupe de cosearchers pourra être ponctuellement ouvert à des chercheurs d'emploi du quartier, afin de leur permettre de bénéficier des ressources et de la dynamique collective du dispositif ;

Considérant que l'asbl Backstage proposera également à des chercheurs d'emploi du quartier la participation à des activités organisées à l'échelle de la Région de Bruxelles-Capitale et habituellement réservées aux cosearchers, notamment des ateliers de simulation d'entretiens avec des professionnels des ressources humaines, des ateliers consacrés à l'intelligence artificielle et à la recherche d'emploi, et autres activités similaires ;

Vu la convention valable jusqu'au 31 décembre 2026 annexée à la présente décision;

Vu qu'une évaluation sera réalisée dans un délai de six mois à compter du début du partenariat, afin d'analyser l'impact de celui-ci sur les activités de la Maison de Quartier du Homborch; Décide : d'approuver la convention relative à l'accueil de groupes de cosearchers au sein de la Maison de Quartier du Homborch et au partenariat établi avec l'asbl Backstage.

Samenwerking tussen de vzw Backstage en het buurthuis Homborch voor de terbeschikkingstelling van een locatie aan cosearchers (werkzoekenden georganiseerd in een groep van wederzijdse hulp).

De Raad,

Overwegende dat de dienst Tewerkstelling van de gemeente Ukkel sinds 2019 de deelname aanmoedigt van in Ukkel gedomicilieerde werkzoekenden aan het cosearchingprogramma dat tot doel heeft hen op te leiden in de instrumenten van collectieve intelligentie met het oog op de oprichting van onafhankelijke zelfhulpgroepen van werkzoekenden;

Overwegende dat vzw Backstage, die in het Brusselse Gewest cosearching organiseert, sinds dit 2026 niet langer een door Actiris toegekende subsidie ontvangt voor de bezetting van een lokaal in het gebouw "BeCentral", gelegen aan het Centraal Station, noch voor het organiseren van nieuwe zelfhulpgroepen van werkzoekenden;

Overwegende dat, in afwachting van de identificatie van nieuwe financieringsbronnen, vzw Backstage op zoek is naar een tiental lokalen verspreid over het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om bestaande cosearchersgroepen in onder te brengen;

Overwegende dat de dienst Tewerkstelling van de gemeente Ukkel het opportuun acht om cosearchersgroepen te ontvangen op het gemeentelijk grondgebied om bij te dragen tot een evenwichtige dekking van het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het buurthuis van Homborch een geschikte ruimte heeft om een cosearchersgroep één ochtend per week te ontvangen;

Overwegende dat vzw Backstage een applicatie aan het opzetten is voor cosearchers om ruimtes en tijdvensters te reserveren en dat twee leden van de dienst Tewerkstelling zullen worden opgeleid om dit instrument te gebruiken;

Overwegende dat de dienst Tewerkstelling van plan is deze gelegenheid aan te grijpen om tijdens de periode dat cosearchers in het gebouw aanwezig zijn, een permanentie voor buurtbewoners te organiseren waar individuele ondersteuning, thematische workshops (waaronder het schrijven van cv's, gesimuleerde sollicitatiegesprekken ...) en zelfs thematische infosessies (studentenjobs ...) worden aangeboden;

Overwogen om, in samenwerking met vzw Backstage, de cosearchersgroep van tijd tot tijd open te stellen voor werkzoekenden uit de buurt zodat zij kunnen profiteren van de middelen en de collectieve dynamiek van het programma;

Overwegende dat vzw Backstage ook werkzoekenden uit de buurt de kans zal bieden om deel te nemen aan activiteiten die op het niveau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden georganiseerd en die gewoonlijk voorbehouden zijn voor cosearchers, in het bijzonder workshops die sollicitatiegesprekken met HR-professionals simuleren, workshops over artificiële intelligentie en het zoeken naar werk, en andere soortgelijke activiteiten;

Gelet op de overeenkomst, geldig tot 31 december 2026, toegevoegd aan deze beslissing;

Overwegende dat er binnen zes maanden na de start van het partnerschap een evaluatie zal worden uitgevoerd om de impact ervan op de activiteiten van het buurthuis van Homborch te analyseren; Beslist: zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst met betrekking tot het onthaal van cosearchersgroepen in het buurthuis van Homborch en het partnerschap met vzw Backstage.

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

20 CPAS - Budget 2026 - Approbation.

Le Conseil,

Vu les articles 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 et 112 bis de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;

Attendu que l'insuffisance des ressources du Centre public d'action sociale pour 2026 s'élève à 24.474.542,15 €;

Attendu que cette insuffisance sera couverte par une intervention directe de la Commune de 24.474.542,15 € (art.0020/48600/01);

Attendu qu'un subside exceptionnel de 4.000.000,00 € est accordé pour l'exercice 2026 (art.0020/48600/02);

Attendu que le projet de budget du C.P.A.S. a été soumis à la concertation le 23 janvier 2026 conformément aux articles 26 et 26 bis de la loi organique du C.P.A.S.;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 11 février 2026 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2026 :

- Recettes d'exploitation 91.840.532,58 €

- Dépenses d'exploitation 91.623.425,25 €

- Recettes d'investissement 25.553.336,12 €

- Dépenses d'investissement 25.770.440,45 €;

Décide d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale du 11 février 2026 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2026.

OCMW - Begroting 2026 - Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de artikels 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 en 112 bis der organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s;

Overwegende dat de ontoereikendheid van de middelen van het O.C.M.W. voor 2026 24.474.542,15 € bedraagt;

Overwegende dat deze ontoereikendheid zal gedekt worden door een rechtstreekse tussenkomst van de Gemeente van 24.474.542,15 € (art. 0020/48600/01);

Aangezien er een uitzonderlijke subsidie van € 4.000.000,00 toegekend wordt voor het dienstjaar 2026 (art. 0020/48600/02);

Overwegende dat het ontwerp van begroting van het O.C.M.W. door het overlegcomité op 23 januari 2026 werd besproken in overeenstemming met artikels 26 en 26 bis van het organieke wet op de O.C.M.W.'s;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijke welzijn van 11 februari 2026 waarbij de begroting van de O.C.M.W. wordt vastgesteld :

- Exploitatieontvangsten 91.840.532,58 €
- Exploitatieuitgaven 91.623.425,25 €
- Investeringsontvangsten 25.553.336,12 €
- Investeringsuitgaven 25.770.440,45 €

Beslist de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 11 februari 2026 betreffende de vaststelling van de begroting van het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2026, goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

21 Plaine de jeux - Modification du Règlement d'ordre intérieur et des projets pédagogiques.

Le Conseil,

Attendu que l'agrément octroyé à la plaine de jeux était valable pour une durée de 3 ans à partir du 1er juillet 2023;

Qu'il convient par conséquent de renouveler la demande d'agrément auprès de l'ONE,

Que par ailleurs, ceux-ci ont été adaptés suite aux dernières modifications tarifaires et aux demandes de précisions de l'ONE,

Décide :

d'approuver le règlement d'ordre intérieur et les projets pédagogiques de la plaine de jeux ainsi modifiés.

La présente délibération, accompagnée du ROI et des projets pédagogiques, seront transmis à l'ONE pour accord lors de la demande de renouvellement de l'agrément.

Speelplein - Wijziging van het huishoudelijk reglement en de pedagogische projecten.

De Raad,

Overwegende dat de aan het speelplein verleende erkenning geldig was voor een periode van 3 jaar vanaf 1 juli 2023;

Overwegende dat het aldus noodzakelijk is de aanvraag tot erkenning bij de ONE te verlengen;

Overwegende dat deze bovendien zijn aangepast ingevolge de laatste tariefwijzigingen en verzoeken om verduidelijking van de ONE,

Beslist :

zijn goedkeuring te verlenen aan het huishoudelijk reglement en de pedagogische projecten van het speelplein zoals gewijzigd.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Taxes - Belastingen

22 **Règlement-taxe sur les surfaces de bureaux – Renouvellement et adaptations - modifications.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant que les propriétaires de surface de bureaux tirent un bénéfice direct ou indirect de l'occupation de ces dernières, à travers la perception de loyers ou de l'exploitation pour leur propre compte ;

Qu'en outre et afin d'éviter que des surfaces subdivisées en espaces de travail cloisonnés et dont la surface individuelle est le plus souvent inférieure à 75 m², n'échappent à la taxe, il paraît opportun d'enrôler les propriétaires ou, en cas de démembrement du droit de propriété, les titulaires de droits réels d'usage sur les surfaces de bureaux établies sur le territoire de la commune d'Uccle, plutôt que les occupants de celles-ci ;

Considérant qu'afin de favoriser la relance économique et l'implantation de petits bureaux sur le territoire de la Commune d'Uccle, il convient d'appliquer une exonération sur les premiers 75 m² de surfaces de bureaux ;

Considérant que l'exonération établie au profit des surfaces utilisées par les institutions publiques, des surfaces utilisées par les cultes et maisons de laïcité, par des établissements d'enseignement organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux, par les établissements de soins, centres médicaux et maisons médicales organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux, ainsi que celles utilisées par des organismes s'occupant, sans but de lucre, d'œuvres de bienfaisance, d'activités d'aide sociale ou encore d'activités culturelles ou sportives, pour autant que ces organismes soient agréés ou subventionnés par les pouvoirs publics, se justifie au motif que ces structures ne poursuivent pas de but de lucre ;

Considérant que le règlement-taxe sur les surfaces de bureaux, a été délibéré par le Conseil communal du 18 décembre 2025 et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2026 ;

Considérant qu'il convient d'adapter le présent règlement sur quelques points, de façon à assurer davantage de cohérence et de clarté, toutefois sans modifier ni le taux, ni la catégorie de redevables, ni les exonérations ;

Que les modifications proposées portent essentiellement sur une définition plus précise des surfaces de bureaux (Article 2), le mode de calcul de la taxe (Article 6 en lien avec l'Article 11) et les modalités pratiques de la déclaration (Article 7) ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler et d'adapter ce règlement-taxe, avec ses modifications, comme suit :

REGLEMENT

Article 1^{er} : ASSIETTE DE LA TAXE

A partir du 1^{er} janvier 2026 et pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une taxe annuelle est établie sur les surfaces de bureaux telles que définies à l'article 2 ci-après et installés sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Article 2 : DEFINITIONS

Au sens du présent règlement, l'on entend par

1. « bureau » : un lieu à usage professionnel, autre qu'un établissement de commerce ou d'artisanat, où est situé le siège social ou une unité d'établissement de l'entreprise, personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, et où sont accomplis, dans un but de lucre ou non, des actes ou travaux liés au traitement de l'information, tels qu'activités de gestion, d'administration, de direction, d'études, de conception et de réalisation de projets, de modèles ou de plans, activités qui peuvent comprendre, à titre accessoire et complémentaire, des opérations commerciales telles que la vente de biens et services ;
2. « surface de bureaux » : tout espace de travail, qu'il soit situé dans un immeuble d'habitation ou non, occupé ou non au cours de l'année de taxation, doté d'un équipement et/ou d'un mobilier adaptés aux activités décrites en 1. ci-dessus. Les annexes éventuelles, comme, à titre d'exemples, des locaux techniques, de rangement et d'archivage de dossiers, vestiaires, cuisine et sanitaires pour le personnel, sont inclus dans cette notion ;
3. « information » : un ensemble de données écrites, sonores ou visuelles, contenues, mémorisées et stockées ou archivées sur n'importe quel support physique ou numérique, le cas échéant, dans des échantillons ou prototypes ;
4. « surface brute de plancher hors sol » : la somme des surfaces de tous les planchers d'un bâtiment de bureaux ou d'une partie d'immeuble utilisée comme bureaux, à l'exclusion des sous-sols. Elle est mesurée au nu extérieur des murs de façade, sans tenir compte de leur interruption par les dégagements, cloisons ou murs porteurs intérieurs, et englobe l'ensemble des espaces utilisables.

Article 3 : REDEVABLES – CO-DEBITEURS

§ 1^{er}. La taxe est due, pour l'année entière, par le(s) propriétaire(s), personne(s) physique(s) ou morale(s) d'un bien immobilier répondant aux définitions de l'article 2.

En cas de démembrement du droit de propriété, la taxe est due par l'usufruitier, l'emphytéote ou le superficiaire.

Lorsqu'il s'agit d'un immeuble appartenant en indivision à plusieurs personnes ou lorsque plusieurs personnes sont titulaires d'un des droits énoncés à l'article 1^{er} ou 2, ces dernières sont solidairement et indivisiblement responsables du paiement de la taxe.

§ 2. Si le(s) redevable(s) est(sont) en défaut de paiement, après qu'une sommation lui(leur) aura été notifiée, les personnes suivantes sont tenues au paiement de la taxe, en tant que co-débiteurs : le nu-propriétaire, le tréfoncier et le bailleur s'il est distinct des titulaires de droit réels énumérés ci-avant.

Article 4 : EXONERATIONS

Sont exonérés en totalité de la taxe :

- les premiers 75 m²;
- les surfaces utilisées par des personnes de droit public ne poursuivant aucun but de lucre ;
- les surfaces utilisées par les cultes et maisons de laïcité reconnus par les pouvoirs publics
- les surfaces utilisées par les établissements d'enseignement organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux ;
- les surfaces utilisées par les établissements de soins, centres médicaux et maisons médicales organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux ;
- les surfaces utilisées par les organismes s'occupant, sans but de lucre, d'œuvres de bienfaisance, d'activités d'aide sociale ou encore d'activités culturelles ou sportives, pour autant que ces organismes soient agréés ou subventionnés par les pouvoirs publics.

Article 5 : EXONERATION PARTIELLE

La taxe n'est pas due si les conditions de la force majeure sont réunies. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, le redevable devra apporter la preuve que l'événement invoqué comme constitutif de force majeure, répond aux caractéristiques suivantes : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement.

Article 6 : MONTANT DE LA TAXE

La taxe est calculée sur la surface brute de plancher hors sol.

Le montant de la taxe est fixé à QUATORZE euros SEPTANTE centimes (14,70 €) par m², pour l'année 2026.

Les montants sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année, au taux de 5 % l'an, comme il est précisé dans le tableau suivant :

Exercice	2026	2027	2028
Taux	14,70 €	15,44 €	16,21 €

Article 7 : DECLARATION

§ 1^{er}. L'administration communale adresse, chaque année, au redevable un formulaire de déclaration, que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complété, daté et signé, dans les 30 jours suivant la date d'envoi de ce formulaire.

Dans les 30 jours de son installation sur le territoire d'Uccle, le propriétaire est tenu de se procurer un formulaire de déclaration, soit en se présentant au guichet de l'administration communale (Service des Taxes) qui lui délivrera alors ce document,

soit en le téléchargeant depuis le site Internet communal, via le lien : www.uccle.be/fr/ma-commune/taxes-redevances-impots/taxes. Le formulaire dûment complété, daté et signé, est retourné, par la poste ou par e-mail, à l'adresse taxe_bureaux@uccle.brussels, dans un délai de 30 jours à compter de sa délivrance.

§ 2. Le redevable ayant introduit une déclaration complète et signée auprès de l'administration, dans les formes et délais prescrits, est enrôlé sur cette base, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

§ 3. Le propriétaire ne peut obtenir de révision ou de restitution pour des modifications non signalées dans les délais.

§ 4. La déclaration ne lie toutefois pas définitivement l'administration communale. Elle ne prive pas celle-ci du pouvoir de procéder à des contrôles et investigations, conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et, le cas échéant, de rectifier le montant de la taxe par la voie d'une taxation d'office, en cas d'absence, de retard, d'insuffisance ou d'inexactitude de la déclaration.

§ 5. Une déclaration tardive ne produit d'effet que pour l'avenir.

Article 8: TAXATION D'OFFICE – MAJORATIONS

§ 1^{er}. L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incorrecte, incomplète, illisible ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe, sur la base des données en possession de l'Administration communale.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlementtaxe, les membres du personnel de l'administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, y compris celle de requérir de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive du taux, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de la majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe.

§ 4. Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours de calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 9 : ETABLISSEMENT DU ROLE

§ 1^{er}. La taxe est perçue par voie de rôle.

§ 2. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 10 : DELAI DE PAIEMENT

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11 : CESSION DU DROIT DE PROPRIETE

§ 1^{er}. En cas de cession de la propriété d'un bien immobilier, la taxe n'est pas due par le nouvel acquéreur ou cessionnaire, pour les six mois qui suivent la date de l'acquisition du bien.

La taxe reste due par le propriétaire vendeur ou cédant du bien, *prorata temporis* depuis le premier janvier de l'exercice de taxation, jusqu'au jour de la vente ou de la cession, tout mois entamé étant dû.

Toutefois, la réduction du montant de la taxe n'est pas automatique et il appartient au redevable qui a vendu le bien soumis à la taxe ou cédé son droit réel sur celui-ci, d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

§ 2. En cas de cession pour cause de décès, les ayants-cause sont solidairement tenus d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

§ 3. En cas d'extinction d'un droit d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie, le plein propriétaire est tenu d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

Article 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PROCEDURE DE RECLAMATION

§ 1^{er}. Conformément à l'article 9, § 1^{er} de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, pour les redevables, et d'un an, pour les codébiteurs, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation.

En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'approuvé par le Conseil communal d'Uccle, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 13 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement renouvelle et adapte le règlement-taxe sur les surfaces de bureaux, délibéré par le Conseil communal, le 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi communale.

Belastingreglement op de kantooroppervlakten - Vernieuwing en aanpassingen – wijzigingen.

De raad,

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelastingen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van onderhavig reglement;

Overwegende dat de onderhavige belasting de gemeente Ukkel de financiële middelen wil verstrekken die nodig zijn voor haar beleid en om het financieel evenwicht te kunnen garanderen;

Overwegende dat de eigenaars van kantooroppervlakten direct of indirect voordeel halen uit het gebruik van deze ruimte door het innen van huurgelden of de exploitatie van de ruimte voor eigen rekening;

Overwegende dat het bovendien, om te voorkomen dat oppervlakten die zijn onderverdeeld in gescheiden werkruimten en waarvan de individuele oppervlakte gewoonlijk minder dan 75 m² bedraagt, aan de belasting ontsnappen, passend lijkt om de eigenaars of, in geval van splitsing van het eigendomsrecht, de houders van reële gebruiksrechten van de kantooroppervlakten die op het grondgebied van de gemeente Ukkel zijn gevestigd, in te kohieren in plaats van de bezetters ervan;

Overwegende dat het, om de economische heropleving en de inplanting van kleine kantoren op het Ukkelse grondgebied aan te moedigen, gepast is vrijstellingsdrempel op de eerste 75 m² kantooroppervlakte te handhaven;

Overwegende dat de vrijstelling ten gunste van oppervlakten die worden gebruikt door openbare instellingen, oppervlakten die worden gebruikt door religieuze genootschappen en wereldlijke huizen, door onderwijsinstellingen die door de overheid worden georganiseerd of gesubsidieerd, door zorginstellingen, medische centra en verpleeghuizen die door de overheid worden georganiseerd of gesubsidieerd alsmede die welke worden gebruikt door organisaties zonder winstoogmerk die liefdadigheids-, sociale, culturele of sportieve activiteiten organiseren, mits deze organisaties door de overheid erkend of gesubsidieerd zijn, gerechtvaardigd is op grond van het feit dat deze structuren geen winstoogmerk hebben;

Overwegende dat het belastingreglement op de kantooroppervlakten beraadslaagd werd door de gemeenteraad op 18 december 2025 en in werking getreden is op 1 januari 2026;

Overwegende dat enkele punten van het onderhavige reglement aangepast moeten worden om meer samenhang en duidelijkheid te verzekeren, zonder echter het tarief, de categorie van belastingplichtigen of de vrijstellingen te wijzigen;

Dat de voorgestelde wijzigingen voornamelijk betrekking hebben op een nauwkeurigere definitie van de kantooroppervlakten (artikel 2), de berekeningswijze van de belasting (artikel 6 in samenhang met artikel 11) en de praktische modaliteiten van de aangifte (artikel 7);

Overwegende dat dit belastingreglement, met zijn wijzigingen, als volgt vernieuwd en aangepast moet worden:

REGLEMENT

Artikel 1: GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Er wordt vanaf 1 januari 2026 tot en met 31 december 2028 een jaarlijkse directe belasting geheven op de kantooroppervlakken zoals gedefinieerd in artikel 2 hierboven en gevestigd op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

Artikel 2: DEFINITIES

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1. "kantoor" : een plaats voor beroepsmatig gebruik die geen handels- of ambachtsvestiging is, of waar de maatschappelijke zetel of een vestigingseenheid van de onderneming, privaat- of publiekrechtelijk natuurlijk of rechtspersoon, is gevestigd en waar, al dan niet met winstoogmerk, handelingen of werkzaamheden op het gebied van informatieverwerking worden verricht, zoals beheer, administratie, directie, studies, ontwerp en productie van projecten, modellen of plannen, activiteiten die in bijkomende en aanvullende orde commerciële transacties kunnen omvatten, zoals de verkoop van goederen en diensten;
2. "kantooroppervlak": elke werkruimte, al dan niet of gelegen in een woongebouw, al dan niet bezet tijdens het aanslagjaar, voorzien van uitrusting en/of meubilair geschikt voor de

activiteiten beschreven in 1. hierboven, evenals eventuele bijgebouwen, zoals technische ruimtes, opslag- en archiefruimtes, garderobes, keuken en sanitair voor het personeel;

3. “informatie”: een verzameling gegevens - geschriften, geluiden of beelden - die zijn bewaard en opgeslagen of gearchiveerd op gelijk welke fysieke of digitale drager, desgevallend in stalen of prototypes;
4. “bruto bovengrondse vloeroppervlakte”: de som van alle vloeroppervlakken van een gebouw dat wordt gebruikt als kantoor, exclusief kelders. Het wordt gemeten aan de naakte buitenkant van de gevelmuren, zonder rekening te houden met hun onderbreking door interne vrije ruimtes, scheidingswanden of dragende muren, en omvat alle bruikbare ruimtes.

Artikel 3: BELASTINGPLICHTIGEN - MEDESCHULDENAREN

§ 1. De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar, door de eigenaar(s), natuurlijke perso(o)n(en) of rechtsperso(o)n(en), van een onroerend goed dat beantwoordt aan de definities van artikel 2.

In geval van splitsing van het eigendomsrecht is de belasting solidair verschuldigd door de vruchtgebruiker, de erfpachter en de opstalhouder.

Indien het een gebouw betreft dat in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere personen of indien meerdere personen houder zijn van een recht zoals vermeld in alinea 1 of 2, zijn deze laatsten op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

§ 2. Als de belastingplichtige(n) in gebreke blijft (blijven) met de betaling, na de kennisgeving van een aanmaning, zijn de volgende personen aansprakelijk voor de betaling van de belasting, als medeschuldenaren: de naakte eigenaar of de opstalgever en de verhuurder als deze te onderscheiden is van de houders van de hiervoor opgesomde zakelijke rechten.

Artikel 4: VRIJSTELLINGEN

Zijn volledig vrijgesteld van de belasting:

- de eerste 75 m²;
- oppervlakten die worden ingenomen door publiekrechtelijke instellingen zonder winstoogmerk;
- oppervlakten die worden gebruikt door religieuze genootschappen en wereldlijke huizen die door de overheid zijn erkend
- de door de overheid georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen;
- oppervlakten die worden gebruikt door zorginstellingen, medische centra en verpleeghuizen die door de overheid worden georganiseerd of gesubsidieerd;
- de oppervlakten gebruikt door instellingen die zich, zonder winstoogmerk, bezighouden met liefdadigheid, sociale hulp- of gezondheidsactiviteiten, culturele of sportieve activiteiten, voor zover deze instellingen door de overheid erkend zijn of gesubsidieerd worden.

Artikel 5: GEDEELTELIJKE VRIJSTELLING

De belasting is niet verschuldigd als aan de voorwaarden van overmacht is voldaan. Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling dient de belastingplichtige te bewijzen dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;

Artikel 6: BEDRAG VAN DE BELASTING

De belasting wordt berekend over het bruto bovengrondse vloeroppervlak.

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op VEERTIEN euro ZEVENTIG cent (€ 14,70) per m², voor het jaar 2026.

Deze bedragen worden geïndexeerd op 1 januari van elk jaar, met 5% per jaar, zoals aangegeven in de onderstaande tabel:

Dienstjaar	2026	2027	2028
Tarieven	€ 14,70	€ 15,44	€ 16,21

Artikel 7: AANGIFTE

§ 1. Het gemeentebestuur stuurt de belastingplichtige een aangifteformulier dat naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend moet worden, terug te sturen binnen de 30 dagen na de verzendingsdatum van het formulier.

Binnen de 30 dagen na zijn vestiging op het grondgebied van Ukkel dient de eigenaar zich een aangifteformulier te verschaffen, ofwel aan het loket van het gemeentebestuur (Belastingdienst), dat hem dit document bezorgt, ofwel door het te downloaden van de gemeentelijke website via <https://www.uccle.be/nl/mijn-gemeente/belastingen-retributies-entaksen/taksen>. Het behoorlijk ingevulde, gedateerde en ondertekende formulier wordt met de post of via mail teruggestuurd naar belastingen.kantoren@ukkel.brussels binnen een termijn van 30 dagen na de afgifte ervan.

§ 2. De belastingplichtige die zijn volledige ondertekende aangifte naar het bestuur heeft gestuurd, in de vorm en binnen de termijn voorzien door dit reglement, wordt ingekohierd overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

§ 3. De eigenaar kan geen revisie of restitutie krijgen voor wijzigingen die niet op tijd zijn doorgegeven.

§ 4. De aangifte is echter niet bindend voor het gemeentebestuur. De aangifte ontnemt het bestuur echter niet de bevoegdheid om controles en onderzoeken uit te voeren, overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en, desgevallend, het bedrag van de belasting te

corrigeren door middel van een ambtshalve inkohiering, in geval van afwezigheid, vertraging, onvolledigheid of onjuistheid van de aangifte.

§ 5. Een laattijdige aangifte heeft alleen gevolgen voor de toekomst.

Artikel 8: AMBTSHALVE INKOHIERING - VERMEERDERINGEN

§ 1. Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen of in geval van een onjuiste, onvolledige, onnauwkeurige, onleesbare of laattijdige aangifte vanwege de belastingplichtige zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de gegevens waarover het gemeentebestuur beschikt.

§ 2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van dit belastingreglement zijn de leden van de administratie, daartoe aangewezen door het college van burgemeester en schepenen, gemachtigd om alle bevoegdheden uit te oefenen die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, met inbegrip van de bevoegdheid om elke persoon die in het bezit is van boeken of documenten die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting, te verzoeken deze zonder verplaatsing voor te leggen.

§ 3. De ambtshalve inkohiering kan leiden tot een progressieve stijging van het tarief volgens de volgende schaal:

- bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de vermeerdering gelijk aan 100 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid.

Het bedrag van deze vermeerdering wordt tegelijk en samen met de belasting ingekohierd.

§ 4. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 9: INKOHIERING

§ 1. De belasting zal via inkohiering geïnd worden.

§ 2. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aanslagbiljet-kohieruittreksel ontvangen.

Artikel 10: BETALINGSTERMIJN

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljetkohieruittreksel betaald worden.

Artikel 11: OVERDRACHT VAN HET EIGENDOMSRECHT

§ 1. in geval van eigendomsoverdracht van een onroerend goed is de belasting niet verschuldigd door de nieuwe koper of overnemer gedurende zes maanden na de datum van verwerving van het onroerend goed.

De belasting blijft verschuldigd door de eigenaar die het eigendom verkoopt of overdraagt, *pro rata temporis* vanaf 1 januari van het aanslagjaar tot de dag van verkoop of overdracht, waarbij elke begonnen maand verschuldigd is.

De vermindering van het belastingbedrag is echter niet automatisch en het is aan de belastingplichtige die het onroerend goed dat onderworpen is aan de belasting heeft verkocht of zijn zakelijk recht erop heeft overgedragen om zo snel mogelijk het bewijs hiervan te leveren aan het gemeentebestuur.

§ 2. In geval van overdracht wegens een overlijden zijn de rechtverkrijgenden solidair gehouden om het gemeentebestuur zo snel mogelijk de volgende zaken mee te delen:

§ 3. Als een recht op vruchtgebruik, erfpacht of opstal vervalst, is de volle eigenaar verplicht om zo snel mogelijk een bewijs hiervan te leveren aan het gemeentebestuur.

Artikel 12: BIJZONDERE BEPALINGEN INZAKE DE BEZWAARPROCEDURE

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden voor de belastingplichtigen, en één jaar voor de medeschuldenaren, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt.

In geval van mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure worden voortgezet en blijft alles wat tijdens de bemiddeling wordt besproken vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, zoals vastgelegd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van dit reglement.

Artikel 13: INWERKINGTREDING

Het onderhavige reglement vernieuwt op 1 januari 2026, het belastingreglement op de kantooroppervlakten, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, en past het aan.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 zodra de formaliteiten voorgeschreven in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet zijn vervuld.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

23 Culture.- Participation de la Commune d'Uccle à la Fête de l'Iris le samedi 9 mai 2026. Convention Fête de l'Iris dans les Communes 2026.

Le Conseil,

Vu la décision favorable du Collège, prise en séance du 14 octobre 2025, relative à la participation de la Commune d'Uccle à la prochaine édition de la Fête de l'Iris organisée par Visit Brussels le samedi 9 mai 2026;

Vu l'accord donné par le Collège, en séance du 14 octobre 2025, pour l'organisation d'activités culturelles et patrimoniales par le service Culture dans le cadre de cet événement;
Considérant que le dossier de présentation du projet par Visit Brussels est annexé au présent rapport;
Considérant qu'une convention doit être signée entre les Communes participantes et Visit Brussels;
Considérant que cette convention, annexée au présent rapport, comprend les modalités de collaboration entre Visit Brussels et la Commune (programmation, financement, engagements respectifs des parties ainsi que les dispositions administratives);
Considérant que la Région octroie aux communes participantes des aides financières allant de 500 € à 4.000 € pour l'organisation de ces activités;
Considérant que le montant de l'aide n'est pas encore connu à ce jour;
Considérant que le thème de la Fête de l'Iris 2026 est « Héritages »;
Considérant que, depuis 2019, le service Culture organise tous les deux ans à la Ferme Rose, un week-end dédié à la rencontre des artisans et à la découverte de leurs métiers et que cette activité s'inscrit parfaitement dans le thème de la Fête de l'Iris 2026;
Considérant que cette activité se tiendra dès lors le samedi 9 mai de 12h à 20h dans le cadre de la Fête de l'Iris et le dimanche 10 mai de 11h à 18h, en partenariat avec la Ferme Rose et l'asbl Communauté Historia;
Considérant qu'une conférence dédiée aux enjeux des métiers de l'artisanat se tiendra le samedi 09 mai de 14h30 à 16h à la Ferme Rose;
Considérant que Visit Brussels a également invité les communes participantes à organiser une exposition en espace public sur le thème « Heritage in Motion »;
Considérant que l'exposition présentera une quinzaine de photographies anciennes et contemporaines d'Uccle afin d'illustrer l'évolution de ses lieux, métiers et traditions qui sera installée sur les grilles du Parc de Wolvendael (av. de Fré) de début mai à fin juin 2026,

Décide :

- d'approuver la convention ci-annexée.

Cultuur.- Deelname van de gemeente Ukkel aan het Irisfeest op zaterdag 9 mei 2026.Overeenkomst voor het Irisfeest in de Gemeenten 2026.

De raad,

Aangezien het college in zitting van 14 oktober 2025 gunstig gereageerd heeft op de vraag van Visit Brussels voor de deelname van de gemeente Ukkel aan de volgende editie van het Irisfeest, die plaatsvindt op zaterdag 9 mei 2026;

Aangezien het college in zitting van 14 oktober 2025 zijn goedkeuring verleend heeft aan de organisatie van culturele en patrimoniale activiteiten door de dienst Cultuur in het kader van dit evenement;

Overwegende dat het voorstellingsdossier van het project door Visit Brussels bij het verslag gevoegd zijn;

Overwegende dat er een overeenkomst ondertekend moet worden met Visit Brussels;

Overwegende dat deze overeenkomst, in de bijlage bij dit verslag, de samenwerkingsmodaliteiten tussen Visit Brussels en de gemeente (programma, financiering, respectieve verbintenissen van de partijen) en de administratieve bepalingen bevat;

Overwegende dat het gewest aan de deelnemende gemeentes bijstand van € 500 tot € 4.000 toekent voor de organisatie van deze activiteiten;

Overwegende dat het thema van het Irisfeest 2026 "Erfgoed" is;

Overwegende dat de dienst Cultuur sinds 2019 om de twee jaar een weekend organiseert gewijd aan de ontmoeting met ambachtslieden en de ontdekking van hun beroepen en dat deze activiteit perfect past in het thema van het Irisfeest 2026;

Overwegende dat deze activiteit bijgevolg plaatsvindt op zaterdag 9 mei, van 12 tot 20 uur in het kader van het Irisfeest en op zondag 10 mei, van 11 tot 18 uur in het Hof ten Hove, in samenwerking met vzw Communauté Historia;

Overwegende dat op zaterdag 9 mei van 14.30 tot 16.00 uur in het Hof ten Hove een conferentie zal plaatsvinden die gewijd is aan de uitdagingen van de ambachtelijke beroepen;

Overwegende dat Visit Brussels aan de deelnemende gemeentes ook vraagt om een tentoonstelling in de openbare ruimte te organiseren over het thema "Erfgoed in beweging";

Overwegende dat de tentoonstelling oude en hedendaagse foto's van Ukkel toont om de evolutie van zijn locaties, beroepen en tradities te illustreren en dat deze tentoonstelling van begin mei tot eind juni 2026 te bezichtigen is op de hekken aan de ingang van het Wolvendaelpark;

Beslist:

- De overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Archives - Archief

24 Prêt d'une œuvre de Marthe Velle pour exposition au Pôle muséal de la Ville de Mons

Le Conseil,

Vu la demande du 05 décembre 2025 du Pôle muséal de la Ville de Mons de pouvoir emprunter à des fins d'exposition l'œuvre « Peinture cire et métal » de Marthe Velle, issue de nos collections (inv. 572);

Vu que cette demande s'inscrit dans le cadre de l'exposition « Nuances de rouges » organisée le musée des Beaux-Arts de Mons et dont le commissariat est assuré par Monsieur Paul Aron avec l'aide d'un comité scientifique principalement issu de l'Université Libre de Bruxelles;

Considérant que cette exposition se déroulera du 11 avril au 16 août 2026, dans les locaux du Musée des Beaux-Arts de Mons, rue Neuve 8 à 7000 Mons;

Considérant que Marthe Velle est une ancienne habitante de la commune d'Uccle et l'une des membres d'Uccle Centre d'Art;

Considérant que l'œuvre « Peinture cire et métal », a été acquise afin d'intégrer les collections de l'administration communale d'Uccle après proposition de la Commission d'Achat d'œuvres d'art et sur décision du Collège du 16 janvier 1973;

Considérant que la monstration de cette œuvre dans l'exposition organisée par Pôle muséal de la Ville de Mons contribue à la valorisation et au rayonnement des collections artistiques et patrimoniales de la Commune d'Uccle;

Considérant l'avis du service juridique, estimant que les droits d'auteurs patrimoniaux ne sont pas éteints pour cette œuvre;

Considérant que Pôle muséal de la Ville de Mons s'est engagé dans la clarification des droits d'auteurs par la recherche des ayant-droits;

Attendu que le Pôle muséal de la Ville de Mons dispose dans le cadre de « Nuances de rouges » d'une police d'assurance couvrant les éventuels dommages occasionnés aux œuvres exposées ou empruntées;

Vu que le service juridique a rédigé une convention spécifique pour le prêt de l'œuvre « Peinture cire et métal » au Pôle muséal de la Ville de Mons dans le cadre de cette exposition.

Vu la fiche technique, reprenant les informations signalétiques, d'emballage, d'exposition et de reproduction de l'œuvre, annexée à cette convention.

Décide : d'autoriser le prêt de l'œuvre « Peinture cire et métal » de Marthe Velle au Pôle muséal de la Ville de Mons et d'approuver la convention et la fiche technique s'y rapportant ci-annexées

Bruikleen voor tentoonstelling van een kunstwerk van Marthe Velle aan de Museum Hub van de Stad Bergen

De Raad,

Gelet op het verzoek van 05 décembre 2025 van de Museum Hub van de Stad Bergen om, uit onze collecties, het werk « Schilderij van was en metaal » van Marthe Velle (inv. 572) te mogen lenen voor tentoonstellingsdoeleinden;

Gezien het feit dat dit verzoek past in het kader van de tentoonstelling « Nuances de rouges » in het Bergense Museum voor Schone Kunsten, gecureerd door de heer Paul Aron en een wetenschappelijk commissie grotendeels afkomstig van de Université Libre de Bruxelles;

Gezien dat deze tentoonstelling zal plaatsvinden van 11 april tot 16 augustus 2026 in het Bergense Museum voor Schone Kunsten, rue Neuve 8 te 7000 Bergen;

Overwegende dat Marthe Velle een voormalig inwoner van de gemeente Ukkel is en één van de leden van Uccle Centre d'Art;

Overwegende dat het werk « Schilderij van was en metaal », werd aangekocht om deel uit te maken van de collecties van de gemeente Ukkel op voorstel van de Aankoopcommissie voor Kunstwerken, na besluit van het College van 16 januari 1973;

Overwegende dat de tentoonstelling van dit werk door de Museum Hub van de Stad Bergen bijdraagt tot de promotie en de uitstraling van de artistieke en erfgoedcollecties van de gemeente Ukkel;

Overwegende het advies van de Juridische dienst, die van mening is dat de vermogensrechten niet zijn vervallen voor dit werk;

Overwegende dat de Museum Hub van de Stad Bergen zich inzet om auteursrechten op te helderen door te zoeken naar de rechtmatige eigenaren;

Overwegende dat de Museum Hub van de Stad Bergen in het kader van de tentoonstelling « Nuances de rouges » over een verzekeringspolis beschikt die eventuele schade aan de tentoongestelde of uitgeleende werken dekt;

Overwegende dat de juridische dienst een specifieke overeenkomst heeft opgesteld voor de bruikleen van het werk « Schilderij van was en metaal » van aan de Museum Hub van de Stad Bergen in het kader van deze tentoonstelling.

Gezien het technische gegevensblad met de identificatiegegevens en inlichtingen betreffende verpakking, tentoonstelling en reproductie van het werk, dat bij deze overeenkomst is gevoegd.

Besluit :

de bruikleen van het werk « Schilderij van was en metaal » van Marthe Velle aan de Museum Hub van de Stad Bergen toe te staan en de bijgevoegde overeenkomst en technische gegevensblad goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture NL - NL Cultuur

25 Lokaal Cultuurbeleid.- Approbation du plan local culturel néerlandophone 2026-2031 de la commune d'Uccle, convention entre la commune et la Vlaamse Gemeenschapscommissie et note d'accord entre la commune et GC Het Huys.

Le Conseil,

Vu le Décret supralocal sur la culture du 8 mars 2024, qui fixe pour les communes bruxelloises les conditions d'octroi des subsides destinés à la politique culturelle locale (lokaal cultuurbeleid) et à la bibliothèque publique communale (gemeentelijke openbare bibliotheek);

Considérant que la commune d'Uccle satisfait depuis 2013 à toutes les conditions pour bénéficier de ces subsides;

Considérant que l'introduction d'un plan de politique culturelle (Cultuurbeleidsplan) constitue une condition absolue pour l'obtention d'un subside annuel de projet de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) et d'un subside annuel de personnel de la Vlaamse Gemeenschap (VG) pour le coordinateur de la politique culturelle (Cultuurbeleidscoördinator) et la Gemeentelijke openbare bibliotheek;

Considérant que le Cultuurbeleidsplan fixe les priorités de la politique culturelle néerlandophone de la commune pour les six prochaines années;

Considérant que le Cultuurbeleidsplan, édicté par la commune, est commun à la Gemeentelijke openbare bibliotheek et à GC Het Huys, et que les grandes priorités découlent de besoins identifiés localement;

Considérant que les partenaires et organisations culturelles actives sur le territoire ont été impliqués afin de recueillir des indicateurs auprès du public;

Considérant que le Cultuurbeleidsplan s'articule autour de quatre objectifs stratégiques :

- maisons ouvertes,
- collaboration et co-création,
- travail de quartier,
- la place du néerlandais ;

Considérant que ces objectifs sont subdivisés en objectifs opérationnels et actions pour les trois prochaines années, à savoir 2026, 2027 et 2028;

Considérant que la collaboration au sein du Lokaal cultuurbeleid se construit dans une concertation permanente entre les services communaux, à savoir le service de la culture, la Gemeentelijke openbare bibliotheek, l'école élargie (Brede school) et les partenaires culturels (GC Het Huys, Lokaal

Dienstencentrum Lotus et Jeugdhuis 't Uilekot);

Considérant que ce plan intégré de politique culturelle fait également office de plan de politique de la bibliothèque (het bibliotheekbeleidsplan);

Considérant que ce plan sera soumis pour approbation le 11 mars 2026 à la commission consultative de la culture, l'organe de gestion de la bibliothèque publique communale et au conseil d'administration du GC Het Huys;

Considérant que les annexes du Cultuurbeleidsplan sont basées sur les chiffres des années précédentes et contiennent dès lors des estimations pour les années à venir et non un engagement ferme;

Considérant que la VGC soutient le développement du Lokaal cultuurbeleid et des bibliothèques néerlandophones au sein des communes bruxelloises;

Considérant que, dans le cadre du plan, une nouvelle convention doit être signée entre la commune d'Uccle et la VGC concernant le Lokaal cultuurbeleid et que la signature de cette convention constitue également une condition pour l'obtention des subsides annuels de la Communauté flamande et de la VGC;

Considérant qu'une note d'accord entre la commune d'Uccle et le GC Het Huys relative à l'utilisation des infrastructures du GC Het Huys et de la Gemeentelijke openbare bibliotheek dans le cadre du Lokaal cultuurbeleid constitue une condition pour l'obtention des subsides annuels de la Communauté flamande et de la VGC;

Considérant les documents à approuver et leurs annexes, à savoir :

- Plan de Politique Culturelle Locale Uccle 2026 – 2031;
- Annexe : Sjabloon inhoudelijke aanvraag;

- Annexe : Sjabloon personeelsplanning bibliotheek;
- Annexe : Sjabloon personeelsplanning cultuurdienst;
- Annexe : Raming financiële, materiële en andere ondersteuning 2027 & 2028;
- La convention relative au Lokaal cultuurbeleid;
- Le note d'accord entre la Commune d'Uccle et GC Het Huys,

Décide :

- de marquer son accord sur le nouveau Plan intégré de la politique culturelle locale d'Uccle 2026–2031, y compris les annexes;
- de marquer son accord sur la Convention entre la commune d'Uccle et la Vlaamse Gemeenschapscommissie relative au Lokaal cultuurbeleid, y compris les annexes;
- de marquer son accord sur la note d'accord entre la Commune d'Uccle et GC Het Huys.

Lokaal Cultuurbeleid.- Goedkeuring van het Lokaal Cultuurbeleidsplan van Gemeente Ukkel voor de periode 2026-2031, Overeenkomst Vlaamse Gemeenschapscommissie en Afsprakennota GC Het Huys.

De Raad,

Overwegende het Bovenlokaalcultuurdecreet van 8 maart 2024, dat voor de Brusselse gemeenten de voorwaarden vastlegt voor de toekenning van subsidies bestemd voor het lokaal cultuurbeleid en de gemeentelijke openbare bibliotheek;

Overwegende dat de gemeente Ukkel sinds 2013 aan alle voorwaarden voldoet om deze subsidies te genieten;

Overwegende dat het indienen van een lokaal cultuurbeleidsplan een absolute voorwaarde is voor het verkrijgen van een jaarlijkse projectsubsidie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en een jaarlijkse personeelssubsidie van de Vlaamse Gemeenschap (VG) voor de cultuurbeleidscoördinator en de gemeentelijke openbare bibliotheek;

Overwegende dat dit cultuurbeleidsplan de prioriteiten voor het Nederlandstalig cultuurbeleid van de gemeente voor de komende zes jaar vastlegt;

Overwegende dat dit cultuurbeleidsplan, opgesteld door de gemeente, gemeenschappelijk is voor de gemeentelijke openbare bibliotheek en GC Het Huys, en dat de grote prioriteiten voortkomen uit lokaal vastgestelde noden;

Overwegende dat partners en culturele organisaties die actief zijn op het grondgebied, betrokken werden om indicatoren bij het publiek te verzamelen;

Overwegende dat dit cultuurbeleidsplan is opgebouwd rond vier strategische doelstellingen:

- open huizen,
- samenwerking en co-creatie,
- wijkwerking,
- een plek voor het Nederlands,

en dat deze onderverdeeld zijn in operationele doelstellingen en acties voor de komende drie jaren, namelijk 2026, 2027 en 2028;

Overwegende dat de samenwerking binnen het lokaal cultuurbeleid wordt verdergezet, met blijvende afstemming tussen de gemeentelijke diensten, Cultuur, gemeentelijke openbare bibliotheek en brede school, en culturele partners (GC Het Huys, Lokaal Dienstencentrum Lotus en Jeugdhuis 't Uilekot);

Overwegende dat dit geïntegreerde cultuurbeleidsplan eveneens dienstdoet als bibliotheekbeleidsplan;

Overwegende dat dit plan op 11 maart 2026 ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de adviescommissie cultuur, de beheersraad van de gemeentelijke openbare bibliotheek en het bestuursorgaan van GC Het Huys;

Overwegende dat de bijlagen bij het cultuurbeleidsplan gebaseerd zijn op cijfers van de voorbije jaren en daarom ramingen bevatten;

Overwegende dat de VGC de uitbouw van het lokaal cultuurbeleid en de Nederlandstalige bibliotheken binnen de Brusselse gemeenten ondersteunt in het kader van dit plan;

Overwegende dat er een nieuw convenant moet worden goedgekeurd tussen de gemeente Ukkel en de VGC betreffende het lokaal cultuurbeleid;

Overwegende dat deze overeenkomst de formele samenwerkingsverbanden bundelt tussen de gemeente Ukkel en de VGC op vlak van cultuur: het lokaal cultuurbeleid en de gemeentelijke openbare bibliotheek;

Overwegende dat een infrastructuurnota tussen de gemeente Ukkel en GC Het Huys betreffende het gebruik van de zalen van GC Het Huys en de gemeentelijke openbare bibliotheek in het kader van het lokaal cultuurbeleid een voorwaarde is voor het verkrijgen van de jaarlijkse subsidies van de VG en de VGC;

Overwegende de door dit rapport goed te keuren documenten en hun bijlagen, namelijk:

- Cultuurbeleidsplan Ukkel 2026 – 2031;
- Bijlage: Sjabloon inhoudelijke aanvraag;
- Bijlage: Sjabloon personeelsplanning bibliotheek;
- Bijlage: Sjabloon personeelsplanning cultuurdienst;
- Bijlage: Raming financiële, materiële en andere ondersteuning 2027 & 2028;
- Overeenkomst betreffende het Lokaal Cultuurbeleid;
- Afsprakennota Gemeente Ukkel en GC Het Huys,

Beslist:

- zijn akkoord te geven voor het nieuwe geïntegreerde Cultuurbeleidsplan Ukkel 2026-2031 met inbegrip van de bijlagen;
- zijn akkoord te geven voor de Overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Vlaamse Gemeenschapscommissie over het lokaal cultuurbeleid met inbegrip van de bijlagen;
- zijn akkoord te geven voor de vernieuwde afsprakennota tussen Gemeente Ukkel en GC Het Huys.

26 Lokaal Cultuurbeleid.- Composition du Adviescommissie Cultuur.

Le Conseil,

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à l'organisation de la concertation et de l'avis en matière de politique culturelle locale;

Vu la Loi du Pacte culturel du 16 juillet 1973, qui oblige toutes les autorités à associer les personnes et les associations à la préparation et à la mise en œuvre de la politique culturelle, afin de garantir une participation démocratique à la politique culturelle;

Attendu que l'Adviescommissie Cultuur rend des avis au Collège sur les sujets ayant trait au lokaal cultuurbeleid, et plus particulièrement sur le rapport d'avancement et le plan d'action annuel ainsi que le Plan de politique culturelle locale;

Attendu que, suite aux élections communales d'octobre 2024, la commission consultative de la culture NL (Adviescommissie Cultuur) de la commune d'Uccle doit être recomposée;

Considérant le nouveau règlement de la commission consultative de la culture et les statuts renouvelés de l'Adviescommissie Cultuur:

-Membres effectifs : Thomas Roukens (GC Het Huys) et un extra représentant de l'organe d'administration du GC Het Huys), Alexandre Geraerds (bibliothèque publique communale), Leo Camerlynck (bibliothèque publique communale), David Vandaele (LDC Lotus), un représentant de Jeugdhuis 't Uilekot, un représentant des Scouts Jan Breydel, Rudy Croon (Académie de Musique et de Parole), Quentin Castel (Jeugdlokalen Ukkel VZW), Jeroen Van Gent (Expert), Ward Daenen (Expert) et Lara Decrae (Experte) ;

-Membres observateurs : l'échevin des affaires néerlandophones, le responsable de GC Het Huys, le bibliothécaire de la gemeentelijke openbare bibliotheek, le responsable de LDC Lotus, l'animateur de la maison de jeunes 't Uilekot, le coordinateur de la politique culturelle de la VGC, le chef du département des affaires culturelles et récréatives, le chef du service culture, le coordinateur école

élargie, le coordinateur des bibliothèques francophones et le coordinateur de la politique culturelle (secrétaire);

Considérant qu'un avis des organes consultatifs compétents pour la gemeentelijke openbare bibliotheek et GC Het Huys constitue une condition pour l'obtention des subsides annuels de la VG et de la VGC;
Considérant le règlement de l'Adviescommissie Cultuur en annexe,

Décide :

-de marquer son accord sur le nouveau règlement de l'Adviescommissie Cultuur, y compris les statutsrenouvelés de ce conseil culturel.

Lokaal Cultuurbeleid.- Samenstelling van de Adviescommissie Cultuur.

De Raad,

Overwegende het decreet van 6 juli 2012 betreffende de organisatie van het overleg en de advisering van het lokaal cultuurbeleid;

Overwegende de Cultuurpactwet van 16 juli 1973, die alle overheden verplicht om mensen en verenigingen te betrekken bij de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid, meer bepaald om een democratische deelname aan het cultuurbeleid te garanderen;

Gelet dat de Cultuurraad advies geeft aan het College van burgemeester en schepenen betreffende alle zaken i.v.m het Lokaal Cultuurbeleid en meer specifiek het Voortgangsrapport, Actieplan en het Cultuurbeleidsplan;

Overwegende dat de Adviescommissie Cultuur (of de Cultuurraad), vervolgens de gemeenteraadsverkiezingen van 2024, opnieuw samengesteld moet worden;

Overwegende het nieuwe reglement van de adviescommissie cultuur, met inbegrip van de vernieuwde statuten van de cultuurraad:

-Effectieve leden: Thomas Roukens (GC Het Huys) en een extra vertegenwoordiger van het bestuursorgaan van GC Het Huys), Alexandre Geraerds (gemeentelijke openbare bibliotheek), Leo Camerlynck (gemeentelijke openbare bibliotheek), David Vandaele (LDC Lotus), een vertegenwoordiger van Jeugdhuis 't Uilekot, een vertegenwoordiger van Scouts Jan Breydel, Rudy Croon (Academie voor Muziek en Woord), Quentin Castel (Jeugdlokalen Ukkel VZW), Jeroen Van Gent (Deskundige), Ward Daenen (Deskundige) en Lara Decrae (Deskundige);

- Waarnemende leden: de schepenen van Nederlandstalige aangelegenheden, de centrumverantwoordelijke van GC Het Huys, de bibliothecaris van de gemeentelijke openbare bibliotheek, de centrumverantwoordelijke van LDC Lotus, de jeugdhuisondersteuner van 't Uilekot, de VGC-cultuurbeleidscoördinator, het departementshoofd culturele en recreatieve zaken, het diensthoofd cultuur, de brede school coördinator, de coördinator van de Franstalige bibliotheken en de cultuurbeleidscoördinator (secretaris);

Overwegende dat een advies van de adviesorganen die bevoegd zijn voor de bibliotheek en het gemeenschapscentrum een voorwaarde is voor het verkrijgen van de jaarlijkse subsidies van de VG en de VGC;

Overwegende het reglement van de Adviescommissie Cultuur in bijlage,

Beslist:

-zijn akkoord te geven voor het nieuwe reglement van de Adviescommissie Cultuur met inbegrip vande vernieuwde statuten van de cultuurraad.

Bredeschool - Bredeschool

27 **Ecole élargie Uccle / Brede school Ukkel - Approbation de l'avenant à la convention "Brede School 2025 -2026" entre la Commune d'Uccle et la Vlaamse Gemeenschapscommissie**

Le Conseil,

Considérant que le Vlaamse Gemeenschapcommissie (VGC) soutient depuis de nombreuses années la mise en place Brede School (École élargie) au sein des communes et des écoles bruxelloises; Considérant que le Conseil communal, en séance du 30 novembre 2024, a marqué son accord pour rejoindre le réseau Brede School Brussel ;

Considérant que l'objectif d'une Brede School est d'offrir aux enfants et aux jeunes, en particulier issus de milieux défavorisés, les meilleures chances de développement en

-créant un réseau dans lequel les acteurs locaux et les partenaires collaborent;

-favorisant un apprentissage global et intégré;

-organisant des activités parascolaires en collaboration avec les écoles et divers partenaires;

Considérant que, dans ce cadre, la Commune d'Uccle a conclu avec le Vlaamse gemeenschapscommissie la convention «Brede School 2024–2025»;

Considérant que cette convention prévoit notamment que la Commune d'Uccle :

-mette en place Brede School pour l'ensemble des écoles néerlandophones de son territoire;

-engage un coordinateur Brede School (1 ETP, de niveau minimum B);

-prévoit un financement structurel pour la mise en œuvre d'actions spécifiques;

-constitue un comité de pilotage local chargé de définir l'orientation stratégique et de présenter un plan d'action annuel;

Considérant que, en contrepartie, le Vlaamse gemeenschapscommissie octroie une subvention destinée à couvrir les frais salariaux et les frais de fonctionnement spécifiques du coordinateur Brede School;

Considérant que la convention est arrivée à échéance le 31 décembre 2025 et que le VGC élabore actuellement un nouveau plan pluriannuel pour la période 2026–2030;

Considérant que, dans l'attente de ce nouveau plan pluriannuel un premier avenant a été signé entre la Commune et la VGC, prévoyant la prolongation de la convention jusqu'au 30 juin 2026, et stipulant que l'octroi des subsides pour la période prolongée reste subordonné aux crédits disponibles et aux approbations budgétaires pour l'exercice 2026;

Considérant que la VGC a fait parvenir un second avenant pour la prolongation de la convention du 1er juillet au 31 décembre 2026 aux mêmes conditions;

Considérant que ce nouvel avenant fait partie intégrante de la convention initiale et que toutes les autres dispositions demeurent pleinement applicables;

Considérant l'avenant joint à la présente délibération,

Décide :

-De marquer son accord sur l'avenant à la convention « Brede School 2024–2025 » entre la Commune d'Uccle et le VGC, prolongeant la durée de ladite convention de six mois jusqu'au 31 décembre 2026.

Brede School Ukkel – Goedkeuring van het addendum bij de overeenkomst “Brede School 2025–2026” tussen de Gemeente Ukkel en de Vlaamse Gemeenschapscommissie

De Raad,

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) sinds vele jaren de uitbouw van Brede School binnen de Brusselse gemeenten en scholen ondersteunt;

Overwegende dat de Gemeenteraad in zitting van 30 november 2024 zijn akkoord heeft gegeven om toe te treden tot het netwerk Brede School Brussel;

Overwegende dat het doel van een Brede School erin bestaat kinderen en jongeren, in het bijzonder uit kansarme milieus, de beste ontwikkelingskansen te bieden door: - het creëren van een netwerk waarin lokale actoren en partners samenwerken;

- het bevorderen van een globale en geïntegreerde leeromgeving;
- het organiseren van buitenschoolse activiteiten in samenwerking met scholen en diverse partners;

Overwegende dat de Gemeente Ukkel in dit kader met de Vlaamse Gemeenschapscommissie de overeenkomst "Brede School 2024–2025" heeft afgesloten;

Overwegende dat deze overeenkomst onder meer bepaalt dat de Gemeente Ukkel:

- een Brede School uitrolt voor alle Nederlandstalige scholen op haar grondgebied;
- een Brede School-coördinator aanwerft (1 VTE, minimum niveau B);
- structurele financiering voorziet voor de uitvoering van specifieke acties;
- een lokaal stuurgroepcomité opricht dat belast is met het bepalen van de strategische oriëntatie en het voorleggen van een jaarlijks actieplan;

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie in ruil hiervoor een subsidie toekent die bedoeld is om de loonkosten en de specifieke werkingskosten van de Brede School-coördinator te dekken;

Overwegende dat de overeenkomst afloopt op 31 december 2025 en dat de VGC momenteel een nieuw meerjarenplan uitwerkt voor de periode 2026–2030;

Overwegende dat, in afwachting van dit nieuwe meerjarenplan, een eerste addendum werd ondertekend tussen de Gemeente en de VGC, waarbij de overeenkomst werd verlengd tot 30 juni 2026, en waarbij werd bepaald dat de toekenning van subsidies voor de verlengde periode afhankelijk blijft van de beschikbare kredieten en de budgettaire goedkeuringen voor het begrotingsjaar 2026;

Overwegende dat de VGC een tweede addendum heeft overgemaakt voor de verlenging van de overeenkomst van 1 juli tot 31 december 2026, onder dezelfde voorwaarden;

Overwegende dat dit nieuwe addendum integraal deel uitmaakt van de oorspronkelijke overeenkomst en dat alle overige bepalingen onverkort van toepassing blijven;

Overwegende dat het addendum als bijlage bij onderhavige beslissing is gevoegd,

Beslist:

- zijn akkoord te geven met het addendum bij de overeenkomst "Brede School 2024–2025" tussen de Gemeente Ukkel en de VGC, waarbij de looptijd van deze overeenkomst met zes maanden wordt verlengd tot 31 december 2026.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

- 28 **Mise à disposition d'un réseau virtuel privé de type MPLS, avec maintien du niveau de services associés existants (MPLS, internet, téléphonie fixe et mobile). - Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1er relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant le cahier des charges N° 2026-023 relatif au marché "Mise à disposition d'un réseau virtuel privé de type MPLS, avec maintien du niveau de services associés existants (MPLS, internet, téléphonie fixe et mobile)" établi par la Centrale de marchés en collaboration avec différents services techniques (Nouvelles Technologies, Informatique pour l'Education et Rénovation et Maintenance) ; Considérant que le marché est prévu pour une durée de deux ans, à compter de la réception provisoire de la solution, en ce compris les livraisons, l'installation, les testings et la mise en service et qu'il pourra être répété maximum deux fois pour une durée d'un an, en application des dispositions de l'article 42, §1er, 2° de la loi du 17 juin 2016 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 714.049,59 € hors TVA ou 864.000,00 €, 21 % TVA comprise pour les 4 ans ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article budgétaire : 139/123-13/53 ;
Sous réserve de l'approbation des budgets ordinaires 2026 et suivants par les instances compétentes.

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2026-023 et le montant estimé du marché "Mise à disposition d'un réseau virtuel privé de type MPLS, avec maintien du niveau de services associés existants (MPLS, internet, téléphonie fixe et mobile)", établis par la Centrale de marchés en collaboration avec différents services techniques (Nouvelles Technologies, Informatique pour l'Education et Rénovation et Maintenance). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 714.049,59 € hors TVA ou 864.000,00 €, 21 % TVA comprise pour les 4 ans;

De passer le marché par la procédure ouverte ;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

**Terbeschikkingstelling van een virtueel privénetwerk van het type MPLS met behoud van het niveau van bestaande verwante diensten (MPLS, internet, vaste en mobiele telefonie).
Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Overwegende bestek 2026-023 met betrekking tot de opdracht "Terbeschikkingstelling van een virtueel privénetwerk van het type MPLS met behoud van het niveau van bestaande verwante diensten (MPLS, internet, vaste en mobiele telefonie)", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met verschillende technische diensten (Nieuwe Technologieën, Informatica voor de Opvoeding en Renovatie en Onderhoud);

Overwegende dat de opdracht gepland is voor een duur van twee jaar, te rekenen vanaf de voorlopige oplevering van de oplossing, inclusief de levering, de installatie, de testing en de indienststelling, en hoogstens twee keer herhaald kan worden voor een duur van een jaar, in toepassing van de bepalingen van artikel 42 §1 2° van de wet van 17 juni 2016;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 714.049,59 excl. btw of € 864.000,00 incl. 21 % btw belooft voor 4 jaar;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat ingeschreven is op begrotingsartikel 139/12313/53;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begroting 2026 en volgende door de bevoegde instanties;

Beslist:

Bestek 2026-023 met betrekking tot de opdracht "Terbeschikkingstelling van een virtueel privénetwerk van het type MPLS met behoud van het niveau van bestaande verwante diensten (MPLS, internet, vaste en mobiele telefonie)", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met verschillende technische diensten (Nieuwe Technologieën, Informatica voor de Opvoeding en Renovatie en Onderhoud), goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. Het geraamd bedrag belooft € 714.049,59 excl. btw of € 864.000,00 inclusief 21 % btw voor vier jaar;

De opdracht te gunnen via openbare procedure;

De aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

29 **Gestion des repas des cantines des écoles communales d'Uccle de 2026 à 2030 - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §1er de la Nouvelle Loi communale.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-084 relatif au marché « Gestion des repas des cantines des écoles communales d'Uccle de 2026 à 2030 » établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Éducation ;

Considérant que ce marché est divisé en un marché de base et trois reconductions, estimés chacun à 1.415.094,34 € hors TVA ou 1.500.000 € TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 5.660.377,36 € hors TVA ou 6.000.000 €, TVA comprise ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 48 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;
Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, articles 721/124-23/40, 722/124-23/40 et 75101/124-23/40, et au budget des exercices suivants ; Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2024-084 et le montant estimé du marché « Gestion des repas des cantines des écoles communales d'Uccle de 2026 à 2030 », établis par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Éducation. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant global estimé s'élève à 5.660.377,36 € hors TVA ou 6.000.000 €, TVA comprise ;

De passer le marché par la procédure ouverte ;

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

D'approuver le contrat de concession domaniale ci-annexé qui sera signé par le soumissionnaire retenu ;

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Beheer van de maaltijden in de schoolkantines van de gemeentelijke scholen van Ukkel van 2026 tot 2030 – Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure – Toepassing

van artikel 234, §1, van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Overwegende het bestek nr. 2024-084 met betrekking tot de opdracht "Beheer van de maaltijden voor de refters van de gemeentescholen van Ukkel van 2026 tot 2030", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Opvoeding;

Overwegende dat deze opdracht opgedeeld is in een basisopdracht en drie verlengingen, elk geraamd op € 1.415.094,34 excl. btw of € 1.500.000 inclusief btw;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 5.660.377,36 excl. btw of € 6.000.000 inclusief btw beloopt;

Overwegende dat de opdracht gesloten wordt voor een duur van 48 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt deze opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op de gewone begroting van het dienstjaar 2026, artikels 721/124-23/40, 722/124-23/40 en 75101/124-23/40, en op de begroting van de volgende dienstjaren;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Het bestek nr. 2024-084 en het geraamd bedrag van de opdracht "Beheer van de maaltijden voor de refters van de gemeentescholen van Ukkel van 2026 tot 2030", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Opvoeding, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals bepaald in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. Het geraamde totaalbedrag beloopt € 5.660.377,36 excl. btw of € 6.000.000 inclusief btw;

De opdracht te gunnen via openbare procedure;

De aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen en te versturen; De domeinconcessieovereenkomst die ondertekend wordt door de weerhouden inschrijver goed te keuren; Deze beraadslaging in twee exemplaren over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

30 **Achat de mobilier complémentaire pour le centre administratif d'Uccle dans le respect technique, esthétique et conceptuel du projet initial 2026-2029 - Approbation des conditions et de l'estimation du marché.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §1er relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° d) iii) (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : protection des droits d'exclusivité) et l'article 43 relatif aux accords-cadres ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant le cahier des charges N° 2026-012 relatif au marché "Accord-cadre relatif à l'achat de mobilier complémentaire pour le Centre Administratif d'Uccle dans le respect technique, esthétique et conceptuel du projet initial 2026-2029" établi par la Centrale de marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 215.780,02 € hors TVA ou 261.093,82 €, 21 % TVA comprise ;

Considérant qu'en date du 3 février 2021, la société BEDIMO SA s'est vu attribuer le marché initial intitulé « Conception d'un projet d'ameublement et d'aménagement du nouveau centre administratif communal », avec pour finalité la conception d'un ensemble harmonieux, cohérent et esthétique, inscrit dans une démarche respectueuse de l'environnement ;

Considérant que le titulaire retenu, BEDIMO SA, avait proposé un mobilier spécifique et harmonieux présentant un design adapté et conforme aux exigences techniques, fonctionnelles et esthétiques fixées par le pouvoir adjudicateur ;

Considérant que, depuis lors, ce mobilier a été déployé dans l'ensemble des services du centre administratif d'Uccle, constituant désormais l'identité visuelle et fonctionnelle des espaces administratifs ;

Considérant que ce marché (accord-cadre) a pris fin le 31 décembre 2025 ;

Considérant que les besoins complémentaires en mobilier nécessitent d'assurer la continuité esthétique, fonctionnelle et technique des aménagements existants ; que le recours à une autre gamme de mobilier risquerait d'entraîner des incompatibilités techniques et des discordances en matière de teintes, de matériaux et de systèmes d'assemblage ;

Considérant, par ailleurs, que la gamme concernée comporte des spécificités protégées et est distribuée à titre exclusif par le fournisseur initial, BEDIMO SA ; qu'une telle situation entraîne une absence de concurrence effective pour des motifs techniques et liés à l'homogénéité de l'équipement ;

Au regard de ces éléments, et conformément à l'article 42, § 1, 1° d) iii) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, autorisant le recours à une procédure négociée sans publication préalable lorsqu'il existe une absence de concurrence pour des raisons techniques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité, il est proposé de consulter, pour ledit marché, le fournisseur BEDIMO SA située rue du Bourgmeister 28 à 1050 Bruxelles ;

En conséquence, le recours à cette solution permet d'assurer la cohérence des aménagements, de maîtriser les coûts inhérents à l'intégration et de préserver la pérennité des investissements déjà réalisés ;

Considérant d'autre part que conformément à l'article 43 §4 de la loi précitée, il est proposé de conclure un accord-cadre avec ce seul opérateur économique ;

Considérant que la date du 17 avril 2026 à 14h00 est proposée comme date limite d'introduction de l'offre ;

Considérant que les dépenses seront engagées à l'article budgétaire 137/741-51/58-20260030 ; Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins ;

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2026-012 du marché « Accord-cadre relatif à l'achat de mobilier complémentaire pour le Centre Administratif d'Uccle dans le respect technique, esthétique et conceptuel du projet initial 2026-2029 », établis par la Centrale de marchés, pour un montant estimé s'élevant à 215.780,02 € hors TVA ou 261.093,82 €, 21 % TVA comprise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;

De consulter l'entreprise BEDIMO SA, en sa qualité de titulaire du marché initial et en application de l'article 42, § 1, 1° d) iii) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, pour la fourniture du mobilier complémentaire visé par le présent accord-cadre ;

Les dépenses seront engagées sur l'article budgétaire 137/741-51/58-20260030 des exercices 2026 à 2030.

Aankoop van aanvullend meubilair voor het Administratief Centrum van Ukkel met respect voor de technische, esthetiek en het ontwerp van het oorspronkelijke project 2026-2029
Goedkeuring van de voorwaarden en van de raming van de opdracht.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 42 §1 1° d) iii) (de opdracht mag slechts aan een ondernemer toevertrouwd worden: bescherming van de exclusiviteitsrechten) en artikel 43 met betrekking tot de raamovereenkomsten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Overwegende bestek 2026-012 met betrekking tot de opdracht "Raamovereenkomst met betrekking tot de aankoop van aanvullend meubilair voor het Administratief Centrum van Ukkel met respect voor de technische, esthetiek en het ontwerp van het oorspronkelijke project 2026-2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale ;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 215.780,02 excl. btw of € 261.093,82 incl. 21 % btw belooft ;

Overwegende dat de firma BEDIMO nv op 3 februari 2021 de oorspronkelijke opdracht genaamd "Ontwerp van een project voor de meubilering en inrichting van het nieuw gemeentelijk administratief centrum" toegewezen kreeg, met als doel het ontwerp van een harmonieus, samenhangend en esthetisch geheel met respect voor het milieu ;

Overwegende dat de gekozen houder, BEDIMO nv, specifiek en harmonieus meubilair voorgesteld had met een design aangepast aan en overeenkomstig de technische, functionele en esthetische eisen die door de aanbestedende overheid bepaald werden ;

Overwegende dat dit meubilair sindsdien uitgerold werd in alle diensten van het Administratief Centrum van Ukkel en voortaan de visuele en functionele identiteit van de administratieve ruimtes vormt ;

Overwegende dat deze opdracht (raamovereenkomst) afgelopen is op 31 december 2025 ;

Overwegende dat de aanvullende behoeften aan meubilair vereisen de esthetische, functionele en technische continuïteit van de bestaande inrichtingen te verzekeren; dat het beroep op een ander meubelgamma zou dreigen te leiden tot technische onverenigbaarheden en een gebrek aan harmonie in de kleuren, materialen en assemblagesystemen ;

Overwegende overigens dat het betrokken gamma beschermde specifieke kenmerken bevat en uitsluitend verdeeld wordt door de oorspronkelijke leverancier, BEDIMO nv; dat een dergelijke situatie leidt tot een gebrek aan daadwerkelijke mededinging om technische motieven en in verband met de homogeniteit van de uitrusting ;

Ten aanzien van deze elementen en overeenkomstig artikel 42 §1 1° d) iii) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, dat het beroep op een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking toestaat wanneer er geen mededinging is om technische redenen of in verband met de bescherming van exclusiviteitsrechten, wordt voorgesteld om voor deze opdracht leverancier BEDIMO nv, gelegen Burgemeestersstraat 28 te 1050 Brussel, te raadplegen ;

Bijgevolg maakt het beroep op deze oplossing het mogelijk de samenhang van de inrichtingen te verzekeren, de kosten eigen aan de integratie te beheersen en de duurzaamheid van de reeds verrichte investeringen in stand te houden ;

Overwegende anderzijds dat er overeenkomstig artikel 43 §4 van de voornoemde wet voorgesteld wordt een raamovereenkomst te sluiten met deze enige ondernemer ;

Overwegende dat 17 april 2026 14 uur voorgesteld wordt als uiterste datum waarop de offerte ingediend moet zijn ;

Overwegende dat de uitgaven vastgelegd worden op begrotingsartikel 137/741-51/58 ; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen ;

Beslist :

Bestek 2026-012 van de opdracht "Raamovereenkomst met betrekking tot de aankoop van aanvullend meubilair voor het Administratief Centrum van Ukkel met respect voor de technische, esthetiek en het ontwerp van het oorspronkelijke project 2026-2029", opgesteld door de Opdrachtencentrale, goed te keuren voor een geraamd bedrag van € 215.780,02 excl. btw of € 261.093,82 incl. 21 % btw. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals bepaald in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

De firma BEDIMO nv te raadplegen in haar hoedanigheid van houder van de oorspronkelijke opdracht en in toepassing van artikel 42 §1 1° d) iii) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten voor de levering van het aanvullend meubilair beoogd door de onderhavige raamovereenkomst ;

De uitgaven worden vastgelegd op begrotingsartikel 137/741-51/58 van dienstjaar 2026 tot 2030.

31 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes : - 23 décembre 2025 : Nouvelles technologies : Informatisation des Services - Consultance ingénieur système, ingénieur réseau et ingénieur firewall - Approbation de l'engagement de la dépense et la désignation du fournisseur - (INF544) - Mode de financement - 98.717,85 € - Article : 139/122-02/53 - 49.023,15 € - Article : 139/747-60/53-20250035.

- 20 janvier 2026 : Centrale des marchés : Achat de viennoiseries destinées aux réunions desservices communaux 2026 - Approbation des conditions et de l'attribution, engagement de la dépense - Application des articles 234 §4 et 236 de la Nouvelle loi communale - 6.000 € TVAC Articles du code économique .../123-48... et .../123-16...

- 10 février 2026 : Centrale des marchés : Boissons destinées aux évènements et réunionscommunales 2026-2027- Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Info conseil - 26.430 € TVAC - Divers articles budgétaires au code économique : .../123-48/.. et .../123-16/...

- 17 février 2026 : Architecture : Mission d'étude et de conseil en Techniques Spéciales (HVAC) eten Performance Energétique des Bâtiments (PEB) dans le cadre du marché de travaux envisagé pour la nouvelle construction sur le site de l'ICPP - Approbation de la non-attribution du marché précédent, de la relance du marché et des conditions de ce dernier - Prise pour

information par le Conseil communal - 140.000,00 € (hors TVA), soit 169.400,00 € (TVAC) - Article : 137/747-60/8520260146.

- 17 février 2026 : Maintenance : Divers bâtiments communaux : entretien et dépannage des installations aérauliques pour la période du 01/04/2026 au 31/03/2027 avec possibilité de reconduction pour une année supplémentaire jusqu'au 31/03/2028 au plus tard - Procédure négociée sans publication préalable - Marché de service - Approbation des conditions du marché Prise pour information par le Conseil communal.- 140.000,00 € (hors TVA 21 %), soit 169.400,00 € (TVA 21 % comprise) et reconductible une fois pour une année supplémentaire - Divers articles au code économique .../125-06/85 des exercices 2026, 2027 et 2028.

- 17 février 2026 : Maintenance : Ferme Rose – Remplacement de la chaudière du régisseur Approbation de l'engagement de la dépense et de la liquidation de la facture y relative - Prise pour connaissance de l'autorisation de la tutelle financière de disposer du crédit anticipatif à l'article 773/724-60/85-20260186 du budget extraordinaire 2026 - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 7.789,57 € (T.V.A.C. 21% autoliquidation et majoration 10%), soit 6.437,66 € (H.T.V.A. 21% autoliquidation et majoration 10%) + montant tva à reverser au SPF Finances : 1.351,91 € - Article : 773/724-60/85-20260186.

- 17 février 2026 : Centrale de marchés : Matériel et équipement didactique pour les écolescommunales 2026 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter Application des articles 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale. - 42.510,00 € - Articles : 706/744-98/40 721/744-98/40 722/744-98/40 75101/744-98/40 75102/744-98/40.

- 24 février 2026 : Maintenance : Marché de services à conclure pour l'entretien et dépannagesdes portes automatiques et manuelles dans divers bâtiments communaux pour la période du 22 mars 2026 au 21 mars 2027 reconductible 2 x 1 an - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 140.000 €/3 ans - Divers articles relevant du code économique 125-06/85 - SRABAC - Exercices 2026-2029.

- 3 mars 2026 - Centrale de marchés : Matériel et équipement électrique destinés aux écolescommunales, crèches communales et services communaux 2026 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application des articles 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale - 320 € - Article : 137/744-98/58 - 20260031 - 4000 € - Article : 722/744-98/40 20260063 - 500 € - Article : 734/744-98/40 - 20260075 - 250 € - Article : 75102/744-98/4020260063 - 6500 € - Article : 84401/744-98/40-20260040.

- 3 mars 2026 : Maintenance : Vente de certificats verts - Prise pour information des offres d'achatreques et de la retenue de l'offre d'achat la plus avantageuse économiquement sur base du prix et de la recette à percevoir - 144.855,92 € - Article : 552/161-02/85 (à créer).

- 10 mars 2026 : Environnement : Destruction des nids de frelons asiatiques - Désignation etengagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil - 47,60 € - Article : 879/12406/93.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,
Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen : - 23 december 2025 : Nieuwe Technologieën - Informatisering van diensten - Systeemingénieur, netwerkingingenieur en firewall-ingenieursadviesbureau - Goedkeuring van de verplichting van de kosten en de aanduiding van de leverancier - (INF544) - Financieringsmethode - 98.717,85 € Artikel : 139/122-02/53 - 49.023,15 € - Artikel : 139/747-60/53-20250035.

- 20 januari 2026 : Opdrachtcentrale : Aankoop van gebakjes voor vergaderingen van degemeentelijke diensten 2026 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing, vastlegging van de uitgave - Toepassing van de artikelen 234 §4 en 236 van de nieuwe gemeentewet - 6.000 €

(incl. btw) - Artikelen van economische code .../123-48... et .../123-16...

- 10 februari 2026 : Opdrachtcentrale : Dranken voor de gemeentelijke evenementen en vergaderingen 2026-2027 - Goedkeuring van de voorwaarden, de wijze van aanbesteding en de lijst van te raadplegen firma's - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwe gemeentewet Kennisneming door de gemeenteraad - 26.430 € (incl. btw) - Diverse artikelen van economische code : .../123-48/.. et .../123-16/...

- 17 februari 2026 : Architectuur : Studie- en adviesmissie in Speciale Technieken (HVAC) en Energieprestatiecertificaat (EPC) in het kader van de werkenoverheidopdracht gepland voor de nieuwe bouw op de ICPP-site - Goedkeuring van de niet-gunning van de dienstenoverheidsopdracht, van de heropleving van de overheidsopdracht en van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad. 140.000,00 € (excl. btw), dus 169.400,00 € (incl. btw) - Artikel : 137/747-60/85-20260146.

- 17 februari 2026 : Onderhoud : Dienstenopdracht voor de onderhoud en het depanneren van deluchttechnische installaties in verschillende gemeentegebouwen voor de periode van 1/04/2026 tot

31/03/2027 met de mogelijkheid van verlenging voor een extra jaar tot uiterlijk 31/03/2028 – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming door de gemeenteraad. 140.000,00 € (excl. btw 21 %), dus 169.400,00 € (incl. btw 21 %) en één keer verlengbaar voor een jaar - Diverse artikelen van economische code .../125-06/85 van begrotingsjaren 2026, 2027 et 2028.

- 17 februari 2026 : Onderhoud : Ferme Rose - Vervanging van de ketel van de steward Goedkeuring van de vastlegging van de uitgave en de afbetaling van de desbetreffende factuur Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad. 7.789,57 € (incl. btw 21% verlegging en toeslag 10%), dus 6.437,66 € (excl. btw 21% verlegging en toeslag 10%) + bedrag terug te betalen aan de FOD Financiën : 1.351,91 € - Artikel : 773/724-60/85-20260186.

- 17 februari 2026 : Opdrachtcentrale : Didactisch materiaal en uitrusting voor gemeentelijkscholen 2026 - Goedkeuring van de voorwaarden, de wijze van gunning en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van de artikelen 234 §3 en 236 van de nieuwe gemeentewet - 42.510,00 € Artikelen : 706/744-98/40 721/744-98/40 722/744-98/40 75101/744-98/40 75102/744-98/40.

- 24 februari 2026 : Onderhoud : Dienstenoverheidsopdracht voor het onderhoud en de reparaties van automatische en handmatige deuren voor de periode van 22 maart 2026 tot 22 maart 2027 (en 2maal jaarlijks verlengbaar) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking Goedkeuring van de opdrachtvoorwaarden - Kennisneming door de Gemeenteraad - 140.000 €/3 jaar - Diverse artikelen van economische code 125-06/85 - SRABAC - Begrotingsjaren 2026-2029. - 3 maart 2026 : Opdrachtcentrale : Elektrische apparatuur en uitrusting voor gemeentelijke scholen, gemeentelijke kinderdagverblijven en gemeentelijke diensten 2026 - Goedkeuring van de voorwaarden, de wijze van gunning en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van de artikelen 234 §3 en 236 van de nieuwe gemeentewet - 320 € - Artikel : 137/744-98/58 - 20260031 - 4000 € Artikel : 722/744-98/40 - 20260063 - 500 € - Artikel : 734/744-98/40 - 20260075 - 250 € - Artikel : 75102/744-98/40-20260063 - 6500 € - Artikel : 84401/744-98/40-20260040. - 3

maart 2026 : Onderhoud : Verkoop van groene certificaten - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht en van de raming van de te innen inkomsten - 144.855,92 € - Artikel : 552/161-02/85 (te scheppen).

- 10 maart 2026 : Milieu : Vernietiging van nesten van Aziatische hoornaars - Aanwijzing envastlegging van de uitgaven - Financieringswijze - Ter informatie genomen door de Raad - 47,60 € - Artikel : 879/124-06/93.

32 Evacuation et traitement des déchets-2026-2030. - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §1er de la Nouvelle Loi communale.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §1er relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N° 2026-066 relatif au marché "Evacuation et traitement des déchets-2026-2030" établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Propreté; Considérant que ce marché est divisé en lots :

Lot 1 (Déchets provenant du nettoyage des espaces publics.), estimé à 100.000 € hors T.V.A ou 121.000 €, T.V.A comprise;

Lot 2 (Déchets de classe 2), estimé à 5.500 € hors T.V.A ou 6.655 €, T.V.A comprise;

Lot 3 (Déchets verts), estimé à 5.750 € hors T.V.A ou 6.957,5 €, T.V.A comprise;

Lot 4 (Déchets toxiques (peinture, batteries de voitures, eternit, huiles,...)), estimé à 10.000 € hors T.V.A ou 12.100 €, T.V.A comprise;

Lot 5 (Bonbonnes de protoxyde d'azote), estimé à 25.000 € hors T.V.A ou 30.250 €, T.V.A comprise;

Lot 6 (Déchets provenant des travaux de voirie), estimé à 11.375 € hors T.V.A ou 13.763,75 €, T.V.A comprise;

Lot 7 (Déchets provenant du nettoyage des espaces publics), estimé à 2.625 € hors T.V.A ou 3.176,25 €, T.V.A comprise;

Lot 8 (Boues de curage des avaloirs.), estimé à 26.250 € hors T.V.A ou 31.762,50 € T.V.A comprise;

Lot 9 (Déchets de classe 2), estimé à 160.000 € hors T.V.A ou 193.600 €, T.V.A comprise;

Lot 10 (Déchets bois), estimé à 7.500 € hors T.V.A ou 9.075 €, T.V.A comprise;

Lot 11 (Déchets de classe 3), estimé à 8.000 € hors T.V.A ou 9.680 €, T.V.A comprise;

Lot 12 (Déchets verts), estimé à 52.500 € hors T.V.A ou 63.525 €, T.V.A comprise;

Lot 13 (Pneus), estimé à 1.100 € hors T.V.A ou 1.331 €, T.V.A comprise;

Lot 14 (Métal), estimé à 0 € T.V.A comprise;

Lot 15 (Déchets troncs et souches), estimé à 6.000 € hors T.V.A ou 7.260 €, T.V.A comprise;

Lot 16 (Déchets de classe 4), estimé à 250 € hors T.V.A ou 302,50 €, T.V.A comprise;

Considérant que le montant annuel global estimé de ce marché s'élève à 421.850 € hors T.V.A ou 510.438,50 €, 21% T.V.A. comprise, soit un montant total de 2.041.754 € TVAC pour les quatre ans ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires du code économique .../124-06/... ;

Sous réserve de l'approbation du budget ordinaire 2026 et suivants par les instances compétentes;

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2026-066 et le montant estimé du marché "Evacuation et traitement des déchets-2026-2030", établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Propreté. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics en collaboration avec le service Propreté. Le montant estimé s'élève à 421.850 € hors T.V.A 510.438,50 €, 21% T.V.A. comprise soit un total de 2.041.754 € TVAC pour 4 ans ;

De passer le marché par la procédure ouverte ;

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la Tutelle générale.

Afvoering en verwerking van afval 2026-2030 - Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure - Toepassing van artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op bestek nr. 2026-066 met betrekking tot de opdracht "Afvoering en verwerking van afval 2026-2030", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Reinheid; Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen:

Perceel 1 (Afval van de reiniging van openbare ruimten), geraamd op € 100.000 exclusief btw of € 121.000 inclusief btw;

Perceel 2 (Afval van klasse 2), geraamd op € 5.500 exclusief btw of € 6.655 inclusief btw;

Perceel 3 (Groenafval), geraamd op € 5.750 exclusief btw of € 6.957,5 inclusief btw;

Perceel 4 (Giftig afval (verf, autobatterijen, Eternit, olie, ...)), geraamd op € 10.000 exclusief btw of € 12.100 inclusief btw;

Perceel 5 (Flessen distikstofoxide), geraamd op € 25.000 exclusief btw of € 30.250 inclusief btw;

Perceel 6 (Afval van wegenwerken), geraamd op € 11.375 exclusief btw of € 13.763,75 inclusief btw;

Perceel 7 (Afval van de reiniging van openbare ruimten), geraamd op € 2.625 exclusief btw of € 3.176,25 inclusief btw;

Perceel 8 (Reinigingsslib van de slikkers), geraamd op € 26.250 exclusief btw of € 31.762,50 inclusief btw;

Perceel 9 (Afval van klasse 2), geraamd op € 160.000 exclusief btw of € 193.600 inclusief btw; Perceel

10 (Houtafval), geraamd op € 7.500 exclusief btw of € 9.075 inclusief btw;

Perceel 11 (Afval van klasse 3), geraamd op € 8.000 exclusief btw of € 9.680 inclusief btw;

Perceel 12 (Groenafval), geraamd op € 52.500 exclusief btw of € 63.525 inclusief btw;

Perceel 13 (Banden), geraamd op € 1.100 exclusief btw of € 1.331 inclusief btw;

Perceel 14 (Metaal), geraamd op € 0 inclusief btw;

Perceel 15 (Afval van boomstammen en -stronken), geraamd op € 6.000 exclusief btw of € 7.260 inclusief btw;

Perceel 16 (Afval van klasse 4), geraamd op € 250 exclusief btw of € 302,50 inclusief btw;

Overwegende dat het geraamd jaarlijks totaalbedrag van deze opdracht € 421.850 exclusief btw of € 510.438,50 inclusief 21 % btw beloopt, hetzij een totaalbedrag van € 2.041.754 inclusief btw voor de vier jaar;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven mogelijk maken ingeschreven zijn onder de begrotingsartikels van de economische code .../124-06/...;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begroting 2026 en volgende door de bevoegde instanties;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan bestek nr. 2026-066 en het geraamd bedrag van de opdracht "Afvoering en verwerking van afval 2026-2030", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Reinheid. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals bepaald in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst Reinheid.

Het geraamd bedrag beloopt € 421.850 exclusief btw of € 510.438,50 inclusief 21 % btw, hetzij een totaal van € 2.041.754 inclusief btw voor 4 jaar;
De opdracht te gunnen via openbare procedure;
De aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervullen en te versturen;
Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

33 **Location de machines à café et la fourniture de leurs consommables 2026-2030. – Approbation des conditions, de la procédure de passation, du cahier des charges et de l’avis de marché**
Application de l’article 234, §1 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l’article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 41, §1, 1° (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 216.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu la décision du Collège du 16 décembre 2025 de ne pas attribuer le marché public “Location de machines à café et la fourniture de leurs consommables 2026 - 2030.” en raison du dépassement du budget estimé et du seuil fixé pour la procédure applicable à ce marché (procédure négociée sans publication préalable) ;

Considérant qu’il est proposé de passer un nouveau marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant le cahier des charges n° 2026-124 relatif au marché « Location de machines à café et

la fourniture de leurs consommables 2026-2030 » établi par la Centrale de marchés ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s’élève à 210.000,00 €, 6 et 21 % TVA comprise ;

Considérant que ce marché sera publié au niveau national ;

Considérant que le crédit nécessaire à cette dépense sera inscrit au budget ordinaire des exercices

2026 à 2030, sous les articles budgétaires 137/123-12/58 et 137/123-02/58 ;

sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins.

Décide :

d’approuver le cahier des charges n° 2026-124 relatif au marché « Location de machines à café et la fourniture de leurs consommables 2026-2030 » établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d’exécution des marchés publics ;

d’approuver l’estimation de la dépense, estimée à 210.000,00 €, 6 et 21 % TVA comprise qui sera inscrite sous les articles budgétaires 137/123-12/58 et 137/123-02/58 ; de passer le marché

par la procédure négociée directe avec publication préalable ; de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Huur van koffiemachines en levering van verbruiksgoederen 2026-2030. - Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingsprocedure, van het bestek en van de aankondiging van de opdracht - Toepassing van artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 41 §1 1° (het bedrag van de opdracht excl. btw overschrijdt de drempel van € 216.000,00 niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op de beslissing van het college van 16 december 2025 om de overheidsopdracht "Huur van koffiemachines en levering van verbruiksgoederen 2026-2030" niet te gunnen wegens de overschrijding van het geraamde budget en van de drempel die bepaald is voor de procedure die op deze opdracht van toepassing is (onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking);

Overwegende dat voorgesteld wordt een nieuwe opdracht te sluiten door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende bestek nr. 2026-124 met betrekking tot de opdracht "Huur van koffiemachines en levering van verbruiksgoederen 2026-2030", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 210.000,00 inclusief 6 en 21 % btw belooft;

Overwegende dat deze opdracht op nationaal vlak bekendgemaakt zal worden;

Overwegende dat het krediet dat nodig is voor deze uitgave ingeschreven wordt op de gewone begroting van dienstjaar 2026 tot 2030 onder begrotingsartikels 137/123-12/58 en 137/123-02/58;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Bestek nr. 2026-124 met betrekking tot de opdracht "Huur van koffiemachines en levering van verbruiksgoederen 2026-2030", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals bepaald in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

De raming van de uitgave, geraamd op € 210.000,00 inclusief 6 en 21 % btw, die ingeschreven wordt onder begrotingsartikels 137/123-12/58 en 137/123-02/58, goed te keuren;

De opdracht te plaatsen door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

De aankondiging van de opdracht op nationaal niveau te vervolledigen en te versturen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Extrascolaire - Naschoolse

34 **Accueil extrascolaire – Modification de la composition de la Commission Communale de l'Accueil (CCA).**

Le Conseil,

Vu le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (décret A.T.L.) ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 20 février 2025 arrêtant la composition de la Commission Communale de l'Accueil ;

Considérant le changement de fonction de Mme Valentine Delwart, remplacée par Mme Diane Culer en tant qu'Échevine en charge de l'A.T.L. ;

Considérant qu'en application de la règle du décret A.T.L., le membre suppléant achève le mandat en cours en cas de vacance, et que dès lors, M. Daniel Hublet devient membre effectif en remplacement de Mme Diane Culer ;

Considérant la proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins de désigner Mme Aurélie Czekalski pour occuper le poste de membre suppléant désormais vacant,

Décide:

1. D'acter le changement de présidence de la C.C.A., désormais assurée par Mme Diane Culer, Échevine de l'A.T.L.
2. De marquer son accord sur la désignation de Mme Aurélie Czekalski en qualité de membre suppléante (Composante 1), en remplacement de M. Daniel Hublet, sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Buitenschoolse opvang – Wijziging van de samenstelling van de "Commission Communale de l'Accueil" CCA (gemeentelijke commissie voor opvang).

De Raad,

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (ATL-decreet);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 februari 2025 houdende de initiële samenstelling van de CCA (Commission Communale de l'Accueil);

Overwegende de functiewijziging van Mevr. Valentine Delwart, die als Schepen bevoegd voor ATL wordt vervangen door Mevr. Diane Culer;

Overwegende dat, in toepassing van de regels van het ATL-decreet, het plaatsvervangend lid het lopende mandaat beëindigt in geval van een vacante zetel, en dat bijgevolg de heer Daniel Hublet effectief lid wordt ter vervanging van Mevr. Diane Culer;

Overwegende het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen om Mevr. Aurélie Czekalski aan te duiden voor de thans vacante zetel van plaatsvervangend lid,

Beslist :

1. Akte te nemen van de wijziging van het voorzitterschap van de CCA, dat voortaan wordt waargenomen door Mevr. Diane Culer, Schepen van ATL.
2. Zijn goedkeuring te verlenen aan de aanstelling van Mevr. Aurélie Czekalski als plaatsvervangend lid (Component 1), ter vervanging van de heer Daniel Hublet, op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

- 35 **Question écrite de M. Tojerow : le coût de la mesure de gratuité du stationnement.**

Schriftelijke vraag van de h. Tojerow: de kosten van de maatregel om parkeren gratis te maken.

- 36 **Question écrite de M. Cools : incident à l'école de Calevoet**

Schriftelijke vraag van de h. Cools: voorval op de school van Kalevoet.

- 37 **Question écrite de Mme Czekalski : Les dispositifs d'aide, de soutien et de répit pour les aidants proches à Uccle.**

Schriftelijke vraag van mevr. Czekalski: Hulp-, ondersteunings- en respijtvorzieningen voor mantelzorgers in Ukkel.

- 38 **Interpellation de M. Sax : Interdiction de l'usage des trottinettes électriques sur le territoire ucclois.**

Interpellatie van de h. Sax : Verbod op het gebruik van elektrische steps op het grondgebied van Ukkel.

- 39 **Interpellation de Mme Nagelmackers : l'interruption des lignes de tram 4 et 10.**

Interpellatie van mevr. Nagelmackers: de onderbreking van tramlijnen 4 en 10.

40 **Interpellation de M. Meeùs : Aide aux personnes âgées à Uccle.**

Interpellatie van de h. Meeùs : Hulp aan ouderen in Ukkel.

41 **Interpellation de M. Cools : l'interruption des lignes de tram 4 et 10.**

Interpellatie van de h. Cools: de onderbreking van tramlijnen 4 en 10.

42 **Interpellation de Mme Maison: Horaires d'ouverture de la Piscine Longchamp.
(Complémentaire)**

Interpellatie van mevr. Maison : Openingstijden van het zwembad Longchamp. (Aanvullend)

43 **Interpellation de M. Cools : La dotation communale à la future zone de police.
(Complémentaire)**

**Interpellatie van de h. Cools: De gemeentelijke bijdrage aan het toekomstige politiezone.
(Aanvullend)**

44 **Question orale de Mme Czekalski : le tarif de rotation des bornes de recharge électriques à Uccle.**

Mondelinge vraag van Mevr. Czekalski : het tarief voor het gebruik van elektrische laadpalen in Ukkel.

45 **Question orale de Mme Vanderborgh : la transparence et accessibilité des travaux du Conseil communal. (Complémentaire)**

Mondelinge vraag van mevr. Vanderborgh: transparantie en toegankelijkheid van de werkzaamheden van de Gemeenteraad. (Aanvullend)

46 **Question orale de M. Meeus : l'accessibilité aux Terrasses des Hauts Prés, Avenue Egide Van**

Ophem. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Meeus: toegankelijkheid van Terrasses des Hauts Prés, Egide Van Ophemlaan. (Aanvullend)

47 Question orale de M. Cools : la récolte des sacs verts. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Cools: het ophalen van groene zakken. (Aanvullend)

48 Question orale de M. Tojerow : Réaction de la ministre de l'Enfance sur les frais de garderie à Uccle. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : Reactie van de minister van Kinderwelzijn op de kosten voor kinderopvang in Ukkel. (Aanvullend)

49 Question orale de M. Assal : la pérennisation de lieux d'étude. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Assal : bestendiging van studiezalen. (Aanvullend)

50 Question orale de M. Tojerow : Les tarifs des activités parascolaires et des plaines de jeu pour les familles en garde alternée. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : De tarieven voor buitsschoolse activiteiten en speelplaatsen voor gezinnen met co-ouderschap. (Aanvullend)

51 Question orale de Mme Sirtaine : Stade national de Hockey. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van Mevr. Sirtaine: Nationaal hockeystadion. (Aanvullend)

52 Question orale de Mme Czekalski : l'interruption des lignes de tram 4 et 10. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van Mevr. Czekalski : de onderbreking van tramlijnen 4 en 10. (Aanvullend)

53 Question orale de M. Meeùs : la retransmission de la Coupe du Monde de football 2026.

(Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Meeùs: de uitzending van het wereldkampioenschap voetbal 2026.
(Aanvullend)

Projet - Ontwerp